EMPIRE CHÉRIFIEN

PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION	ÉDITION
		PARTIELLE	COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	1.100 fr.	2.200 fr.
	6 mois..	700 »	1.400 »
France et Colonies	Un an..	1.350 »	2.700 »
	6 mois..	900 »	1.600 »
Étranger	Un an..	2.300 »	4.000 »
	6 mois..	1.350 »	2.400 »

Changement d'adresse : 25 francs,
indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahir, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle,
avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable
de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-16, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif.
Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

Première ou deuxième partie..... 35 fr.
Édition complète 55 fr.
Années antérieures :
Prix ci-dessus majorés de 50 %

Prix des annonces :

Années légales, réglementaires et judiciaires } La ligne de 27 lettres :
90 francs
(Arrêté résidentiel du 31 janvier 1952.)

Les tables annuelles, analytique et chronologique, sont délivrées gratuitement aux abonnés de l'année.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin Officiel » du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX.

Contrôle de l'opium.	
Dahir du 9 août 1955 (20 hija 1374) relatif au protocole signé à New-York, le 23 juin 1953, concernant le contrôle de l'opium	1411
Actions. — Droit préférentiel de souscription.	
Dahir du 10 août 1955 (21 hija 1374) établissant un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital au profit des actionnaires	1411
Accidents du travail.	
Dahir du 18 août 1955 (24 hija 1374) modifiant et complétant le dahir du 25 juin 1927 (25 hija 1345) relatif à la réparation des accidents du travail	1412
Réglementation du tertib sur les arbres fruitiers.	
Dahir du 23 août 1955 (4 moharrem 1375) modifiant les dahirs du 19 mai 1939 (29 rebia I 1358) et du 12 mai 1942 (25 rebia II 1361) réglementant le tertib sur les arbres fruitiers.	1420
Payements par chèques.	
Dahir du 23 août 1955 (4 moharrem 1375) modifiant le dahir du 19 janvier 1939 (28 kaada 1357) formant nouvelle législation sur les payements par chèques.	1420
Légallsation des signatures.	
Dahir du 3 septembre 1955 (15 moharrem 1375) modifiant le dahir du 25 juillet 1915 (12 ramadan 1333) relatif à la légalisation des signatures	1420.
Importation, détention et dépôt des armes et de leurs munitions.	
Dahir du 8 septembre 1955 (15 moharrem 1375) modifiant et complétant le dahir du 31 mars 1937 (18 moharrem 1356) réglementant l'importation, le commerce, le port, la détention et le dépôt en zone française de l'Empire chérifien des armes et de leurs munitions	1421

Recherches et exploitations minières.

Dahir du 3 septembre 1955 (15 moharrem 1375) ouvrant une zone aux recherches et à l'exploitation minières.....	1421
Dahir du 6 septembre 1955 (18 moharrem 1375) ouvrant une zone à la recherche et à l'exploitation des gisements miniers de première catégorie	1421
Fixation des tarifs du tertib pour l'année 1955.	
Dahir du 12 septembre 1955 (24 moharrem 1375) portant fixation des tarifs du tertib pour l'année 1955.....	1422
Jugements rectificatifs des actes de l'état civil marocain. — Tribunaux compétents.	
Dahir du 5 septembre 1955 (17 moharrem 1375) relatif à la compétence des tribunaux devant juger de l'appel d'un jugement rectificatif de l'état civil marocain.....	1424
Statut des délégués du personnel.	
Dahir du 16 septembre 1955 (28 moharrem 1375) fixant le statut des délégués du personnel dans les établissements industriels, commerciaux et agricoles	1425
Courses de lévriers.	
Arrêté viziriel du 10 août 1955 (21 hija 1374) modifiant à titre temporaire l'arrêté viziriel du 18 février 1950 (30 rebia II 1369) relatif aux jeux et paris ayant pour objet des courses de lévriers	1426
Mineurs délinquants.	
Arrêté viziriel du 10 août 1955 (21 hija 1374) relatif aux établissements privés d'observation ou de rééducation recueillant des mineurs délinquants en application des articles 74 et 75 du code pénal marocain	1426
Arrêté viziriel du 10 août 1955 (21 hija 1374) relatif aux établissements du service de la jeunesse et des sports désignés pour recueillir des mineurs délinquants en application des articles 74 et 75 du code pénal marocain.....	1426
Délégation générale des anciens militaires marocains.	
Arrêté résidentiel du 16 septembre 1955 abrogeant l'arrêté résidentiel du 8 août 1955 créant une délégation générale des anciens militaires marocains.....	1427

Récolte 1955. — Fixation du pourcentage garanti par l'État et du montant de l'avance par quintal donné en gage.

- Arrêté du directeur des finances du 6 septembre 1955 portant modification de l'arrêté du 1^{er} juillet 1955 fixant pour certains produits de la récolte 1955 le pourcentage garanti par l'État sur les avances consenties à l'Union des docks-silos coopératifs agricoles du Maroc, aux coopératives marocaines agricoles et aux sociétés coopératives agricoles marocaines, ainsi que le montant de l'avance par quintal donné en gage 1427

TEXTES PARTICULIERS.

Office d'irrigation des Beni-Amir—Beni-Moussa.

- Dahir du 9 août 1955 (20 hija 1374) approuvant une convention pour la cession à la R.E.I.P., par l'Office d'irrigation des Beni-Amir—Beni-Moussa, des installations de production et de distribution d'eau de Fkih-Bensalah.... 1427

Casablanca. — Société « La Manutention marocaine ».

- Dahir du 10 août 1955 (21 hija 1374) portant approbation de la convention passée le 15 novembre 1954 avec la société « La Manutention marocaine » en vue de la gérance des services d'aconage et de magasinage au port de Casablanca 1427

Fonds d'amortissement et de consolidation.

- Dahir du 23 août 1955 (4 moharrem 1375) portant prélèvement d'une somme de 600.000.000 de francs sur le « Fonds de réserve » au profit du « Fonds d'amortissement et de consolidation » 1428

Centre de Monod. — Plan et règlement d'aménagement.

- Dahir du 5 septembre 1955 (17 moharrem 1375) approuvant et déclarant d'utilité publique les plans et règlement d'aménagement du centre de Monod 1428

Centre de Karia-ba-Mohammed (Fès). — Plan et règlement d'aménagement.

- Dahir du 6 septembre 1955 (18 moharrem 1375) approuvant et déclarant d'utilité publique les plans et règlement d'aménagement du centre de Karia-ba-Mohammed (région de Fès) 1428

Centre des Ait-Melloul (Agadir). — Plans et règlement d'aménagement.

- Dahir du 6 septembre 1955 (18 moharrem 1375) approuvant et déclarant d'utilité publique les plans et le règlement d'aménagement du centre des Ait-Melloul (région d'Agadir) 1429

Meknès. — Échange immobilier sans soulte.

- Arrêté viziriel du 10 août 1955 (21 hija 1374) autorisant un échange immobilier sans soulte entre la ville de Meknès et l'État chérifien 1429

Casablanca. — Construction d'immeubles. — Expropriation.

- Arrêté viziriel du 10 août 1955 (21 hija 1374) complétant l'arrêté viziriel du 8 août 1946 (10 ramadan 1365) déclarant d'utilité publique la construction de huit immeubles destinés à l'usage de la population européenne à Casablanca, et frappant d'expropriation la propriété nécessaire à l'exécution de ce programme 1429

Hydraulique.

- Arrêté viziriel du 27 juillet 1955 (7 hija 1374) homologuant les opérations de la commission d'enquête relative à la reconnaissance des droits d'eau sur les aïoun Hajbat, Sidi-Aïch et Mediou-el-Tiour (territoire d'Oued-Zem)..... 1430

Rabat. — Classement de la mosquée « Djama Mouline »

- Arrêté viziriel du 10 août 1955 (21 hija 1374) portant classement de la mosquée dite « Djama Mouline », à Rabat.. 1434

Safi. — Création du comité de gestion du silo.

- Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 5 septembre 1955 portant création du comité de gestion du silo de Safi. 1434

Safi, Casablanca. — Acquisitions de terrains.

- Arrêté du directeur général de l'intérieur du 19 septembre 1955 modifiant l'arrêté du directeur de l'intérieur du 16 mai 1955 autorisant l'acquisition par la ville de Safi d'une parcelle de terrain appartenant à un particulier..... 1434

- Arrêté du directeur général de l'intérieur du 19 septembre 1955 approuvant une délibération de la commission municipale de Casablanca du 23 décembre 1954 autorisant l'acquisition par la ville d'une parcelle de terrain appartenant à l'administration des Habous 1435

- Arrêté du directeur général de l'intérieur du 19 septembre 1955 approuvant les délibérations de la commission municipale de Casablanca des 12 octobre 1954 et 28 avril 1955 autorisant la ville à acquérir deux parcelles de terrain appartenant à des particuliers 1435

- Arrêté du directeur général de l'intérieur du 19 septembre 1955 approuvant la délibération de la commission municipale de Casablanca du 6 juin 1955 autorisant la ville de Casablanca à acquérir une parcelle de terrain appartenant à un particulier 1435

Hydraulique.

- Arrêté du directeur des travaux publics du 14 septembre 1955 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de M. Boulier Antoine, demeurant à Bouznika 1436

- Arrêté du directeur des travaux publics du 19 septembre 1955 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de la Société agricole du Pontet (représentée par la Société Vila), domiciliée au P.K. 11+500 de la route principale n° 2..... 1436

Permis miniers.

- Décision du chef du service des mines du 13 septembre 1955 portant rejet d'une demande de renouvellement des permis de recherche n°s 10.732, 10.733, 10.734, 10.736, 10.737, 10.738, 10.739 et 10.744 1436

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES COMMUNS.

- Instruction résidentielle n° 69 du 21 septembre 1955 relative à la rémunération des personnels de l'État, des municipalités, des Offices et des établissements publics rappelés sous les drapeaux ou convoqués pour effectuer une période militaire 1436

- Instruction résidentielle n° 70 du 21 septembre 1955 relative à la rémunération des personnels de l'État, des municipalités, des Offices et des établissements publics faisant l'objet d'un ordre de réquisition par les autorités civiles 1439

- Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 septembre 1955 fixant le régime des examens d'aptitude aux divers emplois de mécanographes sur machines à cartes perforées. 1440

- Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2231 bis, du 2 août 1955, page 1181 1441

TEXTES PARTICULIERS.

Direction de l'intérieur.

- Arrêté résidentiel du 13 septembre 1955 fixant les taux des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires allouées aux chefs de division, attachés de contrôle et de municipalité de classe exceptionnelle, de 1^{re} et de 2^e classe, chefs de bureau et rédacteurs principaux de classe exceptionnelle de la direction générale de l'intérieur.... 1442

- Arrêté résidentiel du 13 septembre 1955 fixant les taux des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires allouées aux chefs de bureau d'interprétariat et interprètes principaux de la direction générale de l'intérieur. 1442
- Arrêté résidentiel du 13 septembre 1955 fixant les taux des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires allouées aux secrétaires administratifs de contrôle et de municipalité de la direction générale de l'intérieur..... 1442
- Direction des services de sécurité publique.**
- Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 12 septembre 1955 portant ouverture d'un examen révisé en vue de maintenir à titre définitif, à leurs titulaires, le bénéfice des primes d'arabe accordées à la suite de l'examen du 10 novembre 1953..... 1442
- Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 12 septembre 1955 portant ouverture d'un examen en vue de l'attribution des primes d'arabe réservées à certains agents dépendant de la direction des services de sécurité publique 1443
- Direction de la production Industrielle et des mines.**
- Arrêté du directeur de la production industrielle et des mines du 9 septembre 1955 portant réglementation sur l'organisation et la police des concours et examens organisés par la direction de la production industrielle et des mines. 1443
- Arrêté du directeur de la production industrielle et des mines du 9 septembre 1955 fixant les conditions particulières et le programme du concours direct pour le recrutement d'ingénieur adjoint de la production industrielle et des mines 1445
- Arrêté du directeur de la production industrielle et des mines du 9 septembre 1955 fixant les conditions particulières et le programme des épreuves du concours direct pour le recrutement de dessinateurs-cartographes de la direction de la production industrielle et des mines..... 1448
- Arrêté du directeur de la production industrielle et des mines du 9 septembre 1955 fixant les conditions particulières et le programme des épreuves de l'examen professionnel pour le recrutement de dessinateurs-cartographes à la direction de la production industrielle et des mines.. 1449
- Direction de l'agriculture et des forêts.**
- Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 16 septembre 1955 relatif à l'élection des représentants du personnel de la direction de l'agriculture et des forêts dans les commissions d'avancement et les organismes disciplinaires pour les années 1956-1957 1450
- Direction de l'Instruction publique.**
- Arrêté résidentiel du 13 septembre 1955 instituant une indemnité de charges administratives en faveur de certain personnel d'inspection du service de la jeunesse et des sports 1452

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

- Nominations et promotions..... 1452
- Admission à la retraite 1458
- Résultats de concours et d'examens 1459

AVIS ET COMMUNICATIONS

- Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités 1450
- Avis de l'Office marocain des changes n° 798 relatif aux relations financières entre le condominium des Nouvelles-Hébrides et les autres territoires de la zone franc..... 1460

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir du 9 août 1955 (20 hija 1374)
relatif au protocole signé à New-York, le 23 juin 1953,
concernant le contrôle de l'opium.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafat)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 3 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 14 mai 1924 (9 chaoual 1342) portant accession de l'Empire chérifien à la convention internationale de l'opium signée à La Haye, le 23 janvier 1912 ;

Vu la convention signée à Genève, le 19 février 1925, concernant le contrôle du commerce des stupéfiants ;

Vu la convention signée à Genève, le 13 juillet 1931, concernant la limitation de la fabrication et la réglementation de la distribution des stupéfiants ;

Vu la convention signée à Genève, le 26 juin 1936, pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles ;

Vu le protocole sur les stupéfiants signé à Lake-Success, le 11 décembre 1946 ;

Vu le protocole signé à Paris, le 19 novembre 1948, plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la convention du 13 juillet 1931,

ARTICLE UNIQUE. — Le protocole signé à New-York, le 23 juin 1953, visant à limiter et à réglementer la culture du pavot ainsi que la production, le commerce international, le commerce de gros et l'emploi de l'opium, est rendu applicable au Maroc.

Le Gouvernement chérifien s'engage à prendre toute mesure utile en vue de l'application de ces dispositions dans la zone française du Maroc.

Fait à Rabat, le 20 hija 1374 (9 août 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Dahir du 10 août 1955 (21 hija 1374) établissant un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital au profit des actionnaires.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafat)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 3 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Nonobstant toutes dispositions contraires des statuts, les actionnaires ont un droit de préférence à la souscription des actions nouvelles de numéraire, proportionnellement au montant des actions qu'ils possèdent.

Ce droit est négociable pendant toute la durée de la souscription sous réserve, le cas échéant, des clauses restrictives de cession affectant les actions elles-mêmes.

Les conditions dans lesquelles les actionnaires pourront renoncer à l'exercice de ce droit seront précisées à l'article 3 ci-dessous.

ART. 2. — Si certains actionnaires n'ont pas souscrit les actions auxquelles ils avaient droit à titre préférentiel, les actions ainsi rendues disponibles sont attribuées proportionnellement à leur part dans le capital au moment de l'augmentation en cours et dans la limite de leur demande, aux actionnaires ayant souscrit un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pouvaient souscrire à titre préférentiel.

Si les souscriptions à titre préférentiel et les attributions à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, le solde est attribué conformément aux décisions de l'assemblée générale.

ART. 3. — Nonobstant toutes dispositions contraires des statuts, l'application des dispositions des articles premier et 2 ci-dessus ne peut être écartée que par l'assemblée générale, délibérant aux conditions de quorum et de majorité légales et à la condition que les gérants ou le conseil d'administration aient indiqué, dans un rapport préalable, les motifs de l'augmentation du capital et les modalités d'émission et d'attribution des actions nouvelles.

Les attributaires éventuels d'actions nouvelles ne peuvent ni personnellement ni par mandataire prendre part au vote de l'assemblée écartant en leur faveur l'application des dispositions de l'article premier, le quorum et la majorité requis pour cette décision se calculant sur l'ensemble des actions possédées ou représentées à l'assemblée, après déduction de celles possédées ou représentées par lesdits attributaires.

ART. 4. — Le délai accordé aux actionnaires anciens pour exercer leurs droits de souscription ne peut jamais être inférieur à quinze jours à dater de l'ouverture de la souscription.

La date de cette ouverture doit être portée à la connaissance des actionnaires au moyen d'un avis publié au moins six jours francs auparavant dans un journal d'annonces légales du ressort judiciaire du siège social et faisant connaître leur droit préférentiel, les modalités, le lieu, les dates d'ouverture et de clôture de la souscription ainsi que le taux d'émission des actions et le montant dont celles-ci doivent être libérées. Cet avis doit être reproduit au *Bulletin officiel* du Protectorat avant l'ouverture de la souscription.

En cas d'augmentation de capital par émission publique d'actions, cet avis sera annexé à la notice prévue à l'article 3 du dahir du 11 août 1922.

Lorsque toutes les actions sont nominatives, l'avis prévu ci-dessus peut être remplacé par une lettre recommandée expédiée à tous les actionnaires six jours au moins avant la date d'ouverture de la souscription.

ART. 5. — La violation des dispositions du présent dahir entraîne la nullité de l'augmentation de capital sous réserve des dispositions du dahir du 26 janvier 1955 (1^{er} jourmada II 1374) remplaçant le texte des 3^e, 4^e et 5^e alinéas de l'article 8 de la loi du 24 juillet 1867... Les gérants ou les administrateurs sont, suivant le cas, individuellement ou solidairement responsables de cette violation.

ART. 6. — Toute violation des dispositions contenues aux articles premier à 4 inclus du présent dahir est punie d'une amende de 15.000 francs à 1 million.

ART. 7. — Sont punis, en outre, d'un emprisonnement de un à cinq ans ceux qui ont commis cette violation en fraude des droits des actionnaires, des commanditaires ou de certains d'entre eux.

ART. 8. — Sont punis d'une amende de 15.000 à 1 million de francs les gérants ou les administrateurs qui sciemment ont donné des indications inexactes dans le rapport prévu à l'article 3 ci-dessus.

ART. 9. — Lorsque, antérieurement à la publication du présent dahir, il a été accordé un droit de préférence à un ou plusieurs actionnaires individuellement, à une catégorie spéciale d'actionnaires, à des porteurs de parts bénéficiaires ou à des porteurs de titres représentant spécialement le droit de préférence, ce droit est maintenu et s'exerce seul à l'exclusion de celui prévu à l'article premier du présent dahir.

Les dispositions des articles 2, 4 et suivants du présent dahir sont applicables à l'exercice de ce droit de préférence. Les dispositions de l'article 3 ne s'y appliquent que si les statuts ou la délibération de l'assemblée générale instituant le droit préférentiel en question ont prévu qu'il pourrait être écarté.

Si les souscriptions effectuées en vertu du droit de préférence visé au premier alinéa du présent article ne couvre pas la totalité de l'augmentation du capital, le solde donne lieu à l'application de l'article premier du présent dahir.

ART. 10. — L'usufruitier d'une action à laquelle est attaché un droit préférentiel de souscription a la faculté d'exercer ce droit sous la condition suspensive que le nu-propiétaire ne l'exerce pas lui-même ou ne procède pas à la vente de ce droit dans le délai fixé conformément aux dispositions de l'article 4 ci-dessus.

Fait à Rabat, le 21 hija 1374 (10 août 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Dahir du 13 août 1955 (24 hija 1374) modifiant et complétant le dahir du 25 juin 1927 (25 hija 1345) relatif à la réparation des accidents du travail.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

• Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 3 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 25 juin 1927 (25 hija 1345) relatif à la réparation des accidents du travail et les dahirs qui l'ont modifié ou complété,

ARTICLE PREMIER. — Les articles premier (4^e, 5^e et 6^e alinéas) ;
2 (1^{er} alinéa) ;
3 (1^{er} alinéa : § 1^{er}, 1^{er} et 2^e alinéas, 2^e phrase du 6^e alinéa ; § 3^o ; 4^o : 1^{er}, 2^e, 4^e et 5^e alinéas du a) et 1^{er} à 8^e alinéa inclus du b) ; 5^e phrase du 2^e alinéa du c) ; d) ;
4 ;
5 (1^{er}, 2^e, 5^e et 8^e alinéas) ;
7 (1^{er}, 8^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e et 15^e alinéas) ;
8 ;
10 (6^e alinéa, 2^e phrase, et 7^e alinéa) ;
12 (2^e alinéa, § 1^{er}, 2^e phrase, 7^e et 8^e) ;
13 (5^e et 6^e alinéas) ;
14 ;
15 (2^e, 4^e, 5^e et 8^e alinéas) ;
16 ;
17 ;
18 (1^{er} alinéa) ;
19 (3^e, 4^e, 6^e et 15^e alinéas) ;
20 (1^{er}, 3^e et 4^e alinéas) ;
21 (1^{er} alinéa, 2^e phrase, et 2^e alinéa) ;
22 (3^e et 4^e alinéas) ;
24 ;
25 (1^{er}, 3^e et 5^e alinéas) ;
26 ;
27 ;
28 (1^{er} alinéa) ;
30 (6^e alinéa) ;
31 (3^e alinéa) ;
32 (10^e alinéa) ;
35

du dahir susvisé du 25 juin 1927 (25 hija 1345) sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article premier. —

« (4^e alinéa.) Est considéré comme accident du travail, même si « cet accident résulte d'un cas de force majeure ou si les conditions « du travail ont mis en mouvement ou aggravé les effets des forces « de la nature, à moins que l'employeur ou l'assureur ne rapporte la « preuve d'une disposition pathologique de la victime, l'accident, « quelle qu'en ait été la cause, survenu par le fait ou à l'occasion du « travail à toute personne salariée ou travaillant à quelque titre ou « en quelque lieu que ce soit, pour un ou plusieurs des employeurs « ou chefs d'entreprises visés ci-dessus, même si l'employeur n'exer- « çait pas sa profession dans un but lucratif. L'indemnité prévue au « premier alinéa du présent article est due à quiconque exécutait à « un titre quelconque, fût-ce d'essai ou d'apprentissage, un contrat « de louage de services, valable ou non, l'exigence d'un tel contrat « ne s'appliquant pas aux élèves et aux personnes visées au para- « graphe 7^o du deuxième alinéa ci-dessus. Cependant, cette indem- « nité n'est pas due dans le cas visé au premier alinéa de l'article 20, « ni en cas d'accident survenu à des gens de maison autres que ceux « visés au paragraphe 1^o du 2^o alinéa ci-dessus.

« (5^e alinéa.) Le coup de main bénévole ne peut placer la per- « sonne qui le donne et celle qui le reçoit dans la position respec- « tive de travailleur à employeur et, par voie de conséquence, ne « peut donner lieu à application du présent dahir. Est considéré « comme coup de main bénévole celui qui est effectué sans octroi « de rémunération, même en nature, l'attribution d'un « pour- « boire » n'étant pas assimilée à rémunération.

« (6^e alinéa.) L'indemnité est due, même si la victime a été « blessée au cours du trajet de sa résidence au lieu de son travail « ou durant le trajet du retour, dans la mesure où le parcours n'a « pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt « personnel de la victime ou indépendant de son emploi. Est assimilé « à la résidence, le restaurant, la pension de famille, le mess, la « cantine, le casse-croûte ou tout autre établissement de même nature « où la victime prend habituellement son repas au milieu de sa « journée de travail ou lorsque la victime se rendait dans cet établis- « sement dès l'achèvement de sa journée de travail pour y prendre « un repas. Il en est de même lorsque la victime prend habituellement « soit l'un ou l'autre, soit l'un et l'autre de ses repas chez un « parent ou un particulier. »

« Article 2 (1^{er} alinéa). — Les bénéficiaires de l'article premier ne « peuvent se prévaloir contre leurs employeurs ou les ouvriers, « employés et préposés de l'employeur, d'aucune disposition autre « que celles du présent dahir, à raison des accidents dont ils sont « victimes dans leur travail. Il en est de même en cas d'accident « survenu au cours du trajet entre la résidence de la victime et le « lieu de son travail et vice versa, lorsque le travailleur demeure « d'une façon quelconque au cours de ce trajet sous la dépendance « de l'employeur, notamment, s'il est transporté par les soins de ce « dernier ou s'il remplit une mission pour son compte. Lorsque ce « lien de dépendance n'existe pas, la victime ou ses ayants droit « ont la faculté d'exercer, en sus de l'action prévue par le présent « dahir, un recours suivant le droit commun. Les dispositions qui « précèdent ne font pas obstacle à l'octroi d'indemnités plus élevées, « si elles sont prévues soit par le statut ou le règlement intérieur de « l'établissement, soit par la convention, soit par le contrat d'assu- « rances souscrit par l'employeur pour garantir son personnel contre « les risques d'accidents du travail. »

« Article 3. —

« (1^{er} alinéa du § 1^o du 1^{er} alinéa.) 1^o Pour l'incapacité tempo- « raire et à partir du premier jour qui suit l'accident, à une indem- « nité journalière, sans distinction entre les jours ouvrables, les jours « de repos hebdomadaire et les jours fériés ou de fête chômée dans « l'établissement, égale à la moitié de la rémunération quotidienne, « pour les vingt-huit premiers jours qui suivent celui de l'accident, « et aux deux tiers à partir du vingt-neuvième jour. La journée de « travail au cours de laquelle s'est produit l'accident, même si « celui-ci survient au cours du trajet, est intégralement à la charge « de l'employeur, quel que soit le mode de paiement du salaire, « et la victime est rémunérée comme si elle avait effectué la totalité « du travail qu'elle aurait eu à exécuter ledit jour si elle n'avait pas

« été blessée. Si la séance de travail au cours de laquelle s'est produit « l'accident commence avant minuit pour finir après minuit, la « journée au cours de laquelle débute la séance de travail est consi- « dérée comme étant la journée de travail pour l'application du « présent alinéa.

« § 1^o du 1^{er} alinéa (2^o alinéa). Si la victime n'a pas interrompu « son travail, elle continue à percevoir sa rémunération, mais si « elle s'absente pendant les heures de travail... (La suite sans modi- « fication.)

« § 1^o du 1^{er} alinéa (2^e phrase du 6^e alinéa). En outre, le salaire « quotidien doit être calculé d'après une somme qui ne peut être « inférieure au salaire minimum applicable, le cas échéant, à la « victime compte tenu, s'il y a lieu, de la catégorie professionnelle « de cette dernière lorsqu'au moment de l'accident elle devait être « rémunérée d'après la base du bordereau des salaires prévu à l'arti- « cle 2 du dahir du 18 juin 1936 relatif au salaire minimum des « ouvriers et employés.

« (5 3^o.) La victime a droit à la fourniture, à la réparation et « au renouvellement des appareils de prothèse ou d'orthopédie que « l'accident rend nécessaires, ainsi qu'à la réparation ou au rempla- « cement de ceux dont une infirmité antérieure — même ne résul- « tant pas d'un accident du travail — rend le port nécessaire et que « l'accident a détériorés ou dont il a provoqué la perte ou la mise hors « d'usage. Le droit de la victime à l'appareillage est reconnu dans « les conditions déterminées par l'article 16 ci-après. Les frais « résultant de cet appareillage sont à la charge de l'employeur ou « de son assureur substitué, quel que soit le délai écoulé entre la « date de cessation de paiement de l'indemnité journalière ou de la « consolidation de la blessure et la date de la requête de la victime « prévue à l'article 16 en vue de la reconnaissance de son droit à être « appareillée. La nature, la valeur et les conditions d'attribution, « de réparation et de renouvellement des appareils seront fixées par « arrêté résidentiel.

« § 4^o du 1^{er} alinéa (1^{er} alinéa du a). a) Une rente viagère au « conjoint survivant, non divorcé ou séparé de corps, à condition « que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident. Le taux « de cette rente est fixé à 30 % du salaire annuel de la victime, « lorsque l'âge du conjoint survivant est inférieur à soixante ans. « Le taux est fixé ou porté à 50 % lorsque le conjoint survivant est « âgé d'au moins soixante ans au jour de l'accident, où lorsqu'il « atteint l'âge de soixante ans.

« § 4^o du 1^{er} alinéa (2^o alinéa du a). Si la victime était tenue « judiciairement de servir une pension alimentaire à un ou plusieurs « conjoints survivants dont elle était divorcée ou séparée de corps, la « rente sera due à ce ou à ces conjoints, mais elle sera ramenée au « montant de cette pension, sans pouvoir dépasser au maximum, « quel que soit le nombre des pensions alimentaires, 20 % du salaire « annuel de base de la victime. Si l'un des conjoints survivants « vient à décéder, sa part de rente accroîtra celle de l'autre ou des « autres conjoints, sans que leur nouvelle rente puisse être supé- « rieure au montant de leur pension alimentaire. S'il existe un nou- « veau conjoint, non divorcé ou séparé de corps, il lui sera attribué « une rente égale à la différence entre le montant de la ou des pen- « sions alimentaires et le montant d'une rente égale à 30 % du salaire « annuel de base, sans pouvoir être inférieure à 15 % de ce salaire. « ou, si ce nouveau conjoint survivant a un ou plusieurs enfants « issus de son union avec la victime, à 20 % du même salaire. « En cas de décès de l'un ou de plusieurs des conjoints divorcés ou « séparés de corps, la part de rente ainsi éteinte accroîtra les autres « rentes sans que celles-ci puissent dépasser 20 % pour le total des « rentes servies aux conjoints divorcés ou séparés de corps ou « 30 % pour la rente allouée au nouveau conjoint.

« § 4^o du 1^{er} alinéa (4^e alinéa du a). En cas de nouveau mariage, « le conjoint survivant, s'il n'a pas d'enfants, cesse d'avoir droit à « la rente mentionnée ci-dessus. Dans ce cas, il lui est alloué, à titre « d'indemnité définitive une somme égale à trois fois le montant de « sa rente annuelle. S'il a des enfants, le service de la pension lui « est maintenu tant que l'un de ses enfants perçoit une rente en

« conformité des prescriptions du paragraphe b) ci-après, le rachat de la rente étant différé jusqu'à ce que le dernier de ses enfants percevant une rente cesse d'y avoir droit.

« § 4° du 1^{er} alinéa (5° alinéa du a). Dans le cas où la victime, dont le statut personnel admet la polygamie, laisse plusieurs veuves, la rente viagère de 30 % prévue ci-dessus est partagée également et définitivement entre elles, quel que soit leur nombre. Si l'une ou plusieurs d'entre elles sont âgées d'au moins soixante ans, elles bénéficient d'une rente viagère de 50 % dans la proportion où elles auraient pu, en raison du nombre de veuves, prétendre à une rente de 30 %. La veuve qui se remarie cesse de jouir de la fraction de rente qui lui a été ainsi allouée et n'a plus droit qu'au triple de cette fraction à titre d'indemnité définitive ; toutefois, si elle a des enfants, les dispositions de l'alinéa précédent lui sont applicables. En cas de contestation, par l'employeur ou par son assureur qui lui est substitué, de la validité du mariage d'une victime dont le statut personnel admet la polygamie, la preuve en incombe au conjoint survivant.

« § 4° du 1^{er} alinéa (1^{er} à 8° alinéa inclus du b). b) Pour les enfants orphelins de père ou de mère et âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur la rémunération annuelle de la victime, à raison de 15 % de cette rémunération s'il n'y a qu'un enfant, 30 % s'il y en a deux, 40 % s'il y en a trois et ainsi de suite, la rente étant majorée de 10 % par enfant de moins de seize ans.

« La rente est portée à 20 % du salaire pour chacun des enfants devenus orphelins de père et de mère par suite de l'accident ou qui le deviennent postérieurement avant d'avoir atteint la limite d'âge à partir de laquelle ils cessent de bénéficier de la rente. Est assimilé à l'orphelin de père et de mère, l'enfant naturel reconnu avant l'accident par un seul de ses parents, lorsque celui-ci est victime d'un accident mortel du travail.

« Seuls ont droit aux rentes ci-dessus les enfants légitimes, les enfants légitimés ou naturels reconnus avant l'accident, les enfants adoptifs à condition que l'adoption ait eu lieu avant l'accident, les enfants naturels ayant fait l'objet d'une reconnaissance judiciaire, à condition d'avoir été conçus antérieurement à l'accident.

« En cas de naissance d'un enfant posthume conçu avant l'accident mortel de la victime et né viable au plus tard le trois centième jour qui a suivi l'accident, la rente allouée à cet enfant court à compter du lendemain du décès de la victime, à condition qu'il soit né légitime, même s'il a été conçu illégitime.

« Les rentes ainsi allouées sont collectives et réduites suivant les prescriptions qui précèdent au fur et à mesure que chaque orphelin atteint l'âge de seize ans ou vient à décéder avant d'avoir atteint cet âge.

« S'il y a des enfants de plusieurs lits, tous orphelins de père ou de mère, le montant de leurs rentes est calculé globalement pour l'ensemble des enfants des divers lits, d'après le pourcentage applicable à cet ensemble en vertu du premier alinéa du paragraphe 4°, a), ci-dessus ; la pension de chaque orphelin est proportionnelle au nombre d'enfants par rapport audit pourcentage. Si un ou plusieurs de ces enfants sont orphelins de père et de mère, les mêmes règles sont observées en ce qui concerne le calcul de la rente des autres enfants orphelins de père ou de mère appartenant à des lits différents.

« La limite d'âge fixée par les alinéas du présent paragraphe b) est portée à dix-sept ans si l'enfant est placé en apprentissage dans les conditions déterminées par le dahir du 16 avril 1940 (7 rebia I 1359) sur la formation professionnelle, soit à vingt et un ans s'il poursuit ses études ou si, par suite d'infirmités ou de maladies incurables, il est dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié. La rente cesse d'être due à partir du 1^{er} juillet de l'année où l'enfant atteint l'âge de seize, de dix-sept ou de vingt et un ans, lorsqu'il ne peut pas justifier de la date exacte de sa naissance.

« L'enfant qui contracte mariage cesse d'avoir droit à la rente.

« § 4° du 1^{er} alinéa (5° phrase du 2° alinéa du c). Le bénéficiaire des dispositions qui précèdent ne peut être accordé à l'ascendant qui a été reconnu coupable d'abandon de famille ou qui a été privé de la puissance paternelle ; cependant, il bénéficie des avan-

« tages accordés par le présent dahir à compter de la date à laquelle il lera connaître au débirentier, par lettre recommandée, qu'il a été restitué dans la puissance paternelle.

« § 4° du 1^{er} alinéa (5° d). d) En aucun cas, l'ensemble des rentes allouées aux différents ayants droit de la victime ne peut dépasser 85 % du montant du salaire annuel total effectif d'après lequel elles auront été établies. Si leur total dépassait le chiffre de 85 %, les rentes revenant à chaque catégorie d'ayants droit feraient l'objet d'une réduction proportionnelle. Lorsque cette réduction s'applique en totalité ou en partie à des rentes allouées à des orphelins, enfants ou descendants, et si certaines de ces rentes viennent à s'éteindre, le montant des rentes ainsi éteintes est réparti entre les autres orphelins au prorata de leurs droits respectifs, sans que l'ensemble des rentes des divers ayants droit puisse dépasser le pourcentage de 85 % ci-dessus mentionné et sans que le nouveau montant des rentes ainsi attribuées aux orphelins puisse être supérieur aux pourcentages prévus au paragraphe b) ci-dessus. »

« Article 4. — Les dispositions du présent dahir sont applicables, sous réserve des dispositions du cinquième alinéa du paragraphe 4°, a), du 1^{er} alinéa de l'article 3, aux travailleurs marocains, même s'ils travaillent sous les ordres d'employeurs marocains, dans des établissements où s'exercent des métiers ou des professions conformes aux traditions corporatives marocaines, avec le concours d'un personnel exclusivement marocain. »

« Article 5. —

« (1^{er} alinéa.) Qu'il y ait ou non interruption du travail, l'employeur supporte : a) les frais médicaux et chirurgicaux, y compris ceux qui sont dus aux auxiliaires médicaux, les frais pharmaceutiques et accessoires, les frais d'analyses et d'examen de laboratoire, les frais d'hospitalisation, les honoraires des dentistes et sages-femmes pour les soins donnés par ces derniers suivant les prescriptions du médecin traitant et sous son contrôle ; b) les frais de transport de la victime à sa résidence habituelle ou à l'établissement hospitalier le plus proche du lieu de l'accident et, d'une façon générale, la prise en charge des frais nécessités par le traitement de la victime ; c) en cas de décès, les frais funéraires, ainsi que les frais de transport du lieu du décès au cimetière le plus proche ou, à la demande de la famille, au cimetière de la localité de la zone française de l'Empire chrétien où résidait la victime, à condition, dans ce dernier cas, que le décès se soit produit au cours d'un déplacement pour le travail hors du lieu de la résidence de la victime. Le tarif des frais funéraires proprement dits sera déterminé par arrêté du directeur du travail et des questions sociales, qui pourra prévoir des taux différents, notamment suivant la région, la circonscription, la ville ou le centre où a lieu l'inhumation. Le même arrêté pourra déterminer le tarif des frais de transport des victimes.

« (2° alinéa.) La victime peut toujours faire choix elle-même du médecin, du pharmacien, du dentiste ou de la sage-femme ; et, le cas échéant, des auxiliaires médicaux dont l'intervention est prescrite par le médecin ; mais, sous peine d'être déchu des droits que lui confère le présent dahir, elle doit exercer ce choix parmi les praticiens régulièrement autorisés à pratiquer en zone française de l'Empire chrétien. Lorsque la victime a exercé son choix dans de semblables conditions, l'employeur ou son assureur ne peut être tenu des frais déterminés par les soins ou le traitement que jusqu'à concurrence de la somme fixée par la commission de contrôle et d'arbitrage prévue à l'article 15 ci-dessus ou, le cas échéant, par le tribunal de paix dans le ressort duquel est survenu l'accident. Le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques et des frais d'analyses et d'examen de laboratoire au paiement desquels est tenu l'employeur est établi par arrêté du directeur du travail et des questions sociales qui pourra prévoir un tarif particulier pour les médecins, spécialistes qualifiés, inscrits sur une liste dressée par le secrétaire général du Protectorat ; cet arrêté est pris après avis d'une commission comprenant notamment... (La suite sans modification.)

« (5° alinéa.) Les médecins, les chirurgiens, les dentistes, les sages-femmes, les pharmaciens, les auxiliaires médicaux et les

« établissements hospitaliers publics ou privés peuvent actionner...
(La suite sans modification.)

« (8^e alinéa.) Si le médecin contrôleur certifie, par lettres
« recommandées adressées l'une au juge de paix qui l'a désigné,
« l'autre à la victime, que celle-ci est en état de reprendre son
« travail, et si cette dernière le conteste par lettre recommandée
« adressée au juge de paix, ce magistrat doit, dans les quarante-huit
« heures de la réception de cette lettre, ordonner une expertise
« médicale qui aura lieu dans les cinq jours. »

« Article 7. —

« (1^{er} alinéa.) Indépendamment de l'action résultant du présent
« dahir, mais à condition que cette action soit terminée ou qu'elle
« ait été prescrite, la victime ou ses ayants droit conservent contre
« les auteurs de l'accident, autres que l'employeur ou ses préposés,
« le droit de réclamer, conformément aux règles du droit commun,
« la réparation du préjudice causé, sauf dans le cas prévu à l'arti-
« cle 20, ci-après où l'accident a été provoqué par une faute inten-
« tionnelle de l'employeur ou de l'un de ses préposés, ou bien si
« l'accident est survenu au cours du trajet, alors que la victime
« n'était pas sous la dépendance de l'employeur. Pour être recevable,
« l'action en responsabilité délictuelle devra être formée dans les
« trois ans de l'accident, mais le délai est suspendu par l'action
« exercée en vertu du présent dahir pour l'attribution des indem-
« nités forfaitaires.

« (8^e alinéa.) Par contre, et sans que l'indemnisation de la
« victime ou de ses ayants droit conformément aux règles du droit
« commun en soit diminuée, la ou les rentes légales ou la fraction
« de rente légale mises à la charge du tiers, seront augmentées,
« s'il y a lieu, des majorations et rajustements de majoration prévus
« par la législation sur les majorations de rentes d'accidents du
« travail ; cette augmentation sera fixée suivant les bases en vigueur
« pour la détermination de ces majorations et de leurs rajustements,
« à la date soit de la décision judiciaire devenue définitive, soit de
« l'accord des parties.

« (9^e alinéa.) Si le tiers responsable non assuré ou insuffisam-
« ment assuré n'est pas en mesure de payer la totalité des indem-
« nités mises à sa charge, le montant des indemnités qu'il aura été
« en mesure de verser sera réparti entre l'employeur ou son
« assureur substitué et la victime ou ses ayants droit, au prorata
« de leurs créances respectives.

« (10^e alinéa.) Les rentes fixées par le présent dahir et allouées
« en vertu du présent article, ainsi que les rentes supplémentaires,
« devront, dans les deux mois de la décision judiciaire définitive ou
« de l'accord des parties, être constituées par les débiteurs à la Caisse
« nationale française d'assurances sur la vie suivant les tarifs fixés
« par cet organisme. Tout retard dans le versement du capital
« constitutif donne lieu au versement au fonds marocain de majo-
« ration des rentes d'accidents du travail, par le tiers responsable
« ou par son assureur, d'une somme égale, par journée de retard,
« au montant quotidien des rentes légales ou des rentes supplé-
« mentaires, le versement étant effectué sur production d'une auto-
« risation de recettes établie par ledit fonds. A défaut de décision
« judiciaire, l'accord des parties ne sera valable que si l'employeur
« et, s'il est assuré, son assureur, et, le cas échéant, le fonds maro-
« cain de majoration ont été appelés par le tiers responsable à
« concourir à la convention.

« (11^e alinéa.) L'employeur ou son assureur ne sont exonérés
« définitivement de la rente légale ou de la fraction de rente légale
« mise à la charge du tiers qu'après la constitution du capital prévue
« à l'alinéa précédent.

« (12^e alinéa.) En sus des rentes, le tiers reconnu responsable
« pourra être condamné à payer ou à rembourser à la victime
« ou à ses ayants droit, à l'employeur ou à l'assureur, en tout ou
« partie et dans les conditions ci-dessus indiquées : a) les autres
« indemnités et frais prévus aux articles 3 et 5 ci-dessus, le paiement
« ou le remboursement de ces indemnités et de ces frais pouvant
« être effectué d'après des bases supérieures à celles prévues par le
« dahir, sans pouvoir cependant excéder le montant réel de la rému-
« nération ou le montant réel des frais ; b) les frais résultant de
« dommages matériels.

« (13^e alinéa.) Cette action contre le tiers responsable pourra
« même être exercée par l'employeur ou par son assureur pour leur
« permettre de faire valoir leurs droits propres. Quand l'action est
« exercée soit par la victime ou ses ayants droit, soit par l'employeur
« et, le cas échéant, par son assureur, la partie intéressée doit
« appeler l'autre partie en déclaration de jugement commun. Si,
« par suite d'une omission, l'une de ces parties n'a pas été appelée
« en déclaration de jugement commun, et si chaque partie engage
« une action, il sera procédé à la jonction des deux instances devant
« le tribunal saisi par la victime ou ses ayants droit.

« (14^e alinéa.) Lorsque la victime ou ses ayants droit ont béné-
« ficié ou remplissent, à la date de la requête introductive d'instance,
« les conditions requises pour bénéficier d'une majoration de rente
« d'accident du travail ou d'une allocation remplaçant la rente qui
« n'a pas été allouée du seul fait de la prescription qui a été opposée
« à la victime ou à ses ayants droit ou bien encore d'une majoration
« pour aide constante d'une tierce personne, la personne qui exerce
« l'action contre le tiers responsable doit, sous peine d'irrecevabilité
« de la requête, appeler en cause le représentant du fonds marocain
« de majoration des rentes d'accidents du travail. Le tiers respon-
« sable ou son assureur est, s'il y a lieu, substitué, jusqu'à due
« concurrence, au fonds marocain de majoration pour la prise en
« charge dans les conditions prévues par le dixième alinéa, de la
« majoration ou de l'allocation, ainsi que, le cas échéant, de leurs
« rajustements pouvant être attribués à la date de la décision judi-
« ciaire.

« (15^e alinéa.) Le tiers reconnu responsable, soit par la conven-
« tion prévue au 16^e alinéa, soit par décision judiciaire, pourra, ainsi
« que, le cas échéant, son assureur, exercer, concurremment avec
« l'employeur et l'assureur de ce dernier, l'action en revision prévue
« à l'article 19, comme il devra subir, s'il y a lieu, celle de la
« victime. »

« Article 8. — Le salaire servant de base au calcul de l'indem-
« nité journalière ou de la rente allouée au travailleur âgé de moins
« de dix-huit ans ou à ses ayants droit ne peut être inférieur au
« salaire le plus bas des travailleurs valides de la même catégorie
« professionnelle âgés de plus de dix-huit ans, occupés dans l'éta-
« blissement ou, à défaut, dans un établissement voisin similaire,
« sans que le montant de l'indemnité journalière ainsi calculée
« puisse dépasser le montant de la rémunération qu'il percevait à la
« date de l'accident. Si, avant d'être blessée, la victime subissait
« une réduction de sa rémunération, en vertu des abattements dont
« peut faire l'objet le salaire des travailleurs âgés de moins de
« dix-huit ans au service d'un employeur exerçant une profession
« commerciale, industrielle ou libérale, et si elle devait, en raison
« de son âge, bénéficier d'une diminution de cette réduction entre
« la date de l'accident et celle de la consolidation de la blessure,
« il est tenu compte, pour le calcul de l'indemnité journalière, de
« cette diminution de l'abattement du salaire à partir de la date
« à laquelle elle devait être applicable.

« Le salaire servant de base à la fixation de l'indemnité
« journalière et des rentes allouées à l'apprenti victime d'un accident
« du travail ou à ses ayants droit ne peut être inférieur au salaire
« le plus bas d'un travailleur valide de la catégorie où l'apprenti
« aurait normalement été classé à la fin de l'apprentissage et occupé
« dans le même établissement ou, à défaut, dans un établissement
« voisin similaire. Le montant de l'indemnité journalière ainsi
« calculée ne peut dépasser soit le montant du salaire le plus bas
« d'un travailleur non spécialisé du même âge, ou, si l'apprenti est
« âgé de plus de dix-huit ans, d'un travailleur non spécialisé âgé
« de dix-huit à dix-neuf ans, occupé dans le même établissement ou,
« à défaut, dans un établissement voisin similaire, soit, si elle est
« supérieure à ce salaire, le montant de sa propre rémunération.

« Il est tenu compte, le cas échéant, des prescriptions de l'ar-
« ticle 2 pour la détermination du salaire servant de base au calcul
« de la rente du salarié âgé de moins de dix-huit ans ou de celle
« de l'apprenti. »

« Article 10. —

« (6^e alinéa, 2^e phrase.) Lorsqu'un rajustement de salaires
« a été appliqué à la catégorie professionnelle dans laquelle était
« classée la victime au moment de son accident, soit que ce rajuste-
« ment ait été limité à cette catégorie, soit qu'il ait eu une portée
« plus étendue, le salaire annuel de base sera calculé comme si,

« durant les douze mois ayant précédé l'accident, la victime avait été rémunérée d'après le salaire annuel auquel elle a eu droit à la suite de ce rajustement. Si, au cours de cette période de douze mois, sont intervenus plusieurs rajustements de salaires, il n'est tenu compte que du dernier.

« (7^e alinéa.) N'entrent en ligne de compte pour la détermination du salaire de base servant à la fixation des rentes, ni les prestations familiales, telles que les allocations familiales et l'allocation de salaire unique, ni les avantages qui constituent un remboursement de dépenses supportées par la victime, telles que les indemnités de bicyclette et de déplacement. »

« Article 12. —

« (2^e alinéa.)

« 1^o

« (2^e phrase.) Dans le cas prévu à l'article premier (6^e alinéa), ces éléments doivent être recherchés... (La suite sans modification.)

« 7^o Éventuellement, pension militaire d'invalidité ou pension de victime civile de la guerre dont la victime serait titulaire et allouée par le Gouvernement français.

« 8^o L'employeur et l'organisme d'assurances contre les accidents du travail par lequel il était garanti.

« Toute déclaration inexacte de la victime en ce qui concerne les renseignements prévus au paragraphe 6^o peut entraîner une réduction de la nouvelle rente. »

« Article 13. —

« (5^e alinéa.) Il n'y a pas lieu, toutefois, à nomination d'expert aux fins d'expertise technique dans les entreprises administrativement surveillées... (La suite sans modification.)

« (6^e alinéa.) Sauf dans le cas d'impossibilité matérielle dûment constatée dans le procès-verbal, l'enquête doit être close dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les vingt jours de la réception de la déclaration et des autres pièces y annexées, à condition que la victime ou ses ayants droit aient produit toutes pièces justifiant de leur état civil et pour les ayants droit de leur qualité. Si, dans les trois mois de la demande qui leur en aura été faite par le juge de paix, les intéressés n'ont pas fourni ces pièces justificatives, ce magistrat les réclamera à l'autorité qualifiée pour les établir et si satisfaction ne lui est donnée dans les soixante jours, il pourra clore l'enquête. Le juge de paix prévient les parties... (La suite de l'alinéa sans modification.) »

« Article 14. — Seront punis d'une amende de cent à mille huit cents francs (100 à 1.800 fr.) et en cas de récidive dans les trois cent soixante-cinq jours d'une condamnation devenue définitive pour une infraction identique, d'une amende de deux mille à trente six mille francs (2.000 à 36.000 fr.), les employeurs ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 5 et à celles de l'article 11. »

« Article 15. —

« 2^e alinéa.) Les indemnités temporaires sont dues jusqu'au jour inclus soit de la consolidation de la blessure, soit du décès.

« (4^e alinéa.) Le tribunal de paix connaît des demandes relatives au paiement des frais médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques, dans les conditions de compétence fixées par l'article premier du dahir du 12 août 1913 (9 ramadan 1331) formant code de procédure civile. Toutefois, les différends... (La fin de l'alinéa sans modification.)

« (5^e alinéa.) Les décisions du tribunal de paix relatives à l'indemnité journalière sont exécutoires nonobstant opposition.

« (8^e alinéa.) Si, après la clôture de l'enquête, la victime ou ses ayants droit justifient qu'ils n'ont pu, avant cette clôture, user de la faculté prévue à l'alinéa précédent, le juge de paix peut, les parties entendues, se dessaisir du dossier et le transmettre au juge de paix de la circonscription où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime et qui devient compétent notamment pour l'application de l'article 16. »

« Article 16. — En ce qui touche les autres indemnités prévues par le présent dahir, le juge de paix convoque la victime ou ses ayants droit qui peuvent se faire assister par un avocat, l'em-

« ployeur qui peut se faire représenter, et, s'il y a assurance, l'assureur. Cette convocation est effectuée dans les cinq jours de la réception du dossier au tribunal de paix, si la victime est décédée ou si son état est consolidé avant la clôture de l'enquête.

« Dans le cas contraire, elle a lieu dans les cinq jours de la réception soit du deuxième certificat médical faisant connaître les conséquences définitives de l'accident, soit d'un accord écrit des parties reconnaissant le caractère permanent de l'incapacité et la consolidation de l'état de la victime, ou, enfin, s'il n'a été saisi d'aucune de ces pièces, dans les cinq jours précédant l'expiration du délai de prescription prévu à l'article 18, lorsque la date de cette expiration lui est connue. Après la clôture de l'enquête, le juge de paix peut commettre un expert ; les dispositions des trois dernières phrases du troisième alinéa et celles des quatrième et cinquième alinéas de l'article 13 sont applicables à cette expertise ; le rapport de l'expert doit être déposé dans le délai maximum d'un mois de la notification de l'ordonnance prescrivant l'expertise. Toutefois, lorsqu'en conformité des prescriptions de l'article 13, le juge de paix convoque les parties à l'enquête et si celle-ci est achevée le jour de la convocation, ce magistrat peut, immédiatement après l'enquête, procéder à la tentative de conciliation prévue au présent alinéa, à condition que toutes les parties se déclarent en mesure de discuter les conditions de la conciliation. Dans ce cas, mention de cette déclaration devra être indiquée dans l'ordonnance prévue à l'alinéa suivant.

« En cas d'accord entre les parties, conforme aux prescriptions du présent dahir, l'indemnité est définitivement fixée par ordonnance du juge de paix qui en donne acte en indiquant, sous peine de nullité, la date de l'accident, le salaire annuel effectif, le salaire de base, le taux d'incapacité dans les conditions visées à l'article 3, le montant de la rente, la date à partir de laquelle cette rente doit commencer à être servie, et, s'il y a lieu, l'application des dispositions relatives à la fourniture des appareils de prothèse.

« Lorsque les parties sont d'accord sur la matérialité et le caractère professionnel de l'accident, le salaire réel, le salaire de base, le degré d'incapacité de la victime ou le pourcentage du salaire servant à la fixation de la rente des ayants droit, le nombre et la qualité des ayants droit et le point de départ de la rente et que la victime ou l'un ou plusieurs de ses ayants droit repoussent néanmoins les propositions de rente qui leur sont faites, le juge de paix convoque immédiatement par écrit les parties et statue sans appel dans les trente jours.

« Lorsqu'il y a désaccord entre les parties dans des cas autres que celui prévu à l'alinéa précédent ou en cas de non comparution de l'une ou de plusieurs d'entre elles, le juge de paix transmet le dossier au tribunal de première instance qui se trouvera alors saisi de plein droit.

« Le magistrat rapporteur qui aura été commis invitera le mandataire de la victime ou de ses ayants droit, désigné au titre de l'assistance judiciaire, à déposer dans le mois une requête introductive d'instance.

« La procédure accélérée prévue par l'article 156 ter du dahir de procédure civile sera suivie pour la poursuite de l'instance.

« Le dossier peut, en tout état de cause, à la demande de l'une des parties, être renvoyé au juge de paix en vue d'une nouvelle tentative de conciliation.

« Il sera procédé devant la juridiction d'appel suivant les formes prévues par l'article 237, alinéa 2, du dahir de procédure civile.

« Lorsque l'accident a déterminé la mort ou une incapacité permanente, une provision peut être allouée par le juge de paix, statuant en référé et sans appel, à la requête des ayants droit ou de la victime dont la blessure, une fois consolidée, a déterminé la réduction ou la suppression de sa rémunération en raison soit de la diminution, soit de la disparition de sa capacité de travail. Le juge de paix peut également, s'il l'estime justifié, allouer d'office et sans appel cette provision en cas d'accident mortel ou lorsque le degré d'incapacité est au moins égal à 3 %. De même, lorsque le dossier est transmis au tribunal de première instance, en conformité des prescriptions du quatrième alinéa du présent article, le juge de paix peut allouer la provision par son ordonnance de renvoi et sans appel ; il peut également l'allouer ou la modifier en cours d'instance, en statuant en référé et sans appel. La provision doit être au plus égale au montant des arrérages

« journaliers de la rente, telle que celle-ci peut être évaluée d'après
« les règles déterminées par les articles 2, 3 et 10 ci-dessus et, s'il
« y a incapacité permanente, d'après le certificat médical constatant
« la consolidation de la blessure. De même que les rentes, les pro-
« visions sont incessibles et insaisissables ; elles sont payables par
« l'employeur ou, le cas échéant, par l'assureur, dans les conditions
« de temps et de lieu déterminées par l'ordonnance du juge de paix
« qui peut en prescrire le paiement à compter du lendemain de la
« consolidation de la blessure ou du décès.

« Les arrérages des rentes courent à compter du lendemain soit
« du jour de la consolidation de la blessure, soit du décès, sans se
« cumuler avec l'indemnité journalière ou la provision.

« Si la possibilité de la reprise du travail n'a pas été contestée
« en temps utile dans les conditions indiquées au dernier alinéa de
« l'article 5, c'est la date de reprise fixée par le médecin traitant
« qui sera adoptée par le juge comme point de départ de la rente.

« Dans le cas où le montant de l'indemnité ou de la provision
« excède les arrérages dus jusqu'à la date de la fixation de la rente,
« le tribunal peut ordonner que le surplus sera précompté sur les
« arrérages ultérieurs dans la proportion qu'il détermine.

« Les ordonnances, jugements et arrêts allouant une rente
« doivent mentionner le nom de la victime, la date de l'accident et
« indiquer si l'employeur était ou non assuré.

« Le droit de la victime à l'appareillage prévu à l'article 3,
« premier alinéa, paragraphe 3°, est fixé : soit par l'ordonnance du
« juge de paix prévue au second alinéa du présent article en cas
« d'accord entre les parties, soit par la décision judiciaire attribuant
« la rente, soit par ordonnance du juge de paix intervenant avant
« la décision attributive de rente, s'il y a urgence à pourvoir d'un
« appareil de prothèse le blessé dont l'accident présente un caractère
« professionnel indiscuté. Si le droit de la victime à l'appareillage
« n'a pas été fixé dans les cas ci-dessus énumérés, le juge de paix
« peut, sur simple requête de la victime, procéder à une tentative
« de conciliation en vue de rendre l'ordonnance portant reconnais-
« sance de ce droit.

« S'il y a assurance, l'ordonnance du juge de paix ou le juge-
« ment fixant la rente allouée spécifie que l'assureur est substitué
« à l'employeur, même insuffisamment assuré, pour le service de la
« totalité de la rente ou des rentes, nonobstant toute clause contraire
« de la police d'assurance, de façon à supprimer tout recours de la
« victime ou de ses ayants droit contre ledit employeur, l'assureur
« conservant un recours contre l'employeur insuffisamment assuré.

« Au cas où il y aurait plusieurs assureurs, l'assureur principal
« sera substitué pour la totalité de la rente, les autres ayant à lui
« verser le montant du capital constitutif de la fraction de rente
« à leur charge suivant le barème déterminé par arrêté du directeur
« des finances, après avis du directeur du travail et des questions
« sociales.

« La substitution prévue ci-dessus est de plein droit. Est nulle
« toute saisie opérée à l'encontre de l'assuré, à la demande de la
« victime ou de ses ayants droit, pour le service des rentes allouées
« en vertu du présent dahir. »

« Article 17. — Toutes les fois qu'une expertise médicale sera
« ordonnée soit par le juge de paix en conformité des articles 13
« et 16, soit par le tribunal de première instance ou par la cour
« d'appel, l'expert ne pourra, sauf accord formel de la victime, être
« le médecin qui a soigné le blessé, ni le médecin de l'employeur,
« ni le médecin attaché à l'établissement ou à la société d'assurances
« à laquelle l'employeur est affilié.

« Les médecins experts désignés par les tribunaux pour fournir
« un rapport concernant un accident du travail en seront immé-
« diatement avisés par le secrétaire-greffier ; ils devront déposer
« leurs conclusions dans le délai maximum d'un mois, à défaut de
« quoi il sera pourvu à leur remplacement, à moins qu'en raison
« des circonstances spéciales de l'expertise, ils n'aient obtenu du
« tribunal un plus long délai.

« Si, pour se rendre à l'expertise prévue au 1^{er} alinéa du présent
« article, le travailleur est obligé de quitter sa résidence, les frais
« de déplacement seront, sur taxe établie par le président de la
« juridiction, avancés par le secrétariat-greffe et compris dans les
« frais d'instance.

« Si le travailleur est obligé de quitter sa résidence pour se
« soumettre soit à l'exercice du contrôle médical effectué en appli-

« cation du 6^e alinéa de l'article 5, soit aux visites prévues pendant
« la période de revision par le 7^e alinéa de l'article 19, les frais de
« transport par les moyens les plus économiques sont avancés par
« l'assureur ou, en cas de non-assurance, par l'employeur. Il a droit,
« en outre, à une indemnité compensatrice de perte de salaire qui
« lui sera versée, sur justification, par l'employeur ou, si celui-ci
« est assuré, par l'assureur.

« Si le déplacement prévu à l'alinéa précédent est effectué alors
« que la victime a repris son travail et ne perçoit plus l'indemnité
« journalière, elle aura droit, en outre, à une indemnité compensa-
« trice de la perte de salaire que l'intéressée sera en mesure de justi-
« fier.

« Si la victime ou ses ayants droit résident en dehors de la localité
« où il est procédé à la tentative de conciliation prévue au 1^{er} alinéa
« de l'article 16, et s'ils n'ont pas fait connaître au juge de paix,
« avant la conciliation, qu'ils acceptaient ou qu'ils refusaient les
« offres de l'employeur ou de son assureur, ils auront droit au rem-
« boursement de leurs frais de transport aller et retour par la voie
« la plus économique depuis la gare du chemin de fer ou l'arrêt du
« service de transports publics de voyageurs par véhicules automobi-
« les le plus proche de leur résidence. La victime aura droit, en
« outre, à une indemnité compensatrice de la perte de salaire que
« l'intéressée sera en mesure de justifier. Si elle est atteinte d'une
« incapacité totale l'obligeant à avoir recours à l'assistance d'une
« tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie, celle-ci
« aura droit au remboursement de ses frais de transport dans les
« mêmes conditions que la victime. Le remboursement des frais
« et le versement de l'indemnité compensatrice prévus au présent
« alinéa seront à la charge de l'assureur ou, en cas de non-assurance,
« de l'employeur.

« Les modalités d'application des 3^e, 4^e et 5^e alinéas seront
« déterminées, s'il y a lieu, par arrêté du directeur du travail et
« des questions sociales.

« Lorsque la victime se fait assister à l'expertise par un médecin
« de son choix ou lorsque ses ayants droit usent de la même faculté
« pour l'autopsie, le paiement des vacations et le remboursement
« des frais de déplacement du médecin sont supportés dans les condi-
« tions prévues au 3^e alinéa ci-dessus. Ils sont tarifés sur les bases
« déterminées par un arrêté du directeur du travail et des questions
« sociales. »

« Article 18 (1^{er} alinéa). — Les droits aux prestations et indem-
« nités prévues par le présent dahir se prescrivent par deux ans à
« dater du jour de l'accident ou de la clôture de l'enquête du juge
« de paix ou de la cessation de paiement de l'indemnité journalière.
« Cependant si, l'accident n'ayant pas été déclaré par l'employeur ou
« ses préposés, la déclaration est effectuée par la victime ou par ses
« ayants droit au cours du second semestre de la deuxième année
« qui suit l'accident, la prescription prévue ci-dessus est de six mois
« à dater de la déclaration de l'accident. Cette prescription est sou-
« mise aux règles du droit commun. »

« Article 19. —
« (3^e alinéa.) Dans tous les cas sont applicables à la revision les
« règles de compétence et de procédure fixées par les articles 15 et 16.
« Le juge de paix est saisi par voie de simple déclaration au greffe
« ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

« (4^e alinéa.) S'il y a accord entre les parties, conformément aux
« prescriptions du présent dahir, et à condition que la victime ait
« été examinée soit par le médecin de son choix, soit qu'il ait été
« procédé à la désignation d'un médecin dans les conditions prévues
« au 7^e alinéa ci-dessus, le chiffre de la rente révisée est fixé par
« ordonnance du juge de paix qui donne acte de cet accord en spéci-
« fiant, sous peine de nullité, l'aggravation ou l'atténuation de l'in-
« firmité.

« (5^e alinéa.) En cas de désaccord, l'affaire est renvoyée devant
« le tribunal de première instance qui se trouve alors saisi de plein
« droit. Le magistrat rapporteur qui aura été commis invitera le
« demandeur en revision ou, lorsqu'il s'agit d'une victime, le man-
« dataire de cette dernière, désigné au titre de l'assistance judi-
« ciaire, à déposer dans le mois une requête introductive d'instance.
« Il sera fait application devant le tribunal de première instance de
« la procédure prévue par l'article 156 *ter* du dahir de procédure

« civile et devant la juridiction d'appel de la procédure prévue par l'article 237, alinéa 2, du même dahir. Il devra être tenu compte de l'aggravation ou de l'atténuation de l'infirmité, telle qu'elle a été déterminée soit après examen de la victime à la requête de cette dernière ou de l'une des autres parties visées au 7^e alinéa ci-après, soit après expertise effectuée à la requête de l'une des parties ou ordonnée par le tribunal.

« (15^e alinéa.) Lors de la tentative de conciliation, le juge de paix peut ordonner le paiement de l'indemnité journalière. »

« Article 20. —

« (1^{er} alinéa.) Aucune des prestations et indemnités prévues par le présent dahir ne peut être attribuée ni à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident, ni aux ayants droit de cette victime.

« (3^e alinéa.) S'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de la victime, le tribunal a le droit de diminuer la rente prévue à l'article 3 et allouée à la victime ou à ses ayants droit.

« (4^e alinéa.) Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable de l'employeur ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction, l'indemnité due à la victime ou à ses ayants droit pourra être majorée par la juridiction compétente, la majoration accordée lorsqu'il y a plusieurs ayants droit étant proportionnelle, pour chaque catégorie, au pourcentage du salaire annuel d'après lequel a été calculée la rente ; la rente ou le total des rentes ainsi allouées ne peut dépasser soit la fraction de salaire annuel correspondant à la réduction de capacité, soit, en cas d'accident mortel, le montant du salaire annuel réel. »

« Article 21. —

« (1^{er} alinéa, 2^e phrase.) Toutefois, cet accord devra être soumis préalablement à l'agrément du directeur du travail et des questions sociales ou de son délégué, notamment si la victime doit continuer à percevoir après consolidation de sa blessure, une rémunération au moins égale à celle qui a servi de base au calcul de sa pension.

« (2^e alinéa.) En dehors des cas prévus aux articles 3 et 9, la pension annuelle et viagère ne peut être remplacée par le paiement d'un capital qu'à la condition que la demande en soit adressée à l'employeur ou à l'assureur substitué à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter du point de départ des arrérages de la rente, que la victime soit âgée de vingt et un ans révolus, que le degré de son incapacité de travail soit inférieur à 10 % et que, si le degré d'incapacité est supérieur à 4 %, le montant annuel de la rente n'excède pas 6.000 francs. Toutefois, si la victime produit, en sus du certificat de guérison, établi par le médecin de son choix, un certificat délivré soit par un médecin de la santé publique, ou, à défaut, par un médecin militaire, soit par un médecin expert désigné par le juge de paix, et attestant qu'aucune atténuation ou aggravation de l'infirmité de la victime n'est à prévoir avant l'expiration de la période de révision, le rachat pourra être effectué dès que le chiffre de la rente aura été déterminé, sous réserve que les autres conditions prescrites ci-dessus soient remplies. Le rachat aura lieu de plein droit lorsqu'il sera demandé par la victime ; en cas de refus du débirentier, le juge de paix statue en référé et sans appel sur la demande dont il sera saisi par la victime. Le rachat pourra être prévu à la demande de la victime, par l'ordonnance de conciliation ou la décision judiciaire portant attribution de la rente. Il pourra également être effectué, une fois la rente attribuée, soit sur requête de l'une des parties et sous réserve de l'acceptation de la victime, par ordonnance du juge de paix du lieu de l'accident, soit par accord direct entre la victime et l'employeur et, le cas échéant, l'assureur. Il sera effectué d'après le tarif spécifié à l'article 28. »

« Article 22. —

« (3^e alinéa.) L'assistance judiciaire ainsi accordée s'applique de plein droit à l'appel, jusqu'à la décision définitive du bureau établi près la cour d'appel et sous réserve des dispositions de l'article 11 du dahir du 14 mars 1950 (24 joumada I 1369) portant approbation de deux textes : 1^o réglementant les perceptions et frais de justice en matière civile, administrative, criminelle et notariale ; 2^o modifiant les dahirs sur l'enregistrement et le timbre.

« (4^e alinéa.) La victime de l'accident ou ses ayants droit qui demandent l'assistance judiciaire devant la cour d'appel, sont dispensés de fournir les pièces justificatives de leur indigence. »

« Article 24. — A défaut, soit par les employeurs débiteurs, soit par les organismes d'assurances de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, de l'indemnité journalière, des provisions à valoir sur la rente et des rentes mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail ou des frais d'appareillage prévus à l'article 3, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins du fonds de garantie constitué dans les conditions prévues à l'article 25. Ce fonds fait l'objet d'un compte chérifien hors budget ouvert dans les écritures du trésorier général du Maroc au titre « Direction du travail et des questions sociales, fonds de garantie des victimes d'accidents du travail. »

« Article 25. —

« (1^{er} alinéa.) Le fonds de garantie prévu par l'article précédent est doté de la personnalité civile. Il est alimenté par le produit des contributions ci-après : (La suite sans modification.)

« (3^e alinéa.) Les infractions aux prescriptions de cet arrêté sont punies des peines suivantes :

« a) en cas de non-versement de tout ou partie des contributions dans les délais impartis par ledit arrêté, d'une amende fiscale calculée à raison de 2 % par mois ou fraction de mois de retard, sans que cette amende puisse être inférieure à cinq mille francs (5.000 fr.) ; cette amende est relevée et recouvrée par les receveurs de l'enregistrement.

« b) pour toute autre infraction, d'une amende de douze mille à cent vingt mille francs (12.000 à 120.000 fr.) ; cette contravention est constatée par les agents énumérés à l'article 51 du dahir du 2 juillet 1947 (13 chaabane 1366) portant réglementation du travail.

« (5^e alinéa.) Si les ressources susvisées étaient, au cours d'une année, inférieures aux charges, des avances sans intérêt seraient faites par le Trésor chérifien au fonds de garantie. Ces avances sans intérêt seraient remboursées au Trésor sur les premiers excédents de recettes. »

« Article 26. — Le fonds de garantie prévu à l'article 24 exercera un recours contre les employeurs débiteurs, pour le compte desquels les sommes auront été payées par cet organisme, conformément aux dispositions qui précèdent. Il réclamera, en outre, les intérêts courus depuis la date d'échéance des indemnités jusqu'à celle de leur remboursement.

« Pour sûreté du paiement des sommes dues, le jugement qui les détermine devra conférer au fonds de garantie une hypothèque sur les biens immatriculés ou en cours d'immatriculation du redevable.

« En cas d'assurance de l'employeur, le fonds jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 1250, dernier paragraphe, du dahir formant code des obligations et contrats, sur l'indemnité due par l'assureur et il n'aura plus de recours contre l'employeur. »

« Article 27. — Un arrêté de Notre Grand Vizir déterminera les règles applicables au fonds de garantie concernant notamment son statut, son organisation, son rôle, les modalités de sa gestion, les pouvoirs du directeur du travail et des questions sociales, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents du travail ou leurs ayants droit pourront faire valoir leurs droits à l'indemnité auprès de ce fonds. »

« Article 28 (1^{er} alinéa). — Tout employeur autre que l'État, non assuré, doit, dans les soixante jours de la date de l'ordonnance de conciliation, du jugement ou de l'arrêt portant attribution de la rente mise à sa charge, en vertu de l'article 3, et, le cas échéant, de l'article 20, verser à la Caisse nationale française d'assurances sur la vie le capital représentatif de cette rente, calculé en conformité du tarif établi par cet organisme. A défaut de versement dans ce délai, l'employeur peut être mis en demeure par le directeur du travail et des questions sociales de verser le capital dans les

« trente jours de la date qui lui sera précisée, tout retard injustifié
« demandant lieu au versement au fonds de garantie prévu
« l'article 24 d'une somme égale à 1/100 du montant du capital par
« journée de retard à partir de la date fixée à l'employeur par la
« mise en demeure prévue ci-dessus. Le directeur du travail et des
« questions sociales ou son délégué établira l'ordre de versement au
« profit du fonds de garantie. »

« Article 30. —

« (6^e alinéa.) En cas d'infraction aux interdictions prévues au
« 4^e alinéa de l'article 15 qui précède, le médecin ou le pharmacien
« sera puni d'une amende égale à dix fois le montant des honoraires
« dus pour les soins donnés ou pour les fournitures effectuées, sans
« que l'amende puisse être inférieure à 20.000 francs. En cas de
« récidive, le délinquant sera passible d'une amende de 40.000 francs
« et d'une peine d'emprisonnement de six jours à trois mois ou de
« l'une de ces deux peines seulement. »

« Article 31. —

« (3^e alinéa.) Les infractions aux dispositions de l'article 5 et des
« articles 11 et 31 seront constatées par les agents chargés de l'ins-
« pection du travail. Ceux-ci, concurremment avec les officiers de
« police judiciaire, constateront aussi les infractions à l'article 30. »

« Article 32. —

« (10^e alinéa.) Les adjudicataires, traitants, fournisseurs ou
« exploitants de produits domaniaux qui auront eu à verser les rele-
« nues ou suppléments de prix prévus ci-dessus pourront... (La suite
« sans modification.)

« Article 35. — Sont de la compétence exclusive des juridictions
« françaises de Notre Empire les infractions aux dispositions tant du
« présent dahir et des dahirs pris pour son extension que des arrêtés
« pris pour l'exécution de ces dahirs, ainsi que tous litiges qui
« naîtraient de l'application de la législation sur la réparation des
« accidents du travail et des maladies professionnelles. »

ART. 2. — Le paragraphe 7^o du 2^e alinéa de l'article premier
du dahir précité du 25 juin 1927 (25 hija 1345) est complété ainsi
qu'il suit :

« Article premier. —

« (2^e alinéa, § 7^o.)

« Les dispositions du présent paragraphe ne sont applicables,
« en ce qui concerne les élèves des établissements d'enseignement
« technique, des centres d'apprentissage et des centres de formation,
« de réadaptation et de rééducation professionnelles, qu'aux seuls
« accidents survenus par le fait ou à l'occasion des travaux pratiques
« de l'enseignement technique ou professionnel proprement dit, à
« l'exclusion notamment des cours théoriques qui ne comportent pas
« de manipulations et des cours d'enseignement général, ainsi qu'à
« l'exclusion des accidents du trajet prévus au 6^e alinéa du présent
« article. Elles ne sont pas non plus applicables aux élèves, réguliers
« ou intermittents, des écoles et des cours d'enseignement commer-
« cial, publics ou privés, lorsque ces écoles et cours donnent un
« enseignement complémentaire et de perfectionnement, tel que :
« commerce, sténographie, sténotypie, mécanographie, dactylogra-
« phie, français commercial, correspondance commerciale, droit com-
« mercial, comptabilité, publicité, langues étrangères et autres ensei-
« gnements de nature intellectuelle. »

ART. 3. — Le deuxième alinéa de l'article premier du dahir pré-
cité du 25 juin 1927 (25 hija 1345) est complété par un paragraphe 8^o
ainsi conçu :

« Article premier. —

« (2^e alinéa.)

« 8^o Les courtiers, inspecteurs et autres agents non patentés
« des entreprises d'assurances de toute nature, même rémunérés à
« la commission, qui effectuent, d'une façon habituelle et suivie, les
« opérations d'assurances pour un ou plusieurs employeurs ou chefs
« d'entreprise déterminés. »

ART. 4. — Le premier alinéa de l'article 10 du dahir précité
du 25 juin 1927 (25 hija 1345) est complété ainsi qu'il suit :

« Le salaire annuel de base ne peut être calculé sur un nombre
« de journées de travail inférieur à 300. »

ART. 5. — L'article 18 du dahir précité du 25 juin 1927 (25 hija
1345) est complété par un troisième alinéa ainsi conçu, le troisième
alinéa du texte actuellement en vigueur devenant le quatrième :

« Est nulle toute clause d'un contrat d'assurance :

« a) interdisant à l'assuré de payer l'indemnité journalière à la
« victime sans accord préalable de l'assureur ou de ne pas la lui
« verser dès le lendemain de l'accident ;

« b) excluant de la garantie l'accident résultant de cas fortuits
« ou de force majeure autres que les cas prévus aux paragraphes a)
« et b) du premier alinéa de l'article premier du dahir du 16 décem-
« bre 1922 (25 hija 1361) relatif au fonds de solidarité des employeurs
« de la zone française de l'Empire chérifien pour la réparation des
« accidents du travail ;

« c) limitant la garantie pour les accidents dont peuvent être
« victimes les personnes bénéficiant de plein droit du présent dahir
« ou des dahirs pris pour son extension lorsque le contrat prévoit
« que l'indemnisation de la victime ou de ses ayants droit sera effec-
« tuée en prenant comme base une rémunération inférieure au
« salaire réel de la victime, compte tenu des prescriptions du
« troisième alinéa de l'article 2 ci-dessus, même si ce salaire vient
« à faire l'objet d'un rajustement en vertu de la réglementation des
« salaires. »

ART. 6. — Le premier alinéa de l'article 19 du dahir précité du
25 juin 1927 (25 hija 1345) est complété ainsi qu'il suit :

« Article 19. —

« (1^{er} alinéa.) ... La prescription de cinq ans prévue au présent
« alinéa ne sera toutefois acquise que trois mois après le dépôt au
« greffe du certificat médical visé au huitième alinéa ci-après et
« révélant une modification de l'incapacité de la victime, à la condi-
« tion que ce certificat ait été déposé dans le délai légal ou qu'il
« soit établi que le médecin ait été mis, par la faute de la victime,
« dans l'impossibilité de procéder à son examen en temps utile. »

ART. 7. — Les quatre premiers alinéas de l'article 17 du dahir
précité du 25 juin 1927 (25 hija 1345) sont abrogés et remplacés par
les dispositions suivantes constituant un article 19 bis ainsi conçu :

« Article 19 bis. — Les décisions judiciaires rendues en vertu
« du présent dahir sont, sous réserve des règles de compétence qu'il
« édicte, susceptibles d'opposition, d'appel et de pourvoi en cassation,
« conformément au droit commun.

« Toutefois, l'appel devra être interjeté dans les soixante jours
« de la date du jugement, si celui-ci est contradictoire, ou de l'expri-
« ration du délai d'opposition, s'il est par défaut ; l'opposition ne
« sera plus recevable passé le délai de quinze jours à partir de la
« date de la notification du jugement ou de l'arrêt de défaut.

« L'exécution provisoire est de droit, nonobstant opposition ou
« appel.

« Les dispositions des deux alinéas qui précèdent ne s'étendent
« pas aux jugements et arrêts rendus en application des alinéas pre-
« mier à 14 inclus de l'article 7. »

ART. 8. — Les modifications apportées par le présent dahir aux
dispositions des articles premier (2^e alinéa, § 8^o, et 6^o alinéa),
3 (1^{er} et 2^e alinéas du a), § d) du § 4^o du 1^{er} alinéa) et 21 (2^e alinéa),
ne seront applicables qu'aux accidents survenus à compter du
1^{er} octobre 1955.

Les modifications apportées à l'article 28 (1^{er} alinéa) seront
applicables aux accidents survenus depuis le 1^{er} janvier 1944.

Fait à Rabat, le 24 hija 1374 (13 août 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
F. DE PANAFIEU.

Références :

- Dahir du 25-6-1927 (B.O. du 28-6-1927, p. 1405) ;
- du 26-11-1935 (B.O. du 17-1-1936, p. 50) ;
- du 6-9-1941 (B.O. du 17-10-1941, p. 1007) ;
- du 21-5-1943 (B.O. du 4-6-1943, p. 414) ;
- du 1^{er}-5-1944 (B.O. du 2-6-1944, p. 318) ;
- du 20-9-1946 (B.O. du 22-11-1946, p. 1047) ;
- du 26-10-1947 (B.O. du 27-2-1948, p. 197) ;
- du 8-1-1951 (B.O. du 23-2-1951, p. 264) ;
- du 27-10-1951 (B.O. du 23-11-1951, p. 1822).

Dahir du 23 août 1955 (4 moharrem 1375) modifiant les dahirs du 19 mai 1939 (29 rebia I 1368) et du 12 mai 1942 (25 rebia II 1361) réglementant le tertib sur les arbres fruitiers.

EXPOSE DES MOTIFS.

Le présent dahir a pour objet, d'une part, de modifier, pour certaines espèces, la durée de l'exonération accordée aux jeunes plantations d'arbres fruitiers et, d'autre part, de confirmer le mode de détermination des catégories de valeur marchande, par la voie du dahir annuel sur les tarifs du tertib.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 17 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 19 mai 1939 (29 rebia I 1358) réglementant le tertib sur les arbres fruitiers, modifié par le dahir du 12 mai 1942 (25 rebia II 1361),

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2 et 7 du dahir du 19 mai 1939 (29 rebia I 1358) sont modifiés comme suit :

« Article 2. — L'âge de production des différentes espèces d'arbres fruitiers est fixé ainsi qu'il suit :

« Les oliviers, la douzième année après la plantation ou le greffage en place, avec interruption de six ans en cas de surgreffage ou de taille de régénération ;

« Les palmiers, la quinzième année après la plantation ;

« La vigne en plantation irrégulière, la quatrième année après la plantation en sarments ou la troisième année après la plantation en plants racinés ou le greffage en place, avec interruption de deux ans en cas de surgreffage ;

« Les noyers et les caroubiers, la quinzième année après la plantation ou le greffage en place, avec interruption de huit ans en cas de surgreffage ;

« Les figuiers, la huitième année après la plantation ou le greffage en place, avec interruption de cinq ans en cas de surgreffage ;

« Les amandiers, les pruniers, les abricotiers et les grenadiers, la sixième année après la plantation ou le greffage en place, avec interruption de quatre ans en cas de surgreffage ;

« Les orangers, les citronniers et les autres aurantiacés, la cinquième année après la plantation ou le greffage en place, avec interruption de trois ans en cas de surgreffage ;

« Les pêchers et les pruniers japonais, la quatrième année après la plantation ou le greffage en place, avec interruption de trois ans en cas de surgreffage ;

« Les arbres à noyaux et à pépins, non dénommés ci-dessus, la septième année après la plantation ou le greffage en place, avec interruption de cinq ans en cas de surgreffage. »

« Article 7. — Suivant la valeur marchande de la production fixée comme il est indiqué aux articles 5 et 6, les différentes espèces d'arbres fruitiers sont classées dans l'une des catégories du tarif fixé, chaque année, par dahir spécial. »

ART. 2. — Les dispositions du présent dahir seront applicables au tertib de 1955.

Fait à Rabat, le 4 moharrem 1375 (23 août 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Dahir du 23 août 1955 (4 moharrem 1375) modifiant le dahir du 19 janvier 1939 (28 kaada 1357) formant nouvelle législation sur les paiements par chèques.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 17 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 19 janvier 1939 (28 kaada 1357) formant nouvelle législation sur les paiements par chèques.

ARTICLE UNIQUE. — L'article 4 du dahir susvisé du 19 janvier 1939 (28 kaada 1357) formant législation sur les paiements par chèques est remplacé par le suivant :

« Article 4. — Le chèque ne peut pas être accepté. Une mention d'acceptation portée sur le chèque est réputée non écrite.

« Toutefois, tout chèque pour lequel la provision correspondante existe à la disposition du tireur doit être certifié par le tiré si le tireur ou le porteur le demande.

« La provision du chèque certifié reste, sous la responsabilité du tiré, bloquée au profit du porteur jusqu'au terme du délai de présentation.

« La certification résulte de la signature du tiré au recto du chèque. Elle ne peut être refusée que pour insuffisance de la provision. »

Fait à Rabat, le 4 moharrem 1375 (23 août 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Référence :

Dahir du 19-1-1939 (B.O. n° 1383 bis, du 28-4-1939, p. 582).

Dahir du 3 septembre 1955 (15 moharrem 1375) modifiant le dahir du 25 juillet 1915 (12 ramadan 1333) relatif à la légalisation des signatures.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 17 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 25 juillet 1915 (12 ramadan 1333) relatif à la légalisation des signatures, modifié par les dahirs des 10 juin 1921 (3 chaoual 1339) et 10 octobre 1931 (27 jourmada I 1350),

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa premier de l'article premier du dahir susvisé est modifié comme suit :

« Article premier. — La légalisation des signatures des particuliers est confiée aux autorités de contrôle locales.

« Dans les villes municipales, elle est assurée, concurremment avec ces autorités, par les chefs des services municipaux ou leurs adjoints. »

ART. 2. — L'article 6 du dahir susvisé est modifié comme suit :

« Article 6. — En ce qui concerne les pièces qui doivent être produites hors de la zone française de l'Empire chérifien, même s'il s'agit de certificats ou attestations de toute nature délivrées

« par les autorités administratives ou de contrôle, la légalisation des signatures de ces fonctionnaires sera effectuée par le secrétaire général du Protectorat ou par son délégué. »

ART. 3. — L'article 7 du dahir susvisé est modifié comme suit :

« Article 7. — En ce qui concerne les copies d'actes de l'état civil destinées à être produites hors de la zone française du Maroc et des territoires de la République française, la signature des officiers de l'état civil sera, sauf conventions internationales contraires, légalisée, suivant le cas, par le juge de paix ou par le commissaire du Gouvernement chérifien du ressort. »

ART. 4. — L'article 8 du dahir susvisé est modifié comme suit :

« Article 8. — La légalisation des signatures est gratuite dans tous les cas. »

Fait à Rabat, le 15 moharrem 1375 (3 septembre 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Dahir du 3 septembre 1955 (15 moharrem 1375) modifiant et complétant le dahir du 31 mars 1937 (18 moharrem 1356) réglementant l'importation, le commerce, le port, la détention et le dépôt en zone française de l'Empire chérifien des armes et de leurs munitions.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 17 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 31 mars 1937 (18 moharrem 1356) réglementant l'importation, le commerce, le port, la détention et le dépôt en zone française de l'Empire chérifien des armes et de leurs munitions, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, notamment le dahir du 18 septembre 1954 (19 moharrem 1374),

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 19 bis et 19 quater du dahir susvisé du 31 mars 1937 (18 moharrem 1356) sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 19 bis. — Les demandes de renouvellement de permis de détention d'armes non apparentes et de port d'armes non apparentes devront être déposées auprès de l'autorité de contrôle un mois au moins avant l'expiration du délai de validité du permis en cours. Les armes non apparentes inscrites sur ces permis devront être présentées au moment du dépôt des demandes »

(La suite sans modification.)

« Article 19 quater. — »

(2° alinéa.) « Il en sera de même pour les titulaires d'un permis de détention d'armes non apparentes s'absentant de leur domicile pour un délai supérieur à 1 mois »

(La suite sans modification.)

Fait à Rabat, le 15 moharrem 1375 (3 septembre 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Dahir du 3 septembre 1955 (15 moharrem 1375) ouvrant une zone aux recherches et à l'exploitation minières.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 17 août 1955.

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 16 avril 1951 (9 rejeb 1370) portant règlement minier au Maroc ;

Vu le dahir du 5 avril 1940 (26 safar 1359) ouvrant une zone aux recherches et à l'exploitation minières ;

Vu le dahir du 3 août 1951 (29 chaoual 1370) ouvrant une zone aux recherches et à l'exploitation minières,

ARTICLE PREMIER. — Est ouverte aux recherches et à l'exploitation minières la zone délimitée ainsi qu'il suit :

à l'ouest et au nord, la limite de la zone ouverte aux recherches et à l'exploitation minières par le dahir susvisé du 5 avril 1940 (26 safar 1350) ;

à l'est, le méridien géographique d'Oum-Jerane ;

au sud, le parallèle Lambert 320.

ART. 2. — Les demandes de permis de recherche intéressant la zone définie ci-dessus seront reçues à partir du 5 décembre 1955.

Les demandes déposées du 5 décembre au 9 décembre 1955 inclus, seront considérées comme simultanées et leur ordre de priorité sera fixé par le directeur de la production industrielle et des mines, les intéressés entendus.

Fait à Rabat, le 15 moharrem 1375 (3 septembre 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Références :

Dahir du 16-4-1951 (B.O. n° 2012, du 18-5-1951, p. 772 ;

— du 5-4-1940 (B.O. n° 1433, du 12-4-1940, p. 353) ;

— du 3-8-1951 (B.O. n° 2029, du 14-9-1951, p. 1441).

Dahir du 6 septembre 1955 (18 moharrem 1375) ouvrant une zone à la recherche et à l'exploitation des gisements miniers de première catégorie.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 17 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 16 avril 1951 (9 rejeb 1370) portant règlement minier au Maroc ;

Vu le dahir du 8 avril 1946 (5 joumada I 1365) réservant à l'Etat la prospection, la recherche et l'exploitation des gisements miniers de première catégorie à l'intérieur d'un certain périmètre,

ARTICLE PREMIER. — Est ouverte à la recherche et à l'exploitation des gisements miniers de première catégorie la zone délimitée ainsi qu'il suit :

au nord, le parallèle de Boudenib ;

au sud, le parallèle de Tizi-n-Taggourt ;

à l'ouest, une ligne brisée passant par Ras-Sdeff (cote 1180), la cote 1130 (ouest du jbel Azguine), Ihandarane-n-Ait-Tari, la cote 2597 (jbel Taradalt), la cote 2216 (jbel Youb) ;

à l'est, une ligne droite joignant Merheimine (camp) à Boudenib.

ART. 2. — Les demandes de permis de recherche de première catégorie intéressant la zone définie ci-dessus seront reçues à partir du 5 décembre 1955.

Les demandes déposées du 5 décembre au 9 décembre 1955 inclus, seront considérées comme simultanées et leur ordre de priorité sera fixé par le directeur de la production industrielle et des mines, les intéressés entendus.

Fait à Rabat, le 18 moharrem 1375 (6 septembre 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Références :

Bahir du 16-4-1951 (B.O. n° 2012, du 18-5-1951, p. 772) ;
— du 8-4-1946 (B.O. n° 1748, du 26-4-1946, p. 335).

Dahir du 12 septembre 1955 (24 moharrem 1375)
portant fixation des tarifs du tertib pour l'année 1955.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 17 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 10 mars 1915 (23 rebia II 1333) réglementant le tertib et notamment son article 12 ;

Vu le dahir du 19 mai 1939 (29 rebia I 1358) réglementant le tertib sur les arbres fruitiers, modifié par le dahir du 12 mai 1942 (25 rebia II 1361) ;

Vu le dahir du 19 mai 1939 (29 rebia I 1358) réglementant le tertib sur la vigne en plantation régulière,

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs du tertib sont fixés, pour l'année 1955, ainsi qu'il suit :

TITRE PREMIER.

Cultures annuelles.

ART. 2. — Les céréales principales, blé dur, blé tendre, orge, avoine, seigle, ainsi que les cultures de tournesol et de carthame sont classées d'après la notation de leur rendement en neuf catégories :

1^{re} catégorie. — Rendement à l'hectare de 20 quintaux et au-dessus ;

2^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 15 et inférieur à 20 ;

3^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 11 et inférieur à 15 ;

4^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 8 et inférieur à 11 ;

5^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 6 et inférieur à 8 ;

6^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 5 et inférieur à 6 ;

7^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 4 et inférieur à 5 ;

8^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 3 et inférieur à 4 ;

9^e catégorie. — Rendement à l'hectare inférieur à 3.

L'impôt à l'hectare est fixé conformément au tableau ci-après :

CATEGORIES des rendements	BLE dur	BLE tendre	ORGE	AVOINE	SEIGLE	TOURNESOL	CARTHAME
1 ^{re} catégorie	4.500	3.880	2.010	2.010	2.010	5.240	3.490
2 ^e —	3.090	2.670	1.380	1.380	1.380	3.670	2.440
3 ^e —	2.250	1.940	1.000	1.000	1.000	2.720	1.810
4 ^e —	1.590	1.370	710	710	710	1.990	1.320
5 ^e —	1.120	970	500	500	500	1.460	970
6 ^e —	840	720	370	370	370	1.150	760
7 ^e —	320	280	140	140	140	Ex.	Ex.
8 ^e —	230	200	100	100	100	id.	id.
9 ^e —	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	Ex.	id.	id.

Les cultures de riz sont classées, d'après leur rendement en paddy, en huit catégories :

1^{re} catégorie. — Rendement à l'hectare de 70 quintaux et au-dessus ;

2^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 60 et inférieur à 70 ;

3^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 50 et inférieur à 60 ;

4^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 40 et inférieur à 50 ;

5^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 35 et inférieur à 40 ;

6^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 30 et inférieur à 35 ;

7^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 25 et inférieur à 30 ;

8^e catégorie. — Rendement à l'hectare inférieur à 25.

Les cultures de betteraves sucrières sont classées, d'après leur rendement, en huit catégories :

1^{re} catégorie. — Rendement à l'hectare de 32 tonnes et au-dessus ;

2^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 28 et inférieur à 32 ;

3^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 24 et inférieur à 28 ;

4^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 20 et inférieur à 24 ;

5^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 16 et inférieur à 20 ;

6^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 13 et inférieur à 16 ;

7^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 10 et inférieur à 13 ;

8^e catégorie. — Rendement à l'hectare inférieur à 10.

L'impôt à l'hectare est fixé conformément au tableau ci-après :

CATEGORIES DES RENDEMENTS	RIZ	BETTERAVE sucrière
1 ^{re} catégorie	Francs 17.390	Francs 11.180
2 ^e —	15.040	9.870
3 ^e —	12.690	8.550
4 ^e —	10.340	7.230
5 ^e —	6.860	4.730
6 ^e —	4.440	3.810
7 ^e —	3.110	2.270
8 ^e —	Exonérée.	Exonérée.

Les autres cultures annuelles sont classées, d'après la notation de leur rendement, en huit catégories :

1^{re} catégorie. — Rendement à l'hectare de 20 quintaux et au-dessus ;

2^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 15 et inférieur à 20 ;
 3^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 11 et inférieur à 15 ;
 4^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 8 et inférieur à 11 ;
 5^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 6 et inférieur à 8 ;

6^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 4 et inférieur à 6 ;
 7^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 3 et inférieur à 4 ;
 8^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 1 et inférieur à 3.

L'impôt à l'hectare est fixé conformément au tableau ci-après :

CATÉGORIES des rendements	FEVES	POIS CHICHES	FENUGREC	LIN	LENTILLES	PEITTS POIS	ALPISIE	CUMIN	CORIANDRE	HARICOTS	MAIS	SORGHO	MIL.
	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
1 ^{re} catégorie	2.400	4.000	3.060	6.660	4.850	2.780	6.180	10.510	4.450	6.060	2.840	2.840	2.840
2 ^e —	1.650	2.760	2.120	4.600	3.350	1.920	4.310	7.330	3.100	4.180	1.980	1.980	1.980
3 ^e —	1.200	2.020	1.560	3.360	2.450	1.400	3.180	5.410	2.290	3.060	1.460	1.460	1.460
4 ^e —	850	1.440	1.120	2.400	1.750	1.000	2.310	3.930	1.660	2.180	1.060	1.060	1.060
5 ^e —	600	1.030	810	1.710	1.250	710	1.680	2.860	1.210	1.560	770	770	770
6 ^e —	400	700	560	1.160	850	480	1.180	2.010	850	1.060	540	540	540
7 ^e —	250	450	370	750	550	310	810	1.380	580	680	370	370	370
8 ^e —	100	200	180	340	250	140	430	740	310	310	200	200	200

Les cultures de tabac, de coton, de sorgho à balai, de henné et d'orobe, les cultures florales destinées à fournir des graines, des fleurs à couper, des plantes d'ornementation, les plantes à parfum et les cultures maraichères y compris les nioras et les bananeraies quel que soit le but de leur production : légumes, graines de semence, etc., ainsi que les pépinières arboricoles et viticoles, sont imposées suivant le tarif forfaitaire ci-dessous :

	FAITES suivant les méthodes modernes (par hectare)	FAITES suivant les méthodes traditionnelles (par hectare)
	Francs	Francs
Tabac	5.000	»
Coton	1.000	»
Sorgho à balai	750	375
Henné	2.600	1.300
Orobe	150	75
Cultures florales	8.000	4.000
Plantes à parfum irriguées	6.000	3.000
Plantes à parfum non irriguées	2.000	1.000
Cultures maraichères non irriguées	1.800	900
Bananeraies, nioras et cultures maraichères irriguées :		
Superficie inférieure à 2 hectares par exploitation	3.000	1.500
Superficie égale ou supérieure à 2 hectares par exploitation	6.000	3.000
Pépinières arboricoles	6.000	»
Pépinières viticoles	2.000	»

Les plantes à parfum comprennent :
 La menthe poivrée : impossible dès la première année de plantation ;
 Le géranium rosat irrigué : impossible dès la première année de plantation ;
 Le géranium rosat non irrigué : impossible dès la deuxième année de plantation ;
 Le rosier : impossible dès la troisième année de plantation ;
 Le jasmin : impossible dès la quatrième année de plantation ;
 Le bigaradier : impossible dès la cinquième année de plantation.
 Sont seules imposées les pépinières exploitées en vue de la vente des plants, à l'exclusion des pépinières dont les produits sont destinés aux plantations de l'exploitation.

Les pépinières arboricoles englobent la production de plants d'arbres de toutes sortes : fruitiers, d'alignement, d'ornement, etc.

Les cultures non désignées au tarif sont exemptées de l'impôt pour l'année 1955.

TITRE DEUXIEME.

Arbres fruitiers et vignes en plantation irrégulière.

ART. 3. — Les arbres fruitiers et les vignes en plantation irrégulière en âge de produire sont taxés d'après le tarif ci-après :

	Francs
<i>Hors catégorie.</i> — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 3.000 francs	200
1 ^{re} catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 2.000 francs et inférieure à 3.000 francs	120
2 ^e catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 1.000 francs et inférieure à 2.000 francs	80
3 ^e catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 500 francs et inférieure à 1.000 francs	40
4 ^e catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 200 francs et inférieure à 500 francs	20
5 ^e catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 100 francs et inférieure à 200 francs	8
6 ^e catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 50 francs et inférieure à 100 francs	4
7 ^e catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, égale ou supérieure à 20 francs et inférieure à 50 francs	2
8 ^e catégorie. — Valeur de la production brute, au pied, inférieure à 20 francs	Exonérée

Le tarif de la 7^e catégorie n'est applicable qu'aux pieds de vigne en plantation irrégulière ou en treille. Les autres arbres fruitiers rangés dans cette catégorie sont exonérés.

Les arbres fruitiers en âge de produire, autres que les oliviers, palmiers et vignes en plantation irrégulière recensés sous les rubriques : 1^o amandiers ; 2^o orangers, citronniers et autres aurantiacées ; 3^o cerisiers et noyers ; 4^o figuiers, grenadiers et autres arbres non dénommés, ne sont imposés qu'à partir de vingt-six arbres pour chacune des rubriques, mais l'imposition porte sur la totalité des arbres recensés sous la rubrique considérée.

Vigne en plantation régulière.

ART. 4. — La vigne en plantation régulière remplissant les conditions pour être imposable est taxée d'après le tarif ci-dessous :

	Par hectare
	Francs
1 ^{re} catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 130 quintaux de raisins	13.560
2 ^e catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 100 quintaux et inférieure à 130 quintaux	10.390
3 ^e catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 70 quintaux et inférieure à 100 quintaux	7.680
4 ^e catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 50 quintaux et inférieure à 70 quintaux	5.420
5 ^e catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 40 quintaux et inférieure à 50 quintaux	4.070
6 ^e catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 30 quintaux et inférieure à 40 quintaux	3.160
7 ^e catégorie. — Production à l'hectare égale ou supérieure à 20 quintaux et inférieure à 30 quintaux	2.260
8 ^e catégorie. — Production à l'hectare inférieure à 20 quintaux	Exonérée

TITRE TROISIÈME.

Boisements.

ART. 5. — Les plantations d'eucalyptus et de mimosas ou acacias à tanin sont imposées d'après les tarifs ci-après :

	Par hectare
	Francs
Eucalyptus	450
Mimosas ou acacias à tanin	4.500

Sont exonérées :

- Les plantations appartenant au domaine forestier de l'Etat, aux municipalités et, en général, au domaine public ;
- Les plantations possédées par des particuliers ou des collectivités et dont la superficie est inférieure à un hectare ;
- Les plantations dites d'alignement.

Les eucalyptus sont imposables la onzième année après la plantation.

Les mimosas ou acacias à tanin sont imposables lors de la coupe ou de l'arrachage et au plus tard la onzième année après la plantation ou la replantation.

Les plantations des essences forestières non dénommées au tarif sont exemptées de l'impôt pour l'année 1955.

TITRE QUATRIÈME.

Apiculture.

ART. 6. — Les ruches à cadres sont imposées à raison de 100 francs par ruche.

L'imposition porte sur la totalité des ruches, groupées ou disséminées, appartenant à un même propriétaire. Les apiculteurs possédant moins de dix ruches à cadres bénéficient d'une exonération de l'impôt.

TITRE CINQUIÈME.

Animaux.

ART. 7. — Les animaux sont imposés d'après le tarif ci-après :

DESIGNATION DES ANIMAUX	AGE D'IMPOSITION	TARIF	TARIF
		général	spécial (a)
		Francs	Francs
Chameaux adultes	De plus de 4 ans	200	150
Chameaux jeunes	De 2 à 4 ans	100	75
Chevaux	De 3 ans et au-dessus ..	220	165
Juments	id.	170	82
Mulets	id.	220	165
Anes	De 2 ans et au-dessus ..	25	19
Bœufs, taureaux et vaches.	De 18 mois et au-dessus.	300	225
Veaux et génisses	A partir du sevrage....	120	90
Porcs	id.	120	90
Moutons	id.	70	52
Chèvres	id.	40	30

(a) Le tarif spécial est applicable dans les circonscriptions suivantes : annexes de Chichaoua, et de Tamanaq, circonscription d'Imi-a-Tanoute, territoires d'Ouarzazate et du Tafilalet et région d'Agadir.

Tous les animaux compris dans la nomenclature qui précède sont soumis à l'impôt, à l'exception de ceux appartenant à l'armée et de ceux possédés, pour assurer un service public, par l'Etat chérifien ou les municipalités.

ART. 8. — Le nombre des centimes additionnels prévus par l'article 12 du dahir du 10 mars 1915 (23 rebia II 1333), à percevoir au profit des chambres d'agriculture, est fixé à un (1) pour les assujettis marocains et à dix (10) pour tous les autres.

Il sera, en outre, perçu, en 1955, trois (3) centimes additionnels pour la lutte antiacridienne.

Fait à Rabat, le 24 moharrem 1375 (12 septembre 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Références :

- Dahir du 10-3-1915 (B.O. n° 127, du 29-3-1915) ;
Dahirs du 19-5-1939 (B.O. n° 1391, du 23-6-1939).

Dahir du 5 septembre 1955 (17 moharrem 1375) relatif à la compétence des tribunaux devant juger de l'appel d'un jugement rectificatif de l'état civil marocain.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 17 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu les deux dahirs du 4 août 1918 (26 chaoual 1336) réglant la juridiction des pachas et des caïds, et instituant un Haut tribunal chérifien siégeant à Rabat ;

Vu le dahir du 24 octobre 1953 (15 safar 1373) relatif à l'organisation et au fonctionnement de la justice makhzen et, notamment, ses articles 3, 7 et 8, relatifs à la compétence des tribunaux régionaux et du Haut tribunal chérifien ;

Vu le dahir du 4 septembre 1915 instituant un état civil dans la zone française de l'Empire chérifien et notamment son article 50 ;

Vu le dahir du 8 mars 1950 (18 jourmada I 1369) portant extension du régime de l'état civil institué par le dahir du 4 septembre 1915 (24 chaoual 1333), précité, et notamment son article 15,

ARTICLE UNIQUE. — Les jugements rectificatifs des actes de l'état civil marocain sont rendus par les tribunaux de première instance. L'appel de ces jugements est porté devant le tribunal régional siégeant au chef-lieu de la région administrative dans laquelle sont comprises les circonscriptions judiciaires des tribunaux de première instance ayant statué.

Fait à Rabat, le 17 moharrem 1375 (5 septembre 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Dahir du 16 septembre 1955 (28 moharrem 1375) fixant le statut des délégués du personnel dans les établissements industriels, commerciaux et agricoles.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 10 septembre 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué des délégués du personnel dans tous les établissements industriels, commerciaux et agricoles où sont occupés habituellement plus de cinquante salariés.

ART. 2. — Les délégués du personnel ont pour mission :

De présenter au chef d'établissement les réclamations individuelles ou collectives du personnel relatives aux salaires, aux classifications professionnelles et à l'application de la réglementation de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs qui n'auraient pas été directement satisfaites ;

De saisir, de ces réclamations, en cas de désaccord et selon l'objet de la réclamation, l'agent chargé de l'inspection du travail, l'inspecteur des questions sociales ou, à défaut, l'autorité locale. Ils peuvent proposer toutes mesures utiles en cas d'accidents ou de maladies professionnelles graves.

ART. 3. — Les délégués du personnel réunis sous la présidence du chef d'entreprise ou de son représentant forment un comité social chargé de coopérer avec la direction à l'amélioration des conditions collectives de travail et de vie du personnel. Le comité social participe à la gestion des œuvres sociales instituées dans l'établissement au bénéfice des salariés et de leur famille, dans les conditions qui seront fixées par arrêté viziriel.

ART. 4. — Les problèmes ayant trait au mode de vie, aux coutumes sociales et aux conditions de travail particulières à certains groupes de salariés sont traités par les représentants de ces salariés.

D'une façon générale aucun délégué ne peut intervenir dans une affaire où ses mandats ne seraient pas intéressés. A l'inverse, à l'intérieur de l'établissement les délégués sont autorisés à se grouper pour traiter d'une affaire commune à plusieurs catégories de personnel.

ART. 5. — Le nombre des délégués du personnel est fixé comme suit :

de cinquante à cent salariés : trois délégués titulaires et trois suppléants ;

de cent un à deux cent cinquante salariés : cinq délégués titulaires et cinq suppléants ;

de deux cent cinquante et un à cinq cents salariés : sept délégués titulaires et sept suppléants ;

de cinq cent un à mille salariés : neuf délégués titulaires et neuf suppléants, plus un délégué titulaire et un suppléant par tranche supplémentaire de cinq cents salariés.

Les délégués suppléants ne siègent qu'en cas d'absence ou d'empêchement des délégués titulaires.

La détermination du nombre des délégués du personnel prévue par le présent article n'a pas un caractère impératif. Il peut y être dérogé par accord entre employeurs et salariés, ou, si un accord ne peut être réalisé, par arbitrage de l'inspecteur des questions sociales ou, à défaut, de l'autorité locale.

ART. 6. — Les délégués sont élus dans les conditions prévues ci-après en distinguant entre des collèges formés par les catégories du personnel suivantes : a) ouvriers ; b) employés ; c) agents de maîtrise et assimilés ; d) ingénieurs et chefs de service ; dans chaque catégorie il pourra être tenu compte de la représentation des groupes ethniques, notamment lorsque l'insuffisance de tels groupes ne leur permettrait pas de disposer d'une représentation propre.

La répartition du personnel dans les collèges électoraux et la répartition des sièges entre les collèges et à l'intérieur des collèges feront l'objet d'un accord entre employeurs et salariés ou, si un accord ne peut être réalisé, d'un arbitrage de l'inspecteur des questions sociales ou, à défaut, de l'autorité locale.

ART. 7. — Sont électeurs les salariés des deux sexes, inscrits à l'état civil, âgés de dix-huit ans accomplis, ayant travaillé six mois au moins dans l'entreprise et jouissant de leurs droits civils.

ART. 8. — Sont éligibles, à l'exception des ascendants et descendants, frères et alliés au même degré du chef d'établissement, les électeurs des deux sexes, inscrits à l'état civil, âgés de vingt-cinq ans accomplis, et ayant travaillé dans l'entreprise sans interruption depuis douze mois au moins.

ART. 9. — L'élection des délégués du personnel a lieu à la représentation proportionnelle et au scrutin secret. La procédure électorale et le contentieux du droit d'électorat et de la régularité des opérations electorales sont déterminés par arrêté viziriel.

ART. 10. — Les délégués sont désignés pour la durée d'une année et peuvent être réélus. Leurs fonctions prennent fin par le décès, la démission, la résiliation du contrat de travail ou la perte des conditions requises pour l'éligibilité.

ART. 11. — Lorsqu'un délégué titulaire cesse ses fonctions pour l'une des raisons indiquées ci-dessus, son remplacement est assuré par un délégué suppléant de la même catégorie, qui devient titulaire jusqu'à l'expiration des fonctions de celui qu'il remplace.

ART. 12. — Les candidatures pour les postes de délégués du personnel sont inscrites à la diligence du directeur de l'établissement, à charge pour lui de les communiquer à l'inspecteur des questions sociales ou, à défaut, à l'autorité locale dans le mois de la publication de l'arrêté viziriel prévu à l'article 9. Il sera procédé à l'élection dans les deux mois de la publication de cet arrêté viziriel.

ART. 13. — Le chef d'établissement est tenu de laisser aux délégués du personnel, dans les limites d'une durée qui, sauf circonstances exceptionnelles, ne peut excéder dix heures par mois par délégué titulaire, le temps nécessaire à l'exercice de leurs fonctions. Ce temps leur sera payé comme temps de travail.

Le chef d'établissement est d'autre part tenu de mettre à la disposition des délégués du personnel le local nécessaire pour leur permettre de remplir leur mission et, notamment, de se réunir.

Les délégués peuvent faire afficher les renseignements d'ordre strictement professionnel qu'ils ont pour rôle de porter à la connaissance du personnel, sur les emplacements mis à leur disposition par le chef de l'établissement.

ART. 14. — Les délégués sont reçus collectivement, par catégorie ou groupe ethnique, sur leur demande ou sur demande de la direction, par le chef d'établissement ou ses représentants une fois par mois, sauf cas d'urgence.

Les délégués sont également reçus par le chef d'établissement ou ses représentants, sur leur demande, soit individuellement, soit par groupe ethnique, soit par atelier, service, spécialité professionnelle, etc., selon les questions qu'ils ont à traiter.

En cas d'absence des délégués titulaires, les délégués suppléants assistent aux réunions avec les employeurs.

ART. 15. — Hors le cas de la réunion mensuelle prévue ci-dessus, pour laquelle il sera établi un ordre du jour, les délégués, chaque fois que cela leur sera possible, remettent au chef d'établissement, deux jours avant la date où ils doivent être reçus, une note écrite exposant l'objet de leur demande. Copie de cette note est transcrite par les soins du chef d'établissement sur un registre spécial sur lequel doit être mentionnée, dans un délai n'excédant pas six jours, la réponse à cette note.

Ce registre doit être tenu, pendant un jour ouvrable par quinzaine et en dehors des heures de travail, à la disposition des salariés de l'établissement qui désirent en prendre connaissance, et en permanence à la disposition de l'inspecteur des questions sociales, de l'agent chargé de l'inspection du travail et de l'autorité locale.

ART. 16. — Tout licenciement d'un délégué du personnel titulaire ou suppléant envisagé par la direction, devra être obligatoirement

rement soumis à l'avis de l'agent chargé de l'inspection du travail. Toutefois, en cas de faute grave, le chef d'établissement a la faculté de prononcer le licenciement immédiat de l'intéressé.

ART. 17. — Le présent dahir ne fait pas obstacle au maintien des diverses institutions de représentation du personnel qui auraient été créées avant sa publication par accord direct entre employeurs et salariés, à condition que ces représentations soient approuvées par le directeur du travail et des questions sociales auquel elles devront être soumises.

ART. 18. — Les dispositions du présent dahir ne s'appliquent pas aux services publics concédés ou donnés en gérance par l'État et les municipalités et aux établissements publics et offices de l'État. Un arrêté viziriel organisera la représentation du personnel non permanent de ces services publics, établissements publics ou offices.

ART. 19. — Dans les mines et les carrières souterraines, les fonctions des inspecteurs des questions sociales sont exercées par les ingénieurs des mines.

ART. 20. — Dans les entreprises de banque et d'assurances, les modalités particulières d'application du présent dahir seront déterminées par arrêté viziriel.

ART. 21. — Quiconque aura porté, ou tenté de porter atteinte soit à la libre désignation des délégués du personnel, soit à l'exercice régulier de leurs fonctions, sera puni d'une amende de 5.000 à 100.000 francs et d'un emprisonnement de six jours à un an ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de récidive, dans le délai de deux ans, l'emprisonnement sera toujours prononcé.

Les infractions pourront être constatées soit par l'inspecteur des questions sociales, soit par les agents chargés de l'inspection du travail, soit par les officiers de police judiciaire.

Les procès-verbaux sont transmis en double exemplaire au directeur du travail et des questions sociales qui les transmet, s'il y a lieu, à la juridiction compétente.

Les tribunaux français et les tribunaux makhzen seront compétents selon les règles de droit commun.

ART. 22. — La date d'entrée en vigueur et les modalités d'application du présent dahir seront, en ce qui concerne les salariés agricoles, fixées par arrêté viziriel.

Fait à Rabat, le 28 moharrem 1375 (16 septembre 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,*

F. DE PANAFIEU.

Arrêté viziriel du 10 août 1955 (21 hija 1374) modifiant à titre temporaire l'arrêté viziriel du 18 février 1950 (30 rebia II 1369) relatif aux jeux et paris ayant pour objet des courses de lévriers.

LE GRAND VIZIR,

EN CONSEIL RESTREINT, ARRÊTE :

Vu le dahir du 31 décembre 1930 (10 chaabanc 1349) conférant au Grand Vizir un pouvoir général de réglementation sur tout ce qui concerne les jeux ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1937 (27 chaoual 1356) relatif aux sociétés de courses autorisées à organiser le pari mutuel ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 février 1950 (30 rebia II 1369) relatif aux jeux et paris ayant pour objet des courses de lévriers et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté viziriel du 20 juin 1953 (8 chaoual 1372) ;

Sur la proposition du directeur de l'agriculture et des forêts et du directeur des finances,

ARTICLE UNIQUE. — Par dérogation aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 18 février 1950 (30 rebia II 1369), les prélèvements effectués sur la masse des sommes versées au pari mutuel de chaque cynodrome sont, du 1^{er} juillet jusqu'au 31 décembre 1955, ramenés de 8 % à 6 % en ce qui concerne les œuvres d'assistance et portés de 11 % à 13 % en ce qui concerne la société organisatrice.

Fait, à Rabat, le 21 hija 1374 (10 août 1955).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale.*

F. DE PANAFIEU.

Arrêté viziriel du 10 août 1955 (21 hija 1374) relatif aux établissements privés d'observation ou de rééducation recueillant des mineurs délinquants en application des articles 74 et 75 du code pénal marocain.

LE GRAND VIZIR,

EN CONSEIL RESTREINT, ARRÊTE :

Vu le dahir du 8 avril 1941 (10 rebia I 1360) relatif à certains établissements concernant la jeunesse et les dahirs des 29 mai 1943 (24 jourmada I 1362) et 18 mars 1953 (2 rejeb 1372) qui l'ont modifié et complété ;

Vu le dahir du 24 octobre 1953 (15 safar 1373) formant code pénal marocain et, notamment, ses articles 74 et 75 relatifs au placement des mineurs délinquants dans des établissements spécialisés de rééducation,

ARTICLE PREMIER. — Les établissements privés d'observation ou de rééducation recueillant les mineurs, en application des articles 74 et 75 du code pénal marocain, doivent faire l'objet d'un arrêté viziriel d'habilitation.

ART. 2. — Ces établissements privés sont soumis au contrôle prévu par la législation en vigueur relative aux établissements concernant la jeunesse.

ART. 3. — Le directeur de l'instruction publique (service de la jeunesse et des sports) est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 21 hija 1374 (10 août 1955).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 septembre 1955.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,*

F. DE PANAFIEU.

Arrêté viziriel du 10 août 1955 (21 hija 1374) relatif aux établissements du service de la jeunesse et des sports désignés pour recueillir des mineurs délinquants en application des articles 74 et 75 du code pénal marocain.

LE GRAND VIZIR,

EN CONSEIL RESTREINT, ARRÊTE :

Vu les articles 74 et 75 du dahir du 24 octobre 1953 (15 safar 1373) formant code pénal marocain,

ARTICLE PREMIER. — Les établissements du service de la jeunesse et des sports, centres spécialisés d'Aïn-es-Sebaâ, d'Aïn-Chok, de Fès

(mineurs musulmans), de Berrechid (mineurs israélites), de Tamara (jeunes filles marocaines), prennent l'appellation de centres d'observation.

Ces centres recueillent d'une façon habituelle les mineurs délinquants faisant l'objet d'une mesure de surveillance temporaire ou d'observation en application des articles 74 et 75 du code pénal.

ART. 2. — Les établissements du service de la jeunesse et des sports, centres spécialisés de Sidi-Maarouf, à Casablanca, de Boulhaut, de Fkih-Bensalah, de Sidi-Ghalem (mineurs musulmans), de Berrechid (mineurs israélites), prennent l'appellation de centres de rééducation.

Ces centres recueillent d'une façon habituelle et permanente, les mineurs délinquants faisant l'objet d'une mesure de rééducation en application des articles 74 et 75 du code pénal.

ART. 3. — Les foyers pour adolescents du service de la jeunesse et des sports, des Carrières-Centrales, à Casablanca, de Yâkoub-el-Mansour, à Rabat, de la Bahia, à Marrakech, du Talâa, à Fès, prennent l'appellation de foyers d'action sociale.

Ces foyers sont destinés à recueillir :

a) Les mineurs délinquants faisant l'objet d'une mesure de rééducation en semi-liberté ou bénéficiant d'une mesure de liberté surveillée en application des articles 74 et 75 du code pénal marocain ;

b) Les mineurs dont les familles ne peuvent assumer la charge et ceux dont les familles ne présentent pas les garanties suffisantes exigées par l'article 74 du code pénal.

ART. 4. — Un arrêté du directeur de l'instruction publique (service de la jeunesse et des sports) fixera le règlement de ces établissements.

Fait, à Rabat, le 21 hija 1374 (10 août 1955).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
F. DE PANAFIEU.*

Arrêté résidentiel du 16 septembre 1955 abrogeant l'arrêté résidentiel du 8 août 1955 créant une délégation générale des anciens militaires marocains.

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE PIERRE BOYER DE LATOUR,
COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC,
Commandant interarmées,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 8 août 1955 créant une délégation générale des anciens militaires marocains,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est abrogé l'arrêté résidentiel susvisé du 8 août 1955 créant une délégation générale des anciens militaires marocains.

Rabat, le 16 septembre 1955.

BOYER DE LATOUR.

Arrêté du directeur des finances du 6 septembre 1955 portant modification de l'arrêté du 1^{er} juillet 1955 fixant pour certains produits de la récolte 1955 le pourcentage garanti par l'État sur les avances consenties à l'Union des docks-silos coopératifs agricoles du Maroc, aux coopératives marocaines agricoles et aux sociétés coopératives agricoles marocaines, ainsi que le montant de l'avance par quintal donné en gage.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 25 juin 1955 relatif au warrantage des blés tendres et durs, des céréales secondaires et des autres produits de la récolte 1955 ;

Vu l'arrêté susvisé du 1^{er} juillet 1955 du directeur des finances et notamment son article 2 ;

Sur l'avis conforme du directeur de l'agriculture et des forêts,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 de l'arrêté directorial susvisé du 1^{er} juillet 1955 est modifié comme suit :

« Article 2. — Pour bénéficier de cette garantie les avances ne devront pas dépasser, par quintal donné en gage :
«
« Pour le riz (paddy) 3.750 francs. »

Rabat, le 6 septembre 1955.

PH. DE MONTREMY.

TEXTES PARTICULIERS

Dahir du 9 août 1955 (20 hija 1374) approuvant une convention pour la cession à la R.E.I.P., par l'Office d'irrigation des Beni-Amir—Beni-Moussa, des installations de production et de distribution d'eau de Fkih-Bensalah.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 3 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvée, telle qu'elle est annexée à l'original du présent dahir, la convention conclue le 31 mars 1955, entre M. Girard, directeur des travaux publics, M. Tallec, directeur de l'Office d'irrigation des Beni-Amir—Beni-Moussa, et M. Giran, directeur de la R.E.I.P., pour la cession à la R.E.I.P. des installations de production et de distribution d'eau de Fkih-Bensalah.

Fait à Rabat, le 20 hija 1374 (9 août 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

*Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
F. DE PANAFIEU.*

Dahir du 10 août 1955 (21 hija 1374) portant approbation de la convention passée le 15 novembre 1954 avec la société « La Manutention marocaine » en vue de la gérance des services d'aconage et de magasinage au port de Casablanca.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 3 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Sont approuvés, tels qu'ils sont annexés à l'original du présent dahir, la convention et le cahier des charges conclus le 15 novembre 1954, entre M. Girard, directeur des travaux

publics, agissant au nom et pour le compte du Gouvernement chérifien, et M. Argille, vice-président directeur général de la société « La Manutention marocaine », agissant au nom et pour le compte de cette société, en vue de la gérance des services d'aconage et de magasinage au port de Casablanca.

Fait, à Rabat, le 21 hija 1374 (10 août 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Dahir du 23 août 1955 (4 moharrem 1375) portant prélèvement d'une somme de 600.000.000 de francs sur le « Fonds de réserve » au profit du « Fonds d'amortissement et de consolidation ».

LOCANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 17 août 1955 ;

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1355) portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu notamment l'article 70 du dahir susvisé,

ARTICLE UNIQUE. — Une somme de six cents millions de francs (600.000.000 de fr.) sera prélevée sur le « Fonds de réserve » au profit du « Fonds d'amortissement et de consolidation » pour être affectée au remboursement partiel des avances de trésorerie consenties au budget général.

Fait à Rabat, le 4 moharrem 1375 (23 août 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Dahir du 5 septembre 1955 (17 moharrem 1375)
approuvant et déclarant d'utilité publique
les plans et règlement d'aménagement du centre de Monod.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 17 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 30 juillet 1952 (7 kaada 1371) relatif à l'urbanisme ;

Vu l'arrêté viziriel du 23 février 1952 (26 joumada I 1371) portant délimitation du périmètre du centre de Monod et fixation de sa zone périphérique ;

Vu les résultats de l'enquête de *commodo et incommodo* ouverte au contrôle civil de Tiflet, du 16 février 1953 au 15 avril 1953 inclus ;
Sur la proposition du directeur de l'urbanisme et de l'habitat,

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et déclarés d'utilité publique, tels qu'ils sont annexés à l'original du présent dahir, les plans n°s 2721 U et 2773 et le règlement d'aménagement du centre de Monod.

ART. 2. — Les autorités locales de Tiflet sont chargées de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 17 moharrem 1375 (5 septembre 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Référence :

Arrêté viziriel du 23-2-1952 (B.O. n° 2056, du 21-3-1952, p. 424).

Dahir du 6 septembre 1955 (18 moharrem 1375) approuvant et déclarant d'utilité publique les plans et règlement d'aménagement du centre de Karia-ba-Mohammed (région de Fès).

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 17 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 30 juillet 1952 (7 kaada 1371) relatif à l'urbanisme ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 septembre 1951 (2 hija 1370) délimitant le périmètre urbain et la zone périphérique du centre de Karia-ba-Mohammed ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 juin 1954 (27 chaoual 1373) modifiant le périmètre urbain et la zone périphérique du centre de Karia-ba-Mohammed ;

Vu les résultats de l'enquête de *commodo et incommodo* ouverte à la circonscription de Karia-ba-Mohammed, du 20 avril au 20 juin 1954 ;

Sur la proposition du directeur de l'urbanisme et de l'habitat,

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et déclarés d'utilité publique le plan n° 3106 U et le règlement d'aménagement du centre de Karia-ba-Mohammed, tels qu'ils sont annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales du centre de Karia-ba-Mohammed sont chargées de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 18 moharrem 1375 (6 septembre 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Références :

Arrêté viziriel du 5-9-1951 (B.O. n° 2031, du 28-9-1951, p. 1509) ;
— du 29-6-1954 (B.O. n° 2178, du 29-7-1954, p. 1064).

Dahir du 6 septembre 1955 (18 moharrem 1378) approuvant et déclarant d'utilité publique les plans et le règlement d'aménagement du centre des Ait-Melloul (région d'Agadir).

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 17 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 30 juillet 1952 (7 kaada 1371) relatif à l'urbanisme ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 mai 1953 (16 ramadan 1372) portant délimitation du périmètre urbain du centre d'Ait-Melloul et fixation de sa zone périphérique ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo cuverte dans les bureaux du cercle d'Inezgane, du 25 juin au 25 août 1954 ;

Sur la proposition du directeur de l'urbanisme et de l'habitat,

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et déclarés d'utilité publique les plans n° 2374 U et 2376 U et le règlement d'aménagement du centre des Ait-Melloul, tels qu'ils sont annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales du cercle d'Inezgane sont chargées de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 18 moharrem 1375 (6 septembre 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
F. DE PANAFIEU.

Arrêté viziriel du 10 août 1955 (21 hija 1374) autorisant un échange immobilier sans soulte entre la ville de Meknès et l'État chérifien.

LE GRAND VIZIR,

EN CONSEIL RESTREINT, ARRÊTE :

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 18 septembre 1953 (8 moharrem 1373) relatif à l'organisation municipale ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, notamment le dahir du 14 décembre 1953 (7 rebia II 1373) ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté viziriel du 16 décembre 1953 (9 rebia II 1373) ;

Vu le dahir du 13 novembre 1950 (1^{er} safar 1370) approuvant et déclarant d'utilité publique le plan et le règlement d'aménagement du quartier des Touargas et des Beni-M'Hamed, à Meknès ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Meknès, au cours de sa séance du 19 novembre 1954 ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur après avis du directeur des finances,

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé l'échange immobilier défini ci-après entre la ville de Meknès et l'État chérifien :

1° la ville de Meknès cède à l'État chérifien trois parcelles de terrain provenant d'un tronçon d'une ancienne voie d'une superficie globale de quatre mille deux cents mètres carrés (4.200 m²) environ, sises au quartier de Beni-M'Hamed et telles qu'elles sont figurées par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté ;

2° l'État chérifien cède à la ville de Meknès une parcelle de terrain d'une superficie de six mille trois cent quatorze mètres carrés (6.314 m²) environ, faisant partie de la propriété dite « Office chérifien de l'habitat », titre foncier n° 9035 K., et telle qu'elle est figurée par une teinte jaune sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Cet échange s'effectuera sans soulte.

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Meknès et le service des domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 21 hija 1374 (10 août 1955).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
F. DE PANAFIEU.

Référence :

Arrêté viziriel du 13-11-1950 (B.O. n° 1992, du 29-12-1950, p. 1591).

Arrêté viziriel du 10 août 1955 (21 hija 1374) complétant l'arrêté viziriel du 8 août 1946 (10 ramadan 1365) déclarant d'utilité publique la construction de huit immeubles destinés à l'usage de la population européenne à Casablanca, et frappant d'expropriation la propriété nécessaire à l'exécution de ce programme.

LE GRAND VIZIR,

EN CONSEIL RESTREINT, ARRÊTE :

Vu le dahir du 3 avril 1951 (26 jourmada II 1370) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 août 1946 (10 ramadan 1365) déclarant d'utilité publique et urgente la construction par l'Office chérifien de l'habitat de huit immeubles destinés à l'usage de la population européenne à Casablanca, et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cet effet ;

Considérant que l'un de ces immeubles a empiété sur la propriété dite « Cavaliéri XIX », titre foncier n° 23364 C., à concurrence d'une superficie de 15 mètres carrés ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 1^{er} avril au 3 juin 1955 ;

Sur la proposition du directeur des finances,

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique l'exécution du programme de construction des immeubles destinés à l'usage de la population de Casablanca.

ART. 2. — Est, en conséquence, frappée d'expropriation la propriété mentionnée au tableau ci-dessous et délimitée par un liséré rouge au plan annexé à l'original du présent arrêté.

NUMERO d'ordre	NOM de la propriété	NUMERO du titre foncier	SUPERFICIE approximative	NOM ET ADRESSE du propriétaire présumé
1	« Cavaliéri XIX »	23364 C. (partie).	15 m ²	M. Cacha Jean-Louis, demeurant à Casablanca, rue Grasset, villa « Roger ».

ART. 3. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 21 hija 1374 (10 août 1955).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 septembre 1955

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
F. DE PANAFIEU.

Référence :

Arrêté viziriel du 8-8-1946 (B.O. n° 1767, du 6-9-1946, p. 795).

Arrêté viziriel du 27 juillet 1955 (7 hija 1374) homologuant les opérations de la commission d'enquête relative à la reconnaissance des droits d'eau sur les aïoun Hajbat, Sidi-Aïch et Mediou-el-Tiour (territoire d'Oued-Zem).

LE GRAND VIZIR,

EN CONSEIL RESTREINT, ARRÊTE :

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) relatif à l'application du dahir susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 9 novembre 1953 au 3 février 1954, dans le territoire d'Oued-Zem ;

Vu les procès-verbaux des réunions de la commission d'enquête en date des 23 janvier 1954 et 5 février 1954 ;

Sur la proposition du directeur des travaux publics, après avis du directeur de l'intérieur,

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de la commission d'enquête relative à la reconnaissance des droits d'eau sur les aïoun Hajbat, Sidi-Aïch et Mediou-el-Tiour sont homologuées conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté viziriel susvisé du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux.

ART. 2. — Les droits d'eau sur les aïoun Hajbat, Sidi Aïch et Mediou-el-Tiour, tels qu'ils sont définis par le dahir susvisé du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332), sont fixés conformément au tableau annexé au présent arrêté qui se réfère, pour la désignation des parcelles, au plan parcellaire au 1/1.000 annexé à l'original du même arrêté :

ART. 3. — Le directeur des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 7 hija 1374 (27 juillet 1955).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 août 1955.

Le Commissaire résident général,

GILBERT GRANDVAL.

*
*
*

TABLEAU DES DROITS D'EAU.

NUMERO des parcelles	PROPRIÉTAIRES	ADRESSE	DROITS D'EAU reconnus en fonction du débit
	A. — Groupe des sources Hajbat.		
	Domaine public (1).		
1	Mohamed ben Mahjoub et consorts.	Oued-Zem.	1.735/117.431
2	M ^{me} Dubois.	id.	503/117.431
2 bis	Mohamed ben Mahjoub.		452/117.431
2 ter	Ali ben Kbir.		456/117.431
3	M ^{me} Dubois	id.	1.454/117.431
4	id.	id.	162/117.431
4 bis	Jilali ben Miloudi.		478/117.431
5	Abdelkadèr ben Fellah.		1.850/117.431
6	Jilali ben Miloudi.		590/117.431
7	Khadija bent El Mati.		250/117.431

NUMERO des parcelles	PROPRIÉTAIRES	ADRESSE	DROITS D'EAU reconnus en fonction du débit
8	M. Valentin.	Oued-Zem.	290/117.431
9	id.	id.	910/117.431
10	id.	id.	620/117.431
11	Salah ben Thami.		300/117.431
12	Bouabid ben Mahdi.		230/117.431
13	Jilali ben Miloudi.		530/117.431
14	M ^{me} Dubois.	id.	2.440/117.431
15	Mohammed ben Mahjoub et consorts.		400/117.431
16	Srhir ben Abbas.		360/117.431
17	Mohammed ben Azzouz		600/117.431
18	Mohammed ben Ahmed.		810/117.431
19	M ^{le} Petros.	id.	2.640/117.431
20	id.		13.910/117.431
21	Si Mohammed bel Bsir	Douar Smounin.	1.500/117.431
22	Mati ben Abbas.		297/117.431
22 bis	Mouloudi ben Jilali.		373/117.431
23	Mohammed bel Haj.		1.260/117.431
24	Bel Kassem ben Abbas.		460/117.431
25	Miloudi ben Jilali ben Akra-che.		440/117.431
26	Abdelkadèr ben Fellah.		1.070/117.431
27	Mati ben Kassem.		270/117.431
28	Mati ben Abbas.		445/117.431
29	Belkassem ben Abbas		250/117.431
30	Ahmed ben Salah et M'Barek ben Salah.		1.240/117.431
31	Bel Kassem ben Mati		780/117.431
32	Srhir ben Abbas.		520/117.431
33	M ^{le} Petros.		3.570/117.431
34	Ahmed ben Salah ben Haj et Mbarek ben Salah.		1.700/117.431
35	M ^{le} Petros.		950/117.431
36	Mati ben Abbid ben Kaddour.		505/117.431
37	id.		1.585/117.431
38	Bouchaïb bel Arbi et son frère.		430/117.431
39	El Arbi ben Kaddour.		170/117.431
40	Mati ben Abbid.		110/117.431
41	Salah ben Miloudi.		850/117.431
42	El Arbi ben Bouchaïb (titre foncier n° 6903).		1.460/117.431
43	Bouzekri ben Mohammed, El Arbi ben Mohammed et Bouazza ben Haouane el Hachmi ben Bouabid.		1.360/117.431
44	Salah ben Miloudi et consorts.		1.666/117.431
45	Bendaoud ben Mohamed bel Larbi.		1.910/117.431
46	Srhir ben Abbas.		990/117.431
47	Abdelkadèr ben Bouabid.		605/117.431
49	Abdelkadèr ben Fellah		650/117.431
50	Mati ben Abbid ben Kaddour.		335/117.431
51	El Arbi ben Kaddour.		835/117.431
52	Mati ben Abbid.		430/117.431
53	Belkassem ben Mati.		710/117.431
54	Bendaoud ben Mohammed bel Arbi et Bouazza ben Mohammed.		740/117.431
55	Bouzekri ben Mohammed, El Arbi ben Mohammed, Mati ben Mohammed et Mbarek ben Mohammed.		1.920/117.431
56	Abdelkadèr ben Fellah.		1.070/117.431
57	Mati ben Kassem.		1.780/117.431
58	Si Bouabidould Zhaïliga.		1.840/117.431

NUMERO des parcelles	PROPRIETAIRES	ADRESSE	DROITS D'EAU reconnus en fonction du débit	NUMERO des parcelles	PROPRIETAIRES	ADRESSE	DROITS D'EAU reconnus en fonction du débit		
59	El Arbi ben Bouchaïb.	Douar Oulad-Haddad.	2.740/117.431	129	Bouzekri ben Mohammed, El Arbi ben Mohammed, Bouazza ben Haouane, El Hachmi ben Bouabid (vendu à El Haj Mohammed ben Mouloudi).	Douar Dhamna.	755/137.131		
60	Elougadi ben Miloudi		1.975/117.431				130	Mohammed ben Jilali.	1.000/137.131
70	Haj el Arbi.		3.940/117.431				131	Mohammed ben Kbir bel Asri.	510/137.131
71	Belkassem ben Abbas.	Khouribga. Douar Smounin.	3.810/117.431	132	Ahmed bel Asri ben Abdes-salam.	480/137.131			
72	M. Raynault.		27.720/117.431	133	Bahloul ben Mohammed bel Asri.	495/137.131			
73	Haj Mohammed Smouni.		8.200/117.431	134	Si Mohammed ben Mouloudi ben Mostapha.	850/137.131			
B. — Groupe des sources Sidi-Aïch.				135	Mati ben Kbir bel Asri.	Douar Dhamna.	805/137.131		
97	Mohammed ben Mati.	Oulad-Dhamna. id.	950/137.131	136	Mati ben Kbir.		425/137.131		
98	Ahmed bel Achheb.	Douar Haddad.	1.730/137.131	137	M'Hamed ben Mouloudi bel Asri.		220/137.131		
99	Si Mohammed ben Miloudi.		1.090/137.131	138	Si Mohammed ben Mouloudi ben Mostapha.	310/137.131			
100	Mohammed ben Jilali ben Kassem.		230/137.131	139	Mohammed ben Jilali.	380/137.131			
101	Si Obid ben M'Hamed bel Asri.	Oulad-Dhamna.	420/137.131	140	Si Mohammed ben Mouloudi ben Mostapha.	825/137.131			
102	Cbeikh Mohammed ben Zahri.		1.000/137.131	141	Mokadem Mati ben Salah.	2.670/137.131			
103	Mohammed ben Salah ben Mati.		145/137.131	142	Mohammed ben Jilali et consorts.	1.860/137.131			
104	Kbir ben Mohammed bel Arbi.	Douar Dhamna.	640/137.131	143	Si Ahmed bel Achheb ben Mostapha.	540/137.131			
105	M'Hamed et Mohammed beni Bachir bel Arbi.		410/137.131	144	Mouloudi ben Salah ben Mostapha.	830/137.131			
106	Belkassem ben Mohammed bel Arbi.		390/137.131	145	Mohammed ben Mati ben Mostapha.	520/137.131			
107	Mohammed ben Miloudi ben Mostapha.	Douar Dhamna.	335/137.131	146	Salah ben Kbir ben Mostapha.	450/137.131			
108	Miloudi ben Salah ben Mostapha.		1.515/137.131	147	Mohamed ben Mouloudi ben Mostapha.	755/137.131			
109	M'Hamed ben Jilali ben Kassem el Haddi.		450/137.131	148	Mohammed ben Jilali bel Asri.	710/137.131			
110	Si Miloudi ben Salah.	Douar Dhamna.	305/137.131	149	Mohammed ben Haj bel Asri.	860/137.131			
111	id.		780/137.131	150	Mohammed ben Braïtit ben Azzouz.	660/137.131			
112	Salah et Mohammed beni Kbir ben Mostapha.		950/137.131	151	Cherki ben Bouzekri ben Mati.	846/137.131			
113	Ahmed bel Achheb ben Mostapha.	Douar Touahria.	950/137.131	152	Mohammed ben Braïtit ben Azzouz.	330/137.131			
114	Mohammed ben Mati ben Mostapha.		660/137.131	153	Ahmed ben Bouazza bel Arbi.	170/137.131			
115	id.		640/137.131	154	El Ougadi ben Miloudi	165/137.131			
116	Si Obid ben Mohammed bel Asri.	Douar Dhamna.	775/137.131	155	Jilali ben Salah ben Mohammed.	2.370/137.131			
117	Mohammed ben Miloudiould Miloudi ben Mostapha.		400/137.131	156	Ahmed ben Fadel ben Bouazza ben Azz.	3.730/137.131			
118	Ahmed bel Achheb ben Mostapha.		510/137.131	158	Les héritiers Belkassemould Tahar.	2.790/137.131			
119	Belkassem ben Kbir ben Mostapha.	Douar Touahria.	485/137.131	159	Jilali ben Salahould Madania.	7.920/137.131			
120	Mohammed bel Arbi.		300/137.131	160	Belkassem ben Mbarek Abderrahmane.	2.060/137.131			
121	Mohammed ben Miloudi ben Mostapha.		340/137.131	161	Jilali ben Salah.	1.750/137.131			
122	Mohammed ben Jilali ben Kassem.	Douar Dhamna.	650/137.131	162	Rhezouani Mbarek ben Abderrahmane.	3.130/137.131			
123	M'Hamed ben Bachir bel Arbi.		220/137.131	163	Azzouz ben Mbarekould Mbarek ben Azz.	2.510/137.131			
124	Belkassem et Mohammed beni Arbi.		580/137.131	164	Khalouk ben Belkassem.	610/137.131			
125	Mohammed ben Haj ben Miloudi.	Douar Dhamna.	890/137.131	165	Mokadem Mati ben Mohammed ben Salah.	1.180/137.131			
126	Si Mohammed ben Achheb.		150/137.131						
127	Mohammed ben Miloudiould Mostapha.		2.800/137.131						
128	Si Mohammed ben Miloudi.		390/137.131						

NUMERO des parcelles	PROPRIETAIRES	ADRESSE	DROITS D'EAU reconnus en fonction du débit	NUMERO des parcelles	PROPRIETAIRES	ADRESSE	DROITS D'EAU reconnus en fonction du débit
166	Rhezouani ben Mbarek ben Abderrahmane.		900/137.131	336	Mohammed ben Mbarek Collectif.		110/137.131 4.645/137.131
167	Mbarek ben Mohammed.		920/137.131	95			
168	Mouloudi ben Hamed.		1.430/137.131		C. — Groupe des sources Mediou-el-Tiour.		
169	Mbarek ben Mohammed.		1.190/137.131	206	Mbarek ben Akracheould Kaddour.		390/113.443
170	id.		1.460/137.131	207	Mohammed ben Salahould Ben Ahmed.		300/113.443
171	Rhezouani ben Mbarek ben Abderrahmane.		1.090/137.131	208	Jilali ben Salahould Madania.		400/113.443
172	Jilali ben Salah.	Oulad-Madania.	740/137.131	209	Chegdali bel Arbiould El Arbi ben Caïd.		1.160/113.443
173	Rhezouani ben Mbarek ben Abderrahmane.		2.095/137.131	210	Mohammed bel Arbiould Ben Bouazza.		3.180/113.443
174	Mohammed et Rhezouani beni Mbarekould Mbarek ben Abderrahmane.		6.100/137.131	211	Belkassem ben Abbasould Abbas Bouazza.		720/113.443
175	id.		635/137.131	212	Ahmed ben Si Mohammed ben Salah.	Douar Aït-Bouazza.	715/113.443
176	Jilali ben Salah.	id.	4.850/137.131	213	Mouloudi ben Kassemould Mati.	Douar Dhamna.	330/113.443
177	Ahmed el Fadel ben Bouazza.		4.485/137.131	214	Ahmed ben Caïdould Mohammed.	id.	320/113.443
178	Mohammed ben Mbarekould Mbarek ben Abderrahmane.		1.425/137.131	215	Belkassem ben Mohammed.	id.	1.640/113.443
179	Fadel ben Bouazza.		1.100/137.131	216	El Arbi ben Cherki bel Arbi.	id.	680/113.443
180	Ahmed ben Bouazza.		1.180/137.131	217	Belkassem ben Mati ben Miloudi.		690/113.443
181	Jilali ben Salah.	id.	1.800/137.131	217	Belkassem ben Mohammed ben Azzouz.		328/113.443
182	Rhezouani Mbarek ben Abderrahmane.		650/137.131	218	Mati ben Salah ben Mohammed ben Salah Haddadi.		1.120/113.443
183	M'Hamed ben Abbid		2.850/137.131	219	Si Driss ben Mohammed ben Azzouz.		410/113.443
184	Cherki ben Bouzekri ben Ahmed.		1.000/137.131	220	Cheikh Mohammed ben Zahri et Mokademould Dahmani.		470/113.443
185	Srhir ben Abbas.		670/137.131	221	Mokadem Mati ben Salah.		525/113.443
186	Belkassem ben Abbas.		570/137.131	222	Si Mohammed ben Kaddour Smouni.	Douar Smounin.	1.120/113.443
187	Mati ben Abbas.		300/137.131	223	Bouchaïb ben Mohammed ben Haj ben Salah.	Oulad-Haddad.	710/113.443
188	Jilali ben Salah.	id.	1.580/137.131	224	Mohammed ben Mohammed ben Tahar.	Douar Halouki.	495/113.443
189	Si Bouabidould Zhaïliga.		3.510/137.131	225	Zeroual bel Bsirould Barh-mia.	Oulad-Haddad.	690/113.443
190	Belkassem ben Abbas.		1.825/137.131	226	Miloudi ben Zahri.	Douar Dharona.	285/113.443
191	Mbarek ben Akrache.		650/137.131	227	Si Mohammed bel Arbi ben Daoudia.	id.	500/113.443
192	Mati ben Abbas et consorts.		360/137.131	228	Mati ben Salah.	Oulad-Ben-Ahmed.	820/113.443
193	Srhir ben Abbas.		280/137.131	229	Cheikh Mohammed ben Zahri.		235/113.443
194	Belkassem ben Abbas.		145/137.131	230	Bachir ben Mohammed ben Mouloudi.	Douar Dhamna.	515/113.443
195	Mbarek ben Akrache.		95/137.131	231	Cheikh Mohammed ben Zahri.		225/113.443
196	Mohammed ben Haj el Arbi.		1.265/137.131	232	Si Driss ben Mohammed ben Azzouz.		530/113.443
197	Mohammed ben Mbarekould Mbarek ben Abderrahmane.		885/137.131	233	Jilali ben Salahould Madania.	Douar Touahria.	1.025/113.443
198	Mokadem Mati ben Mohammed ben Salah.		3.520/137.131	234	Elougadi ben Mouloudi ben Bahloul.	Aït-Harada.	400/113.443
199	Fadel ben Bouazzaould Ben Azz et Hamed.	Douar Touahria.	4.990/137.131	235	Mohammed bel Arbiould Bouazza.		555/113.443
200	Ahmed ben Caïdould Mohammed.	Douar Dhamna.	525/137.131	236	Mouloudi ben Kassemould Mati.		640/113.443
201	Mohammed ben Mouloudiould Khoy.	Douar Menassa.	1.400/137.131	237	El Arbi ben Cherki bel Arbi.	Douar Dhamna.	750/113.443
202	Lallah Hadda bent Achbeb et Bouchaïb ben Mohammed.	Douar Smounin.	830/137.131				
203	Si Driss ben Mohammedould Mohammed ben Mouloudi.		750/137.131				
204	Rhezouani ben Hammouould Ben Salah.		720/137.131				
205	Mati ben Salahould Salah ben Ahmed.		770/137.131				
206	Mbarek ben Akracheould Kaddour.		700/137.131				
208	Mohammed bel Arbi.		620/137.131				
332	Mohammed ben Mouloudi.		210/137.131				
333	Mohammed bel Arbi.		340/137.131				
334	Jilali bel Arbi.		145/137.131				
335	Si Mohammed bel Arbi ben Mostapha.		510/137.131				

NUMERO des parcelles	PROPRIÉTAIRES	ADRESSE	DROITS D'EAU reconnus en fonction du débit	NUMERO des parcelles	PROPRIÉTAIRES	ADRESSE	DROITS D'EAU reconnus en fonction du débit
238	Belkassem ben Abbas ould Abbas Bouazza.		610/113.445	277 bis	Mati ben Mohammed el Had-dani.		140/113.443
239	Mohammed ben Hafiane ben Kaddour.	Douar Dhamna	845/113.443	278	Mohammed bel Arbi		310/113.443
240	Bouazza ben Mati ben Dahmani (vendu à Ben Azzouz).	id.	410/113.443	279	Mohammed ben Mouloudi bel Yazid.		3.530/113.443
241	Salah ben Mohammed ben Smouni.		555/113.443	280	Mohammed ben Azzouz.		1.205/113.443
242	Jilali ben Salah ould Madania.	Douar Touahria.	1.440/113.443	281	Mohammed bel Arbi		700/113.443
243	Driss ben Mohammed ben Mouloudi el Ougadi ben Mouloudi ben Baloul et Kaddour ben Mouloudi.		1.745/113.443	282	Zeroual ben Moudane.		825/113.443
244	Mohammed ben Caïd ould Caïd.	Douar Dhamna.	1.490/113.443	283	M'Hamed ben Caïd ben Ahmed.		1.450/113.443
245	Mohamed ben Caïd ould Ahmed.	id.	930/113.443	284	Mokadem el Arbi ben Kaddour.		4.600/113.443
246	Abdelkadèr ben Mohammed ben Caïd.	id.	685/113.443	285	Si Mohammed ben Mouloudi.		850/113.443
247	Ahmed ben Caïd ould Ahmed.		530/113.443	286	Abmed ben Mohammed bel Caïd.		400/113.443
248	El Arbi ben Kaddour bel Arbi Mokadem.		350/113.443	287	Abdelkadèr ben Mohammed.		2.480/113.443
249	Jilali ben Haj ould Bel Bsir.		1.150/113.443	288	Mohammed bel Bsir.		355/113.443
250	Cheikh Mohammed ben Zahri.		1.350/113.443	289	Si Obid bel Bsir.		710/113.443
251	Hassane ben Mati ould Mouloudi.	id	900/113.443	290	Mohammed ben Kassem.		1.430/113.443
252	Cheikh Mohammed ben Zahri.		210/113.443	291	Mohammed bel Bsir.		595/113.443
253	Salah ben Jilali ben Caïd.		305/113.443	292	Si Abbas ben Zahri.		120/113.443
254	Salah ben Kaddour bel Arbi.	id.	560/113.443	293	Mohammed ben Mouloudi ben Haj bel Bsir.		250/113.443
255	Mohammed ben Caïd ould Ahmed.	id.	185/113.443	294	Mouloudi ben Zahri.		95/113.443
256	id.		230/113.443	295	Si Abbas Zahri.		350/113.443
257	id.		980/113.443	296	Mekki bel Arbi ben Hammadi.		1.610/113.443
258	M. Garcia.		2.750/113.443	297	Abdelkadèr ben Mohammed ben Caïd.	Douar Dhamna.	215/113.443
259	Mohammed ben Mohammed ben Si Baba.		720/113.443	298	Salah ben Kaddour bel Arbi.	id	390/113.443
260	Mohammed ben Mohammed ben Tahar et consorts.	Douar Halouki.	240/113.443	299	Mohammed ben Caïd ould Caïd.	id	250/113.443
261	id.	id.	3.600/113.443	300	Mohammed ben Mohammed ben Si Baba.		2.000/113.443
262	Salah ben Mati ben Abbas.	Douar Dhamna.	185/113.443	301	Mohammed bel Yazid ould Ben Mouloudi.		895/113.443
263	Belkassem ben Maati ben Abbas.	id	275/113.443	302	Mohammed ben Ahmed ben Caïd.		650/113.443
264	Si Kaddour ben Ahmed ben Abbas.	id.	515/113.443	303	Cheikh Mohammed Smouni ben Kaddour.		1.450/113.443
265	Mati ben Abbas.	id.	505/113.443	304	Cheikh Mohammed ben Kaddour Smouni.		850/113.443
266	Mohammed et Salah ben Mohammed ben Abderrahmane.	id.	700/113.443	305	Almed ben Zahri.		760/113.443
267	Ahmed ben Hammou ben Abderrahmane.	id	360/113.443	306	Mohammed bel Arbi ould Daoudia.		840/113.443
268	Salah ben Haj bel Bsir.	id.	395/113.443	307	Caïd Kbir ould Mohammed Bouazza.		1.240/113.443
269	El Arbi ben Kaddour bel Arbi Mokadem.	id.	150/113.443	308	id.		2.210/113.443
270	Mohammed ben Mouloudi ben Kaddour ould Bel Arbi.	id	190/113.443	309	Mohammed ben Ahmed ben Caïd.		1.455/113.443
271	Salah ben Jilali ben Caïd.	id.	170/113.443	310	id.		2.720/113.443
272	Mohammed ben Caïd ould Caïd.	id.	185/113.443	311	Mohammed bel Arbi (vendu à 310).		240/113.443
273	Mohammed ben Mohammed ben Jilali.		1.400/113.443	312	Salah ben Kaddour.		900/113.443
274	Mekki bel Arbi ben Hammadi.		2.265/113.443	313	Mohammed ben Ahmed ben Caïd.		565/113.443
275	Mohammed ben M'Hamed.		300/113.443	314	Salah ben Kaddour.		710/113.443
276	Ahmed bel Arbi.		320/113.443	315	Bachir ould Loukilia.		2.410/113.443
277	Mohammed ben Kbir.		170/113.443	316	Mohammed bel Arbi.		905/113.443
				317	Mouloudi ben Haddou		775/113.443
				318	Rbezouani ben Salah ben Mati.		975/113.443
				319	Cheikh ben Kassem Zahri.		320/113.443
				320	Si Obid bel Bsir.		235/113.443
				321	Mohammed bel Arbi.		360/113.443
				322	Mohammed ben Mouloudi ben Haj bel Bsir.		1.010/113.443
				323	Mohammed ben Kassem.		780/113.443
				324	Ahmed ben Kassem bel Bsir.		3.320/113.443

NUMERO des parcelles	PROPRIÉTAIRES	ADRESSE	DROITS D'EAU reconnus en fonction du débit
325	Cheikh ben Kassem Zahri.		840/113.443
326	Ahmed ben Zahri.		505/113.443
327	Mohammed bel Arbi.		3.500/113.443
328	Mohammed bel Bsir.		1.500/113.443
329	Mohammed ben Kassem.		370/113.443
330	Jilali ben Haj.		780/113.443
337	Mohammed ben Mohammed ben Jilali.		785/113.443

(1) Tout le débit nécessaire à l'alimentation de l'abreuvoir est réservé au domaine public. Le supplément du débit est attribué aux titulaires de droits reconnus.

Arrêté viziriel du 10 août 1955 (21 hija 1374)
portant classement de la mosquée dite « Djama Mouline », à Rabat.

LE GRAND VIZIR,

EN CONSEIL RESTREINT, ARRÊTE :

Vu le dahir du 21 juillet 1945 (11 chaabane 1364) relatif à la conservation des monuments historiques et des sites, des inscriptions, des objets d'art et d'antiquité, et à la protection des villes anciennes et des architectures régionales ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 septembre 1954 (9 moharrem 1374) ordonnant une enquête en vue du classement de la mosquée dite « Djama Mouline », à Rabat ;

Vu les résultats de l'enquête,

ARTICLE PREMIER. — Sont classés la mosquée dite « Djama Mouline », à Rabat, et le jardin qui l'entoure, tels qu'ils sont définis par l'arrêté viziriel susvisé du 8 septembre 1954 (9 moharrem 1374) et le plan y annexé.

ART. 2. — La mosquée et le jardin attenants sont soumis aux servitudes définies par l'arrêté viziriel susvisé du 8 septembre 1954 (9 moharrem 1374).

Fait à Rabat, le 21 hija 1374 (10 août 1955).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 septembre 1955.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

F. DE PANAFIEU.

Références :

Dahir du 21-7-1945 (B.O. n° 1713, du 24-8-1945) ;
Arrêté viziriel du 8-9-1954 (B.O. n° 2190, du 15-10-1954).

Arrêté du secrétaire général du Protectorat
du 5 septembre 1955
portant création du comité de gestion du silo de Safi.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales et les textes qui l'ont modifié ou complété, notamment le dahir du 1^{er} juin 1948 ;

Vu l'avis émis par le conseil d'administration de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales, dans ses séances du 18 juin 1951 et du 3 mars 1955,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La gestion du silo portuaire de Safi est assurée par l'Office chérifien interprofessionnel des céréales assisté d'un comité consultatif.

ART. 2. — La composition de ce comité est la suivante :

Le directeur de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales, président ;

Quatre délégués des représentations professionnelles siégeant au conseil d'administration de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales :

le président de la chambre française mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie de Safi, ou son représentant ;

le président de la chambre marocaine mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie de Safi, ou son représentant ;

le président de l'Association des commerçants et exportateurs en produits du Maroc, ou son représentant ;

le président de l'Union des docks-silos coopératifs agricoles, ou son représentant ;

Le chef du service de la prévoyance à la direction de l'intérieur, agissant en qualité de représentant des sociétés coopératives agricoles marocaines et des coopératives marocaines agricoles, ou son représentant ;

Un représentant marocain des sociétés coopératives agricoles marocaines et coopératives marocaines agricoles de Safi, Marrakech et Oued-Zem, désigné par le directeur de l'intérieur ;

Un représentant de la direction de l'agriculture et des forêts (mise en valeur et génie rural) ;

Un représentant de la direction des travaux publics ;

Un représentant de l'autorité locale de contrôle.

ART. 3. — Le comité se réunit à la diligence du président, au moins une fois par an.

ART. 4. — Le président du comité peut appeler en consultation des représentants de l'administration ainsi que toutes personnes qualifiées par leur compétence.

ART. 5. — Le directeur de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 5 septembre 1955.

JEAN ROBERT.

Arrêté du directeur général de l'intérieur du 19 septembre 1955 modifiant l'arrêté du directeur de l'intérieur du 16 mai 1955 autorisant l'acquisition par la ville de Safi d'une parcelle de terrain appartenant à un particulier.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 18 septembre 1953 relatif à l'organisation municipale ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, notamment le dahir du 14 décembre 1953 ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété, notamment son article 8 modifié par l'arrêté viziriel du 16 décembre 1953 ;

Vu l'avis émis par la commission municipale mixte de Safi, au cours de sa séance du 10 mars 1955 ;

Vu l'arrêté du directeur de l'intérieur du 16 mai 1955 autorisant l'acquisition par la ville de Safi d'une parcelle de terrain bâti appartenant à un particulier,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier de l'arrêté du directeur de l'intérieur du 16 mai 1955 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Est autorisée l'acquisition par la ville de « Safi d'un immeuble bâti d'une superficie de deux mille mètres carrés (2.000 m²) environ, dépendant d'une propriété non imma-triculée, dénommée « Fondouk Socheb », appartenant à M. David « Sebag, tel qu'il est figuré par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté. »

Rabat, le 19 septembre 1955.

Pour le directeur de l'intérieur,
Le directeur adjoint,
CAPITANT.

Arrêté du directeur général de l'intérieur du 19 septembre 1955 approuvant une délibération de la commission municipale de Casablanca du 23 décembre 1954 autorisant l'acquisition par la ville d'une parcelle de terrain appartenant à l'administration des Habous.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 18 septembre 1953 relatif à l'organisation municipale ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, notamment le dahir du 14 décembre 1953 ;

Vu le dahir du 1^{er} juin 1922 relatif au statut municipal de la ville de Casablanca et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1931 déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les textes qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté viziriel du 16 décembre 1953 ;

Vu la délibération de la commission municipale de Casablanca, en sa séance plénière du 23 décembre 1954 ;

Après avis du directeur des affaires chérifiennes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération de la commission municipale de Casablanca du 23 décembre 1954 autorisant l'acquisition par cette ville d'une parcelle de terrain d'une superficie de mille quatre cent soixante-dix-huit mètres carrés (1.478 m²), dite « Cimetière du Cholba », sise à Sidi-Othman, et appartenant à l'administration des Habous.

ART. 2. — Cette acquisition sera réalisée au prix de six cents francs (600 fr.) le mètre carré, soit pour la somme globale de huit cent quatre-vingt-six mille huit cents francs (886.800 fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Casablanca sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 19 septembre 1955.

Pour le directeur de l'intérieur,
Le directeur adjoint,
CAPITANT.

Arrêté du directeur général de l'intérieur du 19 septembre 1955 approuvant les délibérations de la commission municipale de Casablanca des 12 octobre 1954 et 28 avril 1955 autorisant la ville à acquérir deux parcelles de terrain appartenant à des particuliers.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 18 septembre 1953 relatif à l'organisation municipale ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, notamment le dahir du 14 décembre 1953 ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété, notamment son article 8, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 16 décembre 1953 ;

Vu le dahir du 1^{er} juin 1922 relatif au statut municipal de la ville de Casablanca et les dahirs qui l'ont complété ou modifié ;

Vu les délibérations de la commission municipale de Casablanca, en ses séances plénières des 12 octobre 1954 et 28 avril 1955,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées les délibérations de la commission municipale de Casablanca des 12 octobre 1954 et 28 avril 1955 autorisant l'acquisition par la ville de Casablanca :

1^o d'une parcelle de terrain bâti d'une superficie de deux cents mètres carrés (200 m²) environ, à distraire de la propriété dite « S.I.H.M. », objet du titre foncier n° 42294 C., appartenant à la Société immobilière de l'habitat marocain, et située à Casablanca, quartier de Ben-M'Sik, telle que cette parcelle est figurée en hachuré sur le plan annexé à l'original du présent arrêté ;

2^o d'une parcelle de terrain d'une superficie de mille sept cents mètres carrés (1.700 m²) environ, à distraire de la propriété dite « Gautier », objet du titre foncier n° 33433 C., appartenant à M. Jean Gautier, et située à Casablanca, à l'angle du boulevard Claude-Perrault et de la rue Prugot, telle que cette parcelle est figurée par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Ces acquisitions seront réalisées pour la somme globale de quatre millions sept cent vingt mille six cent cinquante francs (4.720.650 fr.) pour la propriété dite « S.I.H.M. », objet du titre foncier n° 42294 C., et pour celle de sept millions six cent cinquante mille francs (7.650.000 fr.) pour la propriété dite « Gautier », objet du titre foncier n° 33433 C.

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Casablanca sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 19 septembre 1955.

Pour le directeur de l'intérieur,
Le directeur adjoint,
CAPITANT.

Arrêté du directeur général de l'intérieur du 19 septembre 1955 approuvant la délibération de la commission municipale de Casablanca du 6 juin 1955, autorisant la ville de Casablanca à acquérir une parcelle de terrain appartenant à un particulier.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 relatif à l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont complété et modifié, notamment le dahir du 18 septembre 1953 ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, notamment le dahir du 14 décembre 1953 ;

Vu le dahir du 1^{er} juin 1922 relatif au statut municipal de la ville de Casablanca et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté viziriel du 16 décembre 1953 ;

Vu la délibération de la commission municipale de Casablanca, en sa séance plénière du 6 juin 1955,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération de la commission municipale de Casablanca du 6 juin 1955, autorisant l'acqui-

tion par la ville de Casablanca d'une parcelle de terrain appartenant à M. Hadj Ali el Houari, d'une superficie totale de mille deux cent treize mètres carrés (1.213 m²) environ, située à Casablanca, place Heintz, à distraire de la propriété dite « Foncière VII », objet du titre foncier n° 9307 C., telle que cette parcelle est figurée par une teinte rouge sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Cette acquisition sera réalisée au prix de trois mille francs (3.000 fr.) le mètre carré, soit pour la somme globale de trois millions six cent trente-neuf mille francs (3.639.000 fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Casablanca sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 19 septembre 1955.

Pour le directeur de l'intérieur,
Le directeur adjoint,

CAPITANT.

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 14 septembre 1955 une enquête publique est ouverte du 3 au 14 octobre 1955, dans la circonscription de contrôle civil de Rabat-Banlieue, à Rabat, sur le

projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de M. Boulrier Antoine, demeurant à Bouznika.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Rabat-Banlieue, à Rabat.

*
*
*

Par arrêté du directeur des travaux publics du 19 septembre 1955 une enquête publique est ouverte du 10 au 21 octobre 1955, dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Salé, à Salé, sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de la Société agricole du Pontet (représentée par la Société Vita, domiciliée au P.K. 11 + 500 de la route principale n° 2.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Salé, à Salé.

Rejet d'une demande de renouvellement de permis de recherche.

Par décision du chef du service des mines du 13 septembre 1955 est rejetée la demande de renouvellement des permis de recherche n°s 10.732, 10.733, 10.734, 10.736, 10.737, 10.738, 10.739 et 10.744, appartenant à la Compagnie minière du djebel Sarhro-Sud.

Ces permis sont annulés à la date du présent *Bulletin officiel*.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS.

Instruction résidentielle n° 69 du 21 septembre 1955 relative à la rémunération des personnels de l'État, des municipalités, des Offices et des établissements publics rappelés sous les drapeaux ou convoqués pour effectuer une période militaire.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

à

Messieurs les directeurs, chefs d'administration,
Messieurs les chefs de la cour d'appel,
Monsieur le trésorier général du Maroc.

En application des décrets des 19 et 25 août 1955, des fonctionnaires et agents des administrations publiques, des municipalités, des Offices et des établissements publics ont été ou seront rappelés sous les drapeaux pour une durée indéterminée.

Aussi, la question a-t-elle été posée de savoir dans quelles conditions devait être réglée la situation de ces personnels au point de vue de leur rémunération.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les intéressés devront être soumis aux dispositions suivantes qui sont inspirées des règles appliquées en la matière par la métropole, et adaptées aux directives suivies par l'autorité militaire sur le plan de la solde.

La présente instruction précise, par la même occasion, les modalités de rémunération à observer à l'égard des fonctionnaires et agents convoqués en temps normal pour accomplir une période militaire d'exercice ou de manœuvre.

TITRE PREMIER.

CHAMP D'APPLICATION DE L'INSTRUCTION.

1° Le régime de rémunération prévu ci-dessous s'appliquera, d'une façon générale, aux fonctionnaires titulaires et stagiaires des

administrations de l'État et des collectivités publiques, appartenant par leur classe de recrutement à la disponibilité ou à la réserve, et convoqués sous les drapeaux, soit en exécution des décrets susvisés, soit pour effectuer une période d'instruction militaire.

Bénéficieront également des mêmes dispositions les agents non titulaires, quel que soit leur mode de rémunération, qui, à la date de leur rappel sous les drapeaux, seront effectivement en fonction et justifieront de six mois de services continus dans l'administration dont ils relèvent.

Les agents titulaires ou non des Offices et établissements publics seront assujettis aux mêmes règles.

2° Les avantages accordés par les présentes dispositions ne pourront, en revanche, être étendus en aucun cas aux jeunes recrues appelées sous les drapeaux pour satisfaire aux obligations légales d'activité de leur classe de recrutement, ni aux militaires ayant contracté un engagement ou un rengagement au-delà de la durée légale du service actif. Ils ne pourront pas non plus être consentis aux jeunes gens maintenus sous les drapeaux à l'expiration de leur service militaire légal, même en cas de rappel au cours d'une permission « libérable ».

TITRE II.

RÉGIME DE RÉMUNÉRATION DES PERSONNELS RAPPELÉS OU CONVOQUÉS D'OFFICE.

Les personnels visés au titre premier ci-dessus, qui sont rappelés ou convoqués d'office sous les drapeaux en vertu des prescriptions des décrets des 19 et 25 août 1955 ou pour effectuer une période obligatoire d'exercice, continueront de percevoir de leur administration ou service la rémunération nette afférente à leur emploi civil et déterminée comme suit :

La rémunération à maintenir comprendra : le traitement indiciaire ou salaire, la majoration marocaine s'il y échet, toutes les indemnités accessoires à caractère général, les indemnités familiales et, éventuellement, les indemnités spéciales allouées dans les zones tangéroises et d'influence espagnole.

Seront exclues des émoluments à servir aux agents en cause :

les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais ;

les indemnités et primes permanentes ou occasionnelles qui sont propres au cadre d'origine et dont l'attribution est liée à l'exercice effectif des fonctions ; il s'agit, notamment, des primes et indemnités destinées à tenir compte des risques ou responsabilités encourus, des sujétions imposées, du rendement, de travaux supplémentaires ou extraordinaires et, plus généralement, des conditions particulières d'exécution du service.

Par exception, toutefois, aux dispositions de l'alinéa précédent, il conviendra de verser :

les indemnités représentatives de logement ;

les primes ou indemnités rémunérant des connaissances spéciales, telles que les primes d'arabe ou de berbère ;

les indemnités d'entretien de monture, lorsque celle-ci aura été conservée ;

la prime de naissance.

Il va sans dire qu'il y aura lieu d'opérer sur les émoluments ainsi définis les retenues réglementaires pour le service des pensions, au titre du loyer, des cotisations mutualistes et des prélèvements fiscaux.

En outre, toute mesure générale de revalorisation des traitements et indemnités, ainsi que toute mesure particulière affectant la situation individuelle des intéressés, entraîneront une révision corrélative de la rémunération allouée.

TITRE III.

RÉGIME DE RÉMUNÉRATION DES PERSONNELS RAPPELÉS OU CONVOQUÉS SUR LEUR DEMANDE.

Les personnels visés au titre premier ci-dessus, qui seront, sur leur demande, rappelés sous les drapeaux ou convoqués pour l'accomplissement d'une période d'exercice, devront obligatoirement opter :

soit pour la rémunération nette attachée à leur emploi civil et calculée suivant les modalités indiquées au titre II ci-dessus ;

soit pour l'intégralité de la rémunération militaire nette afférente au grade détenu dans les réserves.

En cas d'option pour la rémunération de l'emploi civil, celle-ci continuera, pendant toute la durée de la présence sous les drapeaux, d'être mandatée par l'administration d'origine. Dans cette hypothèse, l'administration militaire ne versera aucune allocation de solde, sauf les indemnités réglementaires allouées en cas de déplacement temporaire effectué au cours de la période d'exercice.

En cas d'option pour la solde militaire, les émoluments attachés à l'emploi civil cesseront d'être mandatés aux agents en cause durant la période volontaire passée sous les drapeaux. Si la durée de cette période dépasse trente jours, les intéressés verseront eux-mêmes directement les cotisations mutualistes à l'organisme de prévoyance sociale auquel ils sont affiliés et, éventuellement, les redevances locatives au service des domaines ; lorsque la période n'excédera pas trente jours, il appartiendra à l'administration d'origine de régulariser, après la reprise des fonctions, les retenues relatives aux cotisations mutualistes et au logement. La situation des intéressés au regard du régime des pensions sera ultérieurement précisée.

TITRE IV.

ÉTABLISSMENT DES FICHES DE RENSEIGNEMENTS.

En vue de permettre l'application des dispositions qui précèdent et de procéder, le cas échéant, aux régularisations qui s'imposent, une fiche de renseignements conforme au modèle annexé à la présente instruction, devra, dans tous les cas, être dressée en double exemplaire.

Le recto de cette fiche sera rempli par l'administration avant le départ de l'agent convoqué, et le verso sera complété par les soins de l'autorité militaire au moment de sa libération.

Les deux exemplaires de cet état seront remis par l'administration à chacun des intéressés, qui devront les présenter à l'autorité militaire (chef de corps ou de service) dès qu'ils auront rejoint le lieu de convocation.

L'un de ces exemplaires dûment complété par l'autorité militaire sera rendu aux agents en cause, au moment de leur libération, pour être transmis à l'administration dont ils dépendent.

Tout agent ayant négligé, lors de sa reprise de fonction, de remettre le document à son chef de service, devra faire immédiatement l'objet d'un ordre de reversement dont le montant sera, le cas échéant, égal au total des sommes mandatées à son profit pour la période d'absence par l'administration civile, déduction faite toutefois des prestations familiales.

S'agissant des agents qui se trouveront déjà sous les drapeaux lors de la diffusion de la présente instruction, la fiche de renseignements les concernant sera établie dans les moindres délais et adressée aux intéressés.

TITRE V.

SITUATION ADMINISTRATIVE DES PERSONNELS RAPPELÉS OU CONVOQUÉS

SOUS LES DRAPEAUX.

En dehors de la position de disponibilité qui n'est applicable que pendant l'accomplissement du service militaire légal, les dispositions statutaires locales ne prévoient pas, pour les fonctionnaires rappelés ou convoqués ultérieurement par l'autorité militaire, la position spéciale dite « sous les drapeaux » instituée en France par le statut général de la fonction publique.

La situation administrative des fonctionnaires et agents non titulaires admis au bénéfice des dispositions ci-dessus sera, néanmoins, fixée durant leur séjour sous les drapeaux par une décision conforme au modèle ci-annexé ; cette décision devra être adressée, après visa du contrôleur des engagements de dépenses, au service chargé d'ordonner ou de mandater le traitement qui en fera parvenir une ampliation au service des pensions.

Lors de la libération des intéressés par l'autorité militaire, ils feront l'objet d'une simple décision fixant la date de leur reprise de fonctions dans leur administration d'origine.

La procédure exposée ci-dessus ne sera, bien entendu, suivie qu'à l'égard des agents qui donnent lieu normalement à une décision formelle de recrutement.

Des dispositions interviendront ultérieurement afin de préciser la situation, au point de vue de l'avancement et de la retraite, des fonctionnaires rappelés ou convoqués sur leur demande par l'armée et ayant opté pour le bénéfice de la solde militaire.

TITRE VI.

En ce qui concerne les fonctionnaires retraités, convoqués sous les drapeaux pour quelque cause que ce soit, ils pourront cumuler leur pension avec la rémunération militaire afférente à leur grade dans les limites fixées par la réglementation en vigueur, telle qu'elle résulte du *dahir* du 24 novembre 1944 et des textes qui l'ont modifié ou complété.

A cet effet, il appartiendra aux intéressés de signaler leur situation au comptable payeur de la pension.

Les prescriptions de la présente instruction auront effet à compter du 16 août 1955.

Les chefs d'administration voudront bien faire diligence pour prendre et communiquer aux services ordonnateurs les décisions nécessaires à la régularisation de la situation des personnels déjà rappelés sous les drapeaux, sans omettre l'établissement des fiches de renseignements destinées aux autorités militaires.

Il convient d'ajouter qu'en raison des difficultés budgétaires actuelles et du nombre encore restreint des fonctionnaires et agents rappelés sous les drapeaux, le remplacement éventuel de ce personnel ne pourra en aucun cas justifier des demandes d'ouverture de crédits supplémentaires.

Il appartiendra aux chefs d'administration d'assurer le fonctionnement de leurs services par une utilisation rationnelle des personnels demeurés en fonction en procédant, le cas échéant, aux mouvements qui s'avèreraient nécessaires et à un plus large échelonnement des congés.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le préfet,
secrétaire général du Protectorat,

GABRIEL ÉRIAU.

ETAT DE RENSEIGNEMENTS (1)

Concernant M. (nom et prénoms)
 exerçant l'emploi de
 à (indication de l'administration publique avec l'adresse complète)
 rappelé sous les drapeaux en vertu de l'ordre de convocation n° en date du à compter du

SITUATION DE FAMILLE	
Nombre d'enfants au titre desquels l'administration verse des indemnités à caractère familial au fonctionnaire	(a)
Date de naissance de chacun des enfants à la charge du fonctionnaire	
Personne qui reçoit les indemnités à caractère familial (b)	

(a) En lettres.
 (b) Personne autre que le fonctionnaire entre les mains de laquelle est effectué, le cas échéant, le paiement des indemnités à caractère familial.

A, le 19.....
 (Signature et cachet de l'administration.)

(1) Le recto de cet état est rempli par le chef de service chargé d'administrer l'intéressé au moment de son rappel sous les drapeaux.
 Le verso est rempli par le chef de corps ou de service chargé d'administrer l'intéressé pendant la durée de son rappel sous les drapeaux.

Le chef de corps ou de service militaire, soussigné, certifie que M. (nom, prénoms, grade) a été rappelé sous les drapeaux (1) pour effectuer :

- une période obligatoire (2) ;
- une période assimilée à une période obligatoire et entrant dans l'une des catégories définies au titre II de l'instruction interministérielle du 30 octobre 1951 (2) ;
- une période volontaire (2),

en application de (3)
 Allocations de solde payées par les soins de l'autorité militaire pendant la durée de la convocation sous les drapeaux du au inclus.

DÉSIGNATION des allocations payées	SOMMES PAYÉES pendant la période	OBSERVATIONS (4)
TOTAL.....		

A, le 19.....

(1) Indiquer le corps ou service où l'intéressé a effectué sa période, ainsi que le lieu de stationnement de ce corps ou service.
 (2) Rayer les mots inutiles.
 (3) Indiquer la référence de la décision ministérielle.
 (4) En regard des indemnités non imposables, mettre dans cette colonne « non imposable ».

DIRECTION

DECISION.

de

Le directeur de

Vu l'instruction résidentielle n° 69, du 21 septembre 1955, relative à la rémunération des personnels de l'État, des municipalités, des Offices et établissements publics rappelés ou convoqués sous les drapeaux,

Considérant que M. (nom, prénoms, grade) a été rappelé (ou convoqué) d'office (ou sur sa demande) sous les drapeaux à compter du (a).

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1955 M. (nom, prénoms, grade) est mis à la disposition de l'autorité militaire.

ART. 2. — M. conservera dans cette situation ses droits à l'avancement et à la retraite.

Il continuera à être rémunéré dans les conditions fixées par l'instruction résidentielle susvisée du 21 septembre 1955 (b) et (c).

A, le 1955.

Vu :

Le contrôleur des engagements de dépenses,

NOTA. — (a) Il conviendra de mentionner si le rappel sous les drapeaux ou la convocation pour une période militaire a lieu d'office ou sur la demande des intéressés, ce qui résultera en principe de l'ordre de rappel ou de convocation.

(b) Pour les agents non titulaires, l'article 2 de la décision les concernant ne comportera que le 2° alinéa, sauf dans le cas prévu au paragraphe (c) ci-dessous.

(c) En ce qui concerne les agents rappelés ou convoqués sur leur demande, l'article 2 de la décision sera provisoirement rédigé comme suit lorsque les intéressés n'auront pas opté avant leur départ : « Sous réserve de la faculté prévue par le titre III de l'instruction résidentielle susvisée du 21 septembre 1955, M. continuera à percevoir la rémunération attachée à sa situation administrative dans les conditions fixées par cette instruction ».

En cas d'option ultérieure pour la rémunération civile, une nouvelle décision sera prise, reproduisant les termes de l'article 2 du modèle ci-dessus.

Dans l'hypothèse où l'option serait exercée en faveur de la solde militaire, la décision modificative à intervenir stipulera que l'intéressé cesse d'être rétribué au titre de son emploi administratif. La question des droits à l'avancement et à la retraite sera réglée par la suite.

Instruction résidentielle n° 70 du 21 septembre 1955 relative à la rémunération des fonctionnaires et personnels de l'État, des municipalités, des Offices et des établissements publics faisant l'objet d'un ordre de réquisition par les autorités civiles.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

à

Messieurs les directeurs, chefs d'administration,
 Messieurs les chefs de la cour d'appel,
 Monsieur le trésorier général du Maroc,

En exécution du dahir du 11 mai 1931 sur les réquisitions à effectuer pour le maintien de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publiques, et de l'arrêté résidentiel du 1^{er} février 1955 pris pour son application, des fonctionnaires et agents des administrations publiques, des municipalités, des Offices et établissements publics ont été ou pourront faire l'objet d'un ordre de réquisition de la part des autorités civiles compétentes.

La réquisition, lorsqu'elle revêt un caractère permanent ouvre droit au profit des intéressés à une indemnité journalière dont le taux varie suivant la catégorie dans laquelle ils sont classés, et à une prime spéciale uniforme de 400 francs par jour.

La question se pose de savoir dans quelle mesure les agents requis peuvent cumuler le bénéfice de ces avantages avec les émoluments afférents à leur emploi dans l'administration.

L'objet de la présente instruction est de préciser les modalités de rémunération qu'il convient de leur appliquer.

TITRE PREMIER.

CHAMP D'APPLICATION DES DISPOSITIONS ENVISAGÉES.

Le mode de rémunération fixé ci-dessous s'appliquera, d'une façon générale, aux fonctionnaires titulaires et stagiaires des administrations de l'Etat et des collectivités publiques qui auront été requis dans les formes prescrites par l'arrêté résidentiel susvisé du 1^{er} février 1955.

Seront soumis aux mêmes dispositions les agents non titulaires, quelles que soient les modalités de leur rémunération, qui, à la date de la réquisition, se trouveront effectivement en fonction et justifieront de six mois de services continus dans l'administration dont ils relèvent.

Les agents titulaires ou non des Offices et établissements publics bénéficieront des mêmes règles.

Il va sans dire que les dispositions envisagées ne s'appliqueront qu'aux fonctionnaires et agents contraints par la réquisition de cesser totalement l'exercice de leurs fonctions et qui seront admis de ce fait au bénéfice des indemnités allouées aux personnes requises d'une manière permanente.

TITRE II.

RÉGIME DE RÉMUNÉRATION.

Les fonctionnaires et agents requis recevront, dans tous les cas, de la part de l'autorité requérante, l'indemnité journalière et la prime spéciale réglementaires.

Ils percevront, en outre, s'il y a lieu, de leur administration ou service, une indemnité différentielle correspondant à la différence constatée entre :

d'une part, la rémunération brute afférente à l'emploi administratif et déterminée conformément aux prescriptions de l'instruction résidentielle n° 69, du 21 septembre 1955 relative à la rémunération des personnels de l'Etat, des municipalités, des Offices et établissements publics rappelés ou convoqués sous les drapeaux.

d'autre part, la rétribution brute reçue de l'autorité requérante, pour la période considérée, au titre seulement de l'indemnité journalière, à l'exclusion de la prime spéciale qui, ayant un caractère représentatif de frais, sera cumulable avec l'indemnité différentielle.

L'indemnité différentielle ainsi définie subira les retenues relatives au service des pensions, aux cotisations mutualistes et, éventuellement, aux redevances locales, étant précisé que toutes ces retenues seront assises sur les émoluments normalement assujettis. Les prélèvements fiscaux à exercer sur ladite indemnité seront obtenus par la différence entre les impôts afférents à la rémunération de l'emploi administratif et ceux effectivement opérés sur la rétribution de requis.

Dans les cas où l'indemnité différentielle se révélera inexistante ou d'un montant insuffisant pour supporter les retenues autres que les impôts visés à l'alinéa précédent, ces retenues feront l'objet d'une régularisation lors du retour des intéressés dans l'administration, si la durée de leur absence n'a pas dépassé trente jours. Si la réquisition se prolonge au-delà de trente jours, les agents requis devront, dans l'hypothèse envisagée, verser eux-mêmes directement les retenues dont il s'agit aux services ou organismes créanciers, les prélèvements fiscaux étant en tout état de cause précomptés par le service ordonnateur.

Le montant de l'indemnité différentielle sera éventuellement révisé à la suite des mesures à caractère général ou individuel ayant une incidence sur les éléments de calcul.

TITRE III.

SITUATION ADMINISTRATIVE DES PERSONNELS REQUIS.

Par analogie avec les dispositions édictées en ce qui concerne les personnels rappelés sous les drapeaux, la situation administra-

tive des fonctionnaires et agents requis sera fixée, pour ceux d'entre-eux qui font normalement l'objet de décisions de recrutement, par une décision conçue suivant le modèle ci-joint ; cette décision devra être soumise au visa du contrôle des engagements de dépenses, puis adressée au service chargé d'ordonnancer ou de mandater la rémunération, qui en fera parvenir une ampliation au service des pensions.

Lors de la levée de la réquisition, une simple décision sera établie pour fixer la date de reprise du service par les intéressés.

TITRE IV.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Les agents requis devront communiquer à leur administration ou service l'ordre de réquisition qui leur a été notifié ou, à défaut, lui signaler explicitement la date de cet ordre, la qualité de l'autorité requérante, ainsi que leur affectation. Ils devront, par la suite, en vue du calcul de l'indemnité différentielle, lui faire parvenir, dès que possible, une attestation de l'autorité requérante indiquant le détail de la rétribution reçue en qualité de requis et faisant ressortir la fraction imposable (indemnité journalière) de cette rémunération, ainsi que les prélèvements fiscaux appliqués (prélèvement principal, prélèvement additionnel et taxe de compensation familiale) ; cette attestation sera transmise par l'administration d'origine au service ordonnateur du traitement.

Toute modification de la rémunération perçue à titre de requis devra faire l'objet d'une nouvelle attestation.

Il conviendra d'appeler tout particulièrement l'attention des intéressés sur la nécessité de produire dans les moindres délais les pièces justificatives exigées.

Il ne pourra être accordé aucune remise gracieuse des sommes indûment perçues que ferait apparaître la production tardive des justifications requises.

TITRE V.

SITUATION DES RETRAITÉS REQUIS.

Les fonctionnaires retraités faisant l'objet d'une réquisition en vertu du dahir susvisé du 11 mai 1931, pourront cumuler l'indemnité journalière perçue à ce titre avec leur pension dans les limites fixées par la réglementation en vigueur, telle qu'elle résulte du dahir du 24 novembre 1944 et des textes qui l'ont modifié ou complété. A cet effet, il appartiendra à l'autorité requérante de signaler à la trésorerie générale les fonctionnaires retraités qui auront été requis.

La prime spéciale qui s'ajoute à l'indemnité journalière ne sera pas comprise parmi les éléments de rémunération pris en compte pour l'application des règles restrictives de cumul.

Il est précisé que l'indemnité journalière sera soumise aux prélèvements fiscaux suivant les règles du droit commun, le taux de l'impôt étant déterminé après avoir fait masse des revenus imposables.

Les dispositions de la présente instruction prendront effet à compter du 16 août 1955.

Afin de régulariser la situation des agents requis depuis cette date, les chefs d'administration sont priés de prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour obtenir et faire parvenir au service ordonnateur, avec les décisions correspondantes, les pièces justificatives nécessaires à l'exécution des opérations comptables.

Des délais aussi larges que possible seront consentis aux intéressés pour se libérer par des versements échelonnés des sommes qu'ils auraient éventuellement perçues au-delà de leurs droits.

Il y a lieu, enfin, de préciser que les prescriptions et recommandations contenues dans le dernier alinéa de l'instruction résidentielle concernant les personnels rappelés sous les drapeaux sont également applicables à la situation créée par la réquisition de certains agents.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le préfet,
secrétaire général du Protectorat,

GABRIEL ÉRIAU.

DIRECTION
de

DÉCISION.

Le directeur de

Vu l'instruction résidentielle n° 70, du 21 septembre 1955 relative à la rémunération des personnels de l'État, des municipalités, des Offices et établissements publics faisant l'objet d'un ordre de réquisition par les autorités civiles,

Considérant que M.
(nom, prénoms, grade) a fait l'objet de l'ordre de réquisition du (date) lui enjoignant de se tenir à la disposition de (a) à compter du

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1955
M. (nom, prénoms, grade)
est mis à la disposition de (a).

ART. 2. — M.
conservera dans cette situation ses droits à l'avancement et à la retraite, sous réserve du versement des retenues réglementaires.

Il bénéficiera, s'il y a lieu, de l'indemnité différentielle prévue par l'instruction résidentielle susvisée du 21 septembre 1955 (b).

Vu :

Le Contrôleur des engagements
de dépenses,

(a) Indiquer l'autorité requérante.

(b) En ce qui concerne les agents non titulaires, seul le 2° alinéa de l'article 2 sera reproduit.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 septembre 1955 fixant le régime des examens d'aptitude aux divers emplois de mécanographes sur machines à cartes perforées.

LE PRÉFET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Commandeur de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 30 septembre 1953 portant statut des cadres de mécanographes titulaires sur machines à cartes perforées, notamment ses articles 3, 7, 9, 11 et 15 ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 13 octobre 1953 fixant le régime provisoire des examens d'aptitude pour les emplois d'opérateur et de perforateur-vérificateur mécanographes, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du 26 novembre 1954,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le certificat d'aptitude physique et technique aux fonctions de perforateur-vérificateur sur machines à cartes perforées est délivré aux candidats :

a) ayant subi avec succès un examen technique dont les épreuves sont fixées à l'article 2 ci-après ;

b) produisant une attestation datant de moins de trois mois, délivrée par un praticien de médecine générale constatant l'aptitude physique du candidat à l'exercice de la fonction ; ce certificat ne dispense pas les intéressés de la visite médicale d'admission dans les cadres prévue par l'arrêté viziriel du 15 mars 1927.

ART. 2. — Les épreuves de l'examen technique prévu à l'article premier ci-dessus sont les suivantes :

Première épreuve (épreuve pratique). — Perforation de cartes complètes pendant deux heures après un temps d'essai de quinze minutes, à partir de documents alphanumériques de bonne présentation. Ces documents doivent comporter 20 % au moins de lettres.

Rendement minima.

Vitesse :

5.000 perforations-heure sur machines électriques alphanumériques à alimentation automatique ;

7.000 perforations-heure sur machines électriques numériques ;

7.000 perforations-heure sur machines mécaniques à alimentation et éjection non automatiques.

Erreurs : 3 % du nombre de perforations.

Gâches : 5 % du nombre de cartes perforées.

Les candidats n'ayant pas satisfait à chacune des trois conditions ci-dessus ne sont pas admis à prendre part à la deuxième épreuve.

Deuxième épreuve (notée sur 20 ; durée : quinze minutes).

Interrogation orale de technologie portant sur le programme ci-après :

Principes des machines mécaniques et électriques ;

Étude détaillée des perforatrices et vérificatrices (marque de matériel au choix du candidat) ;

Alimentation et éjection ;

Les touches et le clavier, les clés et les interrupteurs ;

Les barres et cavaliers de saut ;

La reproduction des constantes ;

L'entretien des machines ;

Les principales causes de pannes ;

Le saut contrôlé et l'exploration des cartes sur les vérificatrices ;

Le travail du perforateur-vérificateur (consigne, disposition des documents) ;

Les vitesses théoriques et pratiques.

Sont déclarés admis les candidats ayant obtenu une note au moins égale à 10.

ART. 3. — Le brevet d'opérateur mécanographe sur machines à cartes perforées est délivré aux candidats ayant satisfait à un examen dont les épreuves sont fixées comme suit :

Première épreuve (notée sur 20 ; coefficient : 2 ; durée : trois heures) :

a) Pour les candidats spécialistes des marques I.B.M. ou Bull : établissement sur schéma d'un tableau de connexions de tabulatrice pour travaux courants ;

b) Pour les candidats spécialistes des machines Samas-Powers : une étude de la tabulatrice et une description des boîtes de connexions.

Deuxième épreuve (notée sur 20 ; coefficient : 1 ; durée : une heure trente). — Interrogation écrite de technologie portant sur les questions ci-après :

A. — Généralités.

Origine des machines à cartes perforées ;

Le document de base, codes et chiffrement ;

Notions techniques (cames, relais, cycles, synchronisme) ;

Les différentes marques et les différentes natures de machines à cartes perforées, dans la marque choisie ;

Les principes mécanique et électrique.

B. — Le matériel (une marque au choix du candidat).

a) Étude détaillée :

La trieuse ;

La tabulatrice ;

Les perforatrices connectées.

Les candidats devront justifier d'une parfaite connaissance de ces trois types de machines et être capables de résoudre les problèmes classiques de leur utilisation.

b) Principes de fonctionnement, possibilités, exemples d'utilisation :

Les perforatrices et vérificatrices ;

La traductrice ou interpréteuse ;

La reproductrice ;

L'interclasseuse ;

La calculatrice.

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble des deux épreuves une moyenne au moins égale à 10, sont déclarés aptes à l'exercice des fonctions d'opérateur mécanographe sur machines à cartes perforées.

ART. 4. — Les examens d'aptitude aux fonctions d'opérateur et de perforateur-vérificateur mécanographes sont ouverts à la diligence de chaque administration dotée d'un atelier mécanographique, conformément aux règles générales d'organisation et de police régissant les concours et examens qui lui sont propres.

Le jury chargé d'apprécier les résultats de ces examens comprend :

le chef de l'administration intéressée, ou son représentant, président ;

deux fonctionnaires exerçant l'emploi de chef d'atelier mécanographique, dont l'un au moins appartenant à une administration autre que celle qui organise les épreuves.

ART. 5. — Le brevet supérieur de mécanographie, mention chef opérateur, est délivré aux candidats opérateurs ayant satisfait aux épreuves suivantes :

1° *Épreuve de technicité* (notée sur 20 ; coefficient 2 ; durée : trois heures) :

a) Pour les candidats spécialistes des machines I.B.M. et Bull établissement sur schémas de tableaux de connexions ;

b) Pour les candidats spécialistes des machines Samas-Powers : une épreuve de technologie.

Programme commun : étude détaillée (une marque de matériel au choix du candidat) :

Des perforatrices et vérificatrices, des tricuses, des tabultrices, des perforatrices connectées, des calculatrices, des interclasseuses, des reproductrices ;

2° *Épreuve orale* (notée sur 20) ; coefficient : 1 ; durée : une demi-heure, portant sur le programme suivant :

La création et la tenue d'un fichier et son exploitation par machines à cartes perforées ;

Notions sur l'organisation d'un atelier et contrôle du travail (les éléments de l'atelier, les relations entre ces éléments, leur coordination, la vérification des états tabulés) ;

Rôle du chef opérateur (distribution du travail et contrôle de l'exécution, tableaux de charge et d'avancement du travail). Fiches de pannes et d'entretien du matériel.

Les candidats ayant obtenu pour l'ensemble des deux épreuves une moyenne générale au moins égale à 10 sont déclarés admis.

ART. 6. — Le certificat d'aptitude à l'emploi de chef d'atelier mécanographique est délivré aux candidats, chefs opérateurs et chefs opérateurs adjoints, présentés par leur administration, ayant subi avec succès un examen dont les épreuves sont fixées ainsi qu'il suit :

1° *Épreuve écrite* (durée : quatre heures ; notée sur 20 ; coefficient : 2), portant sur l'établissement d'un projet de mécanisation d'un travail.

Programme :

Codes ;

Dessins de la carte, du document de base et des imprimés ;

Consignes particulières aux différents ateliers ;

Temps de charge, délais, prix de revient.

2° *Épreuve orale* (durée : une demi-heure ; notée sur 20 ; coefficient : 1).

Programme :

Notions sommaires sur l'utilisation des machines autres que les machines à cartes perforées ;

Rôle du chef d'atelier ;

Notions sommaires sur la gestion du personnel et les installations matérielles des ateliers ;

Les éléments du prix de revient des travaux mécanographiques ;

Les divers éléments de l'atelier, les relations entre ces éléments, leur coordination ;

Vérification des états tabulés ;

Notions élémentaires sur la normalisation des imprimés ;

Les codes officiels.

Sont admis à participer à l'épreuve orale les candidats ayant obtenu une note au moins égale à 10 à la première épreuve.

Ceux ayant obtenu pour les deux épreuves une moyenne au moins égale à 10 sont déclarés définitivement admis.

ART. 7. — Les examens relatifs au brevet supérieur de mécanographie et au certificat d'aptitude aux fonctions de chef d'atelier mécanographique sont ouverts par le secrétaire général du Protectorat pour l'ensemble des administrations disposant d'un atelier mécanographique, conformément aux règles générales d'organisation et de police régissant les concours et examens ayant lieu sous son autorité.

Le jury de ces examens est composé de trois membres désignés par le secrétaire général du Protectorat, qui pourra faire appel à cet effet à des fonctionnaires de l'administration française ou à des personnes justifiant d'une compétence éprouvée dans le domaine de la mécanographie.

ART. 8. — Pour l'application des dispositions de l'arrêté viziriel susvisé du 30 septembre 1953, sont agréés les certificats ou brevets d'opérateur mécanographe et de perforateur-vérificateur délivrés antérieurement à la date de publication du présent arrêté par :

a) le ministère de l'éducation nationale (certificat d'aptitude professionnelle aux fonctions d'opérateur et de perforateur) ;

b) l'Institut national de la statistique et des études économiques ;

c) la Compagnie des machines Bull ;

d) la Compagnie « I.B.M. — France » ;

e) la Compagnie « Cimac » (Samas-Powers) ;

f) l'école « Samac ».

ART. 9. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 13 octobre 1953 susvisé.

Rabat, le 19 septembre 1955.

GABRIEL ÉRIAU.

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2231 bis, du 2 août 1955,
page 1181.

Arrêté viziriel du 12 juillet 1955 (21 kaada 1374) fixant le classement hiérarchique des grades et emplois des autorités et personnels makhzen et des fonctionnaires des cadres accessibles aux seuls Marocains.

TABLEAU « B ».

Justice Chraa.

Greffier (adel de procédure) :

Au lieu de :

« 4° classé 220 »
« Stagiaire 180 » ;

Lire :

« 4° classe 220 »
« 5° classe 200 »
« Stagiaire 180. »

TEXTES PARTICULIERS.

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR

Arrêté résidentiel du 13 septembre 1955 fixant les taux des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires allouées aux chefs de division, attachés de contrôle et de municipalité de classe exceptionnelle de 1^{re} et 2^e classes, chefs de bureau et rédacteurs principaux de classe exceptionnelle de la direction générale de l'intérieur.

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE PIERRE BOYER DE LATOUR,
COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC,
Commandant interarmées,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 1^{er} décembre 1942 formant statut du personnel de la direction de l'intérieur et les textes qui l'ont complété ou modifié ;

Vu l'arrêté résidentiel du 16 avril 1951 formant statut des chefs de division et attachés de contrôle ;

Vu l'arrêté résidentiel du 9 juin 1951 formant statut des chefs de division et attachés de municipalité ;

Vu l'arrêté résidentiel du 20 juillet 1946 relatif à la rétribution des travaux supplémentaires accomplis par les rédacteurs, chefs de bureau et chefs de division de la direction de l'intérieur, et les arrêtés résidentiels des 27 juillet 1949, 8 septembre 1950, 31 août 1951 et 21 mars 1952,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux moyens et maxima des indemnités forfaitaires annuelles représentatives d'heures supplémentaires, fixés à l'article 4 de l'arrêté résidentiel du 20 juillet 1946, modifié par les arrêtés résidentiels susvisés des 31 août 1951 et 21 mars 1952, sont remplacés par les suivants :

	Taux maximum	Taux moyen
	Francs	Francs
« Chefs de division de classe exceptionnelle de 1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e échelons....	124.000	62.000
« Attachés de classe exceptionnelle de 1 ^{re} et de 2 ^e classe	92.000	46.000
« Chefs de bureau		
« Rédacteurs principaux de classe exceptionnelle		

(La suite sans modification.)

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet du 1^{er} janvier 1955.

Rabat, le 13 septembre 1955.

BOYER DE LATOUR.

Arrêté résidentiel du 13 septembre 1955 fixant les taux des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires allouées aux chefs de bureau d'interprétariat et interprètes principaux de la direction générale de l'intérieur.

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE PIERRE BOYER DE LATOUR,
COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC,
Commandant interarmées,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 1^{er} décembre 1942 formant statut du personnel de la direction de l'intérieur et les textes qui l'ont complété ou modifié ;

Vu l'arrêté résidentiel du 8 septembre 1950 relatif à la rétribution des travaux supplémentaires accomplis par les interprètes principaux et chefs de bureau d'interprétariat de la direction de l'intérieur, tel qu'il a été modifié par les arrêtés résidentiels des 8 janvier 1952 et 19 avril 1952 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux moyens et maxima des indemnités forfaitaires annuelles représentatives d'heures supplémentaires, fixés à l'article 4 de l'arrêté résidentiel du 8 septembre 1950, susvisé, sont remplacés par les suivants :

	Taux maximum	Taux moyen
	Francs	Francs
« Chefs de bureau d'interprétariat des 4 classes supérieures.....	124.000	62.000
« Chefs de bureau d'interprétariat des 2 classes inférieures et interprètes principaux	92.000	46.000

(La suite sans modification.)

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet du 1^{er} janvier 1955.

Rabat, le 13 septembre 1955.

BOYER DE LATOUR.

Arrêté résidentiel du 13 septembre 1955 fixant les taux des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires allouées aux secrétaires administratifs de contrôle et de municipalité de la direction générale de l'intérieur.

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE PIERRE BOYER DE LATOUR,
COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC,
Commandant interarmées,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 1^{er} décembre 1942 formant statut du personnel de la direction des affaires politiques et les textes qui l'ont complété ou modifié ;

Vu l'arrêté résidentiel du 20 juillet 1951 formant statut des secrétaires administratifs de contrôle ;

Vu l'arrêté résidentiel du 20 juillet 1951 formant statut des secrétaires administratifs de municipalité ;

Vu l'arrêté résidentiel du 11 septembre 1952 relatif à la rétribution des travaux supplémentaires accomplis par les secrétaires administratifs de contrôle et de municipalité de la direction de l'intérieur,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux moyens et maxima des indemnités forfaitaires annuelles représentatives d'heures supplémentaires, fixés à l'article 4 de l'arrêté résidentiel du 11 septembre 1951 susvisé, sont remplacés par les suivants :

	Taux maximum	Taux moyen
	Francs	Francs
« Secrétaires administratifs de contrôle et de municipalité de classe exceptionnelle (1 ^{er} et 2 ^e échelons).....	92.000	46.000

(La suite sans modification.)

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet du 1^{er} janvier 1955.

Rabat, le 13 septembre 1955.

BOYER DE LATOUR.

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 12 septembre 1955 portant ouverture d'un examen révisionnel en vue de maintenir à titre définitif, à leurs titulaires, le bénéfice des primes d'arabe accordées à la suite de l'examen du 10 novembre 1953.

LE DIRECTEUR DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 17 juin 1932 réglementant les conditions d'attribution et fixant les taux des primes de langue arabe et de

dialectes berbères, tel qu'il a été modifié par les arrêtés viziriels des 25 août 1952 et 23 février 1953, et notamment ses articles 21, 22, 23 et 24 ;

Vu l'arrêté du directeur des services de sécurité publique du 6 octobre 1953 portant ouverture à la date du 10 novembre 1953 d'un examen en vue de l'attribution des primes d'arabe réservées à certains agents dépendant de la direction des services de sécurité publique ;

Vu la décision directoriale du 9 janvier 1954 arrêtant la liste définitive des candidats ayant satisfait aux épreuves de l'examen susvisé du 10 novembre 1953,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le 9 novembre 1955 s'ouvrira, à Rabat, un examen révisionnel en vue de maintenir à titre définitif, à leurs titulaires, le bénéfice des primes d'arabe des 1^{er} et 2^e degrés accordées à la suite de l'examen susvisé du 10 novembre 1953.

ART. 2. — Pourront se présenter à cet examen les fonctionnaires de la direction des services de sécurité publique ayant satisfait aux épreuves de l'examen précité du 10 novembre 1953.

ART. 3. — Pourront participer également à ces épreuves et prétendre aux mêmes avantages en cas de succès, ceux qui ont échoué à l'examen révisionnel du 12 mai 1955 ou qui ont été empêchés de s'y présenter pour des motifs impérieux de service ou à la suite d'un cas de force majeure.

Rabat, le 12 septembre 1955.

P.-L. PETITJEAN.

Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 12 septembre 1955 portant ouverture d'un examen en vue de l'attribution des primes d'arabe réservées à certains agents dépendant de la direction des services de sécurité publique.

LE DIRECTEUR DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 17 juin 1932 réglementant les conditions d'attribution et fixant les taux des primes de langue arabe et de dialectes berbères, et notamment ses articles 21, 22, 23 et 24, tel qu'il a été modifié par les arrêtés viziriels des 25 août 1952 et 23 février 1953 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert le 7 novembre 1955, à Rabat, un examen en vue de l'attribution des primes d'arabe des 1^{er} et 2^e degrés prévus aux alinéas 1 et 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 17 juin 1932.

ART. 2. — Peuvent seuls se présenter à cet examen, sous réserve des dispositions de l'article 26 de l'arrêté viziriel du 17 juin 1932, les fonctionnaires et agents français dépendant de la direction des services de sécurité publique (police et administration pénitentiaire).

ART. 3. — Les épreuves sont fixées par l'arrêté viziriel du 17 juin 1932 précité, tel qu'il a été modifié par un arrêté viziriel du 23 février 1953 (*Bulletin officiel* du Protectorat n° 2106, du 6 mars 1953).

ART. 4. — Les demandes de participation à l'examen devront parvenir par la voie hiérarchique à la direction des services de sécurité publique (service du personnel), au plus tard, le 30 octobre 1955, date de clôture du registre des inscriptions, faute de quoi elles ne seront pas prises en considération.

Les candidats mentionneront sur leur demande la nature des épreuves qu'ils désirent subir (1^{er} ou 2^e degré).

Rabat, le 12 septembre 1955.

P.-L. PETITJEAN.

DIRECTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
ET DES MINES

Arrêté du directeur de la production industrielle et des mines du 9 septembre 1955 portant réglementation sur l'organisation et la police des concours et examens organisés par la direction de la production industrielle et des mines.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
ET DES MINES,

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions d'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat, tel qu'il a été modifié ou complété par le dahir du 8 mars 1950 ;

Vu l'arrêté directorial du 13 juillet 1949 portant réglementation des conditions des concours pour les emplois de chimiste et de préparateur du laboratoire de la division des mines et de la géologie ;

Vu l'arrêté directorial du 2 août 1949 portant réglementation sur la police des concours et examens organisés par la direction de la production industrielle et des mines ;

Vu le dahir du 23 janvier 1951 sur les emplois réservés dans les administrations publiques ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 novembre 1951 relatif au statut du personnel de la direction de la production industrielle et des mines,

ARRÊTE :

TITRE PREMIER.

ORGANISATION DES CONCOURS ET EXAMENS.

ARTICLE PREMIER. — Les conditions d'organisation et de police communes aux concours et examens organisés par la direction de la production industrielle et des mines sont réglementées par les dispositions du présent arrêté.

ART. 2. — Les concours et examens sont ouverts par le directeur de la production industrielle et des mines lorsque les besoins du service l'exigent.

Un arrêté directorial fixe pour chaque session de concours ou d'examens :

La date du concours ou de l'examen ;

Le nombre total des emplois à pourvoir ;

Le nombre des places réservées, le cas échéant, aux bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951 et à ceux du dahir du 14 mars 1939 ;

Cet arrêté est publié au moins trois mois à l'avance au *Bulletin officiel* du Protectorat.

Les concours et examens ont lieu en principe exclusivement à Rabat et les demandes des candidats doivent parvenir au directeur de la production industrielle et des mines, au minimum un mois avant la date fixée pour le commencement des épreuves.

Le nombre total des emplois mis au concours ou à l'examen peuvent, sur le vu des résultats et sur la proposition du jury, être augmenté par le directeur de la production industrielle et des mines qui établit une liste d'aptitude portant sur un nombre de candidats supérieur au nombre des emplois mis au concours sans pouvoir dépasser, toutefois, la moitié de ce dernier nombre.

La décision à prendre sur ce point doit intervenir avant la publication de la liste définitive des candidats reçus. Les candidats portés en excédent sur la liste d'aptitude pourront, jusqu'aux concours suivants, être nommé dans un emploi du cadre pour lequel ils ont concouru, devenu vacant.

ART. 3. — Les demandes des candidats doivent être accompagnées de :

1° extrait acte de naissance sur papier timbré ;

2° le cas échéant, un état signalétique et des services militaires ou un certificat de position militaire ;

3° original ou copie conforme des diplômes ou des certificats exigés ;

4° certificat médical, dûment légalisé, constatant l'aptitude physique du candidat à servir au Maroc, dans l'emploi pour lequel le concours est ouvert et précisant qu'il est indemne de toutes affections tuberculeuse, cancéreuse ou mentale. Ce certificat ne dispense pas les candidats, avant leur nomination, de la contre-visite médicale prescrite par l'arrêté viziriel du 15 mars 1927 ;

5° extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ou une pièce en tenant lieu ;

6° un engagement du candidat d'accepter toute affectation qui lui serait assignée ;

7° le cas échéant, une note faisant connaître les titres du candidats, les emplois remplis, les travaux effectués, etc. ;

8° toutes pièces justifiant de la qualité de bénéficiaire du dahir du 23 janvier 1951 sur les emplois réservés, pour les candidats qui demandent à concourir à ce titre.

Le tout sans préjudice des pièces spéciales dont l'exigence serait prévue par des règlements particuliers ou par les dispositions spéciales à chaque concours ou examen.

Les candidats qui sont déjà fonctionnaires d'une administration du Protectorat ne devront produire que l'engagement d'accepter toute affectation qui leur serait assignée et éventuellement les pièces justificatives leur permettant de concourir au titre du dahir du 23 janvier 1951.

ART. 4. — Nul ne peut être admis à prendre part au concours ou à l'examen :

1° s'il n'est Français, jouissant de ses droits civils, ou Marocain ;

2° s'il ne remplit pas les conditions d'âge fixées par l'article 6 de l'arrêté viziriel du 22 novembre 1951 relatif au statut du personnel de la direction de la production industrielle et des mines, telles qu'elles ont été modifiées par les arrêtés viziriels des 18 août 1954 et 23 juin 1955 ;

3° s'il n'est pas reconnu physiquement apte à servir au Maroc ;

4° s'il n'a pas été autorisé par le directeur de la production industrielle et des mines à prendre part au concours ou à l'examen.

Les sujets marocains devront, au préalable, être autorisés par le Grand Vizir à faire acte de candidature et admis par lui à participer au concours au titre des emplois qui leurs sont réservés en vertu du dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat et le régime qui leur sera appliqué dans le classement au concours ou examen.

ART. 5. — Les épreuves écrites ont lieu sous la surveillance d'une commission de surveillance et selon les règles qui sont énumérées au titre II du présent arrêté.

ART. 6. — Les compositions et dessins ne doivent porter ni nom, ni signature, ni aucune mention permettant à elle seule d'en reconnaître l'auteur. Le candidat inscrit en tête de chacune des compositions une devise et un nombre de cinq chiffres à son choix. Les devises et nombres inscrits en tête des épreuves écrites d'admission seront différentes de ceux choisis pour les épreuves d'admissibilité, quand le concours ou l'examen en comporte.

Chaque candidat reporte cette devise et ce nombre sur un bulletin qui porte ses nom, prénoms et sa signature. Ce bulletin est remis sous pli cacheté au surveillant de l'épreuve en même temps que la première composition écrite d'admissibilité et que la première composition écrite des épreuves d'admission.

L'inobservation des prescriptions qui précèdent entraîne l'élimination des candidats.

Chaque commission de surveillance réunit sous pli cacheté les enveloppes contenant les devises ; elle réunit également sous pli cacheté à la fin de chaque séance, les compositions remises par les candidats. Ces plis sont adressés au directeur de la production industrielle et des mines avec un procès-verbal constatant les opérations et, le cas échéant, les incidents auxquelles elles ont donné lieu.

ART. 7. — Un jury de concours unique corrige les épreuves d'admissibilité et d'admission et fait subir les épreuves orales et pratiques dans les conditions énumérées au titre III du présent arrêté et celles prévues par les arrêtés particuliers.

ART. 8. — Il est ensuite procédé de la manière suivante pour le classement définitif :

Sur une liste A est inscrit un nombre de candidats égal au nombre des emplois mis en compétition, les candidats étant classés d'après les points qu'ils ont obtenus, à quelques catégories qu'ils appartiennent.

Sur une liste B sont inscrits les noms des candidats reconnus susceptibles de bénéficier des emplois réservés au titre du dahir du 23 janvier 1951 dans la limite des emplois qui leur sont réservés.

Sur la liste C sont inscrits les noms des candidats marocains dans la limite des emplois à eux réservés au titre des dahirs du 14 mars 1939 et du 8 mars 1950. Dans le cas où certains de ces candidats pourraient se prévaloir du dahir du 23 janvier 1951, les intéressés sont appelés à remplacer les derniers candidats de cette liste dans la proportion réservée applicable à l'emploi considéré et calculé d'après le nombre d'emplois pouvant figurer sur la liste C.

Dans le cas où tous les candidats des listes B et C figureraient sur la liste A, celle-ci devient la liste définitive, chaque candidat conservant son numéro de classement.

Dans le cas contraire, les candidats inscrits sur les listes B et C sont appelés à remplacer les derniers candidats de la liste A, de manière que la liste définitive comprenne, dans les conditions ci-dessus, autant de candidats bénéficiaires des emplois réservés qu'il y a d'emplois réservés. Les bénéficiaires d'emplois réservés au titre du dahir du 23 janvier 1951 sont alors classés entre eux, conformément aux dispositions de ce texte.

Si les résultats de l'examen laissent disponible une partie des emplois réservés aux anciens combattants et victimes de la guerre, ceux-ci sont attribués aux autres candidats classés en rang utile. Les emplois réservés aux sujets marocains et non attribués, continuent à être réservés par application du dahir du 8 mars 1950 à moins de décision contraire prise par arrêté du Grand Vizir et sur la proposition du secrétaire général du Protectorat.

ART. 9. — Le directeur de la production industrielle et des mines arrête la liste nominative des candidats admis définitivement.

ART. 10. — Les réclamations contre les opérations du jury sont portées devant le directeur de la production industrielle et des mines qui statue définitivement.

TITRE II.

COMMISSION DE SURVEILLANCE ET POLICE DES CONCOURS ET EXAMENS.

ART. 11. — Les membres des commissions de surveillance des concours et examens sont désignés par le directeur de la production industrielle et des mines pour les centres du Maroc où ces concours et examens sont ouverts. Dans le cas où des centres seraient ouverts à l'extérieur du Maroc ils sont désignés par les directeurs des Offices du Maroc dans les centres métropolitains, par le secrétaire général du Gouvernement de l'Algérie pour les centres algériens et par la Résidence générale de Tunisie pour les centres tunisiens. Ces membres sont au nombre de trois, dont un président.

ART. 12. — Les sujets des compositions sont placés dans des enveloppes cachetées et sont envoyés sous pli recommandé aux autorités dont dépendent les membres des commissions de surveillance de chaque centre.

ART. 13. — L'heure d'ouverture de chaque séance et la durée de chaque épreuve sont indiquées sur les sujets de compositions et sur les enveloppes qui les contiennent.

ART. 14. — Ces enveloppes ne sont ouvertes qu'au jour et à l'heure prévus pour la composition et en présence des candidats. Les textes des compositions sont dictés.

ART. 15. — Si un candidat, non porté sur la liste, déclare être inscrit sur la liste d'un autre centre, il est autorisé à composer conditionnellement, sous réserve de vérification ultérieure, et il en est fait mention au procès-verbal de la séance.

ART. 16. — Tout candidat arrivé après le commencement effectif des épreuves ne peut être admis à concourir. Cette circonstance est relatée au procès-verbal.

ART. 17. — Il est interdit aux candidats d'apporter soit des notes manuscrites, soit des livres d'aucune sorte (excepté, le cas

échéant, les ouvrages autorisés qui sont vérifiés par les membres de la commission de surveillance).

Les candidats qui ont apporté par mégarde, des papiers ou des livres, doivent les déposer avant l'ouverture de la séance sous peine d'exclusion. Il est interdit aux candidats de se servir d'un papier autre que celui qui leur est distribué.

ART. 18. — Toute communication entre les candidats pendant les épreuves, fraude ou tentative de fraude, entraîne l'exclusion des coupables. Au cas de flagrant délit, ceux-ci quittent la salle.

La nullité de l'examen est prononcée par le jury et ratifiée ensuite par le directeur de la production industrielle et des mines au vu du rapport dressé et signé par les membres de la commission de surveillance.

La nullité ou l'annulation de l'examen peut être prononcée contre les complices de l'auteur principal de la fraude ou tentative de fraude.

Si la fraude n'est découverte qu'après l'examen, le directeur de la production industrielle et des mines peut prononcer l'annulation de cet examen pour le candidat et son exclusion.

L'auteur principal et ses complices peuvent être punis de l'exclusion temporaire ou définitive de tous les concours et examens, sans préjudice des peines prévues par le dahir du 11 septembre 1928 et, le cas échéant, de peines disciplinaires.

ART. 19. — Au début de la première épreuve, le président rappelle aux candidats les règles de disciplines des examens et leurs sanctions.

ART. 20. — Les membres de la commission de surveillance doivent constater la remise par le même candidat de chacune de ses épreuves.

Ils indiquent dans le procès-verbal les candidats qui ne se sont pas présentés, ceux qui se sont retirés ou qui n'ont pas remis toutes les compositions ou, enfin, tous ceux qui ont été exclus pour fraude ou tout autre cause.

TITRE III.

COMPOSITION DU JURY ET CORRECTION DES ÉPREUVES.

ART. 21. — La composition du jury (un président et deux membres au minimum) est fixée pour chaque concours et examen par arrêté du directeur de la production industrielle et des mines.

Le jury peut comprendre des correcteurs ou examinateurs choisis en dehors du personnel de la direction de la production industrielle et des mines, en raison de leur compétence particulière.

ART. 22. — Les plis cachetés contenant les épreuves sont d'abord seuls ouverts par le président du jury et remis aux correcteurs.

Chacune des épreuves est corrigée par le membre du jury désigné à cet effet.

Il est alloué à chacune des compositions une note exprimée par des chiffres variant de 0 à 20, ayant respectivement les significations suivantes :

0		nul ;
1, 2		très mal ;
3, 4, 5		mal ;
6, 7, 8		médiocre ;
9, 10, 11		passable ;
12, 13, 14		assez bien ;
15, 16, 17		bien ;
18, 19		très bien ;
20		parfait.

Le président du jury vérifie les notes et décide de la note définitive à accorder à chaque composition, puis il applique à ces notes les coefficients attribués suivant la réglementation en vigueur pour chaque concours ou examens.

Les notes une fois arrêtées, le président du jury ouvre les enveloppes qui contiennent les bulletins individuels indiquant les noms des candidats et rapproche ces noms des devises et des numéros portés en tête des compositions annotées.

ART. 23. — Si le concours ou l'examen comporte des épreuves orales, le président du jury arrête alors la liste des candidats admis à subir les épreuves orales. Les dates et heures auxquelles ces épreuves orales seront subies sont fixées par le directeur de la production industrielle et des mines.

Les candidats sont individuellement informés des résultats les concernant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée.

ART. 24. — Les épreuves orales devant être subies devant un jury unique siégeant à Rabat, les candidats admissibles aux épreuves écrites et qui résident tant au Maroc qu'en dehors du Maroc, doivent s'y rendre pour subir les épreuves orales, au jour, heure et lieu qui leurs sont indiqués.

ART. 25. — Chaque épreuve orale est subie par chaque candidat, individuellement, devant l'examineur ou le membre du jury désigné à cet effet par le président.

Cependant une ou plusieurs épreuves peuvent être subies par chaque candidat, individuellement, en présence de l'ensemble du jury, si le règlement particulier dudit concours ou examen en décide ainsi.

Tout candidat peut être rappelé devant le jury pour répondre aux questions qui pourront lui être posées sur l'un de ses exposés ou sur toute autre matière du programme.

Les notes des épreuves orales, variant de 0 à 20, sont attribuées dans les mêmes conditions que les notes des épreuves écrites et sont multipliées par les coefficients fixés par la réglementation en vigueur pour chaque concours et examen.

ART. 26. — Les opérations du jury terminées, il en est dressé un procès-verbal, signé de tous les membres du jury et les résultats du concours ou de l'examen sont affichés à la direction de la production industrielle et des mines.

ART. 27. — Les arrêtés susvisés des 13 juillet 1949 et 2 août 1949 sont abrogés. Le présent arrêté prendra effet à compter de sa date de publication au *Bulletin officiel*.

Toutefois, l'examen professionnel d'agent technique ouvert par arrêté du 8 mars 1955 reste régi par les dispositions des arrêtés directoriaux des 2 août 1949 susvisé et 14 décembre 1954, fixant les conditions et le programme de l'examen professionnel pour l'accession à l'emploi d'agent technique.

Rabat, le 9 septembre 1955.

L. EYSSAUTIER.

Arrêté du directeur de la production industrielle et des mines du 9 septembre 1955 fixant les conditions particulières et le programme des épreuves du concours direct pour le recrutement d'ingénieur adjoint de la production industrielle du Maroc.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES MINES,

Vu l'arrêté viziriel du 22 novembre 1951 relatif au statut du personnel de la direction de la production industrielle et des mines et particulièrement son article 24, 1^{er} alinéa ;

Vu l'arrêté directorial du 9 septembre 1955 portant réglementation sur l'organisation et la police des concours et examens organisés par la direction de la production industrielle et des mines,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les épreuves du concours d'ingénieur adjoint de la production industrielle, qui ont lieu en langue française, sont fixées ainsi qu'il suit :

A. — Épreuves écrites d'admissibilité.

	Temps accordé	Coefficient
Composition française	3 h	8
Première composition de mathématiques (1)	3 h	6
Seconde composition de mathématiques (2)	3 h	6
Calcul trigonométrique	1 h	2
Physique et chimie	3 h	6
Dessin graphique avec lavis	6 h	6
Croquis à main levée	2 h	4

(1) Les deux compositions de mathématiques seront combinées de manière à embrasser l'ensemble du programme, à l'exception toutefois des questions relatives à l'arithmétique, aux éléments de calcul différentiel et intégral, aux éléments de géométrie analytique et, pour la mécanique, au frottement de glissement au moment d'inertie et à l'équilibre de géométrie descriptive et une question de mécanique.

B. — *Épreuves d'admission.*

	Temps accordé	Coefficient
a) Épreuves écrites :		
Projet d'installation d'une usine	6 h	8
Électricité industrielle	3 h	3
Rapport sur une question administrative ou technique	3 h	7
Mécanique appliquée, résistance des matériaux	4 h	6
Langue vivante (thème), épreuve facultative	2 h	3
b) Épreuves orales :		
Première interrogation de mathématiques (1)	10	
Seconde interrogation de mathématiques (1)	10	
Mécanique appliquée, résistance des matériaux ..	4	
Physique et chimie	6	
Matériaux de construction	4	
Éléments de droit administratif et notions élémentaires de droit civil	4	
Pratique du service et comptabilité	4	
Arabe dialectal	6	

ART. 2. — Le programme des matières est fixé en annexe au présent arrêté.

ART. 3. — Le jury est présidé par un ingénieur principal ou subdivisionnaire de la production industrielle. Les membres sont choisis parmi les fonctionnaires de la direction de la production industrielle et des mines ayant au moins le grade d'ingénieur adjoint.

ART. 4. — Nul ne pourra être déclaré admis à subir les épreuves d'admission s'il n'a obtenu pour l'ensemble des épreuves d'admissibilité les deux tiers du maximum des points calculés compte tenu des coefficients et au moins la note 6 pour chacune des épreuves.

Le nombre de points obtenu aux épreuves d'admissibilité n'entre pas en compte dans le calcul des épreuves d'admission.

Nul ne pourra être admis à subir les épreuves orales d'admission s'il n'a obtenu pour l'ensemble des épreuves écrites d'admission les trois cinquièmes du maximum des points calculés compte tenu des coefficients (non compris l'épreuve facultative de langue vivante) et au moins la note 6 pour chacune des épreuves. L'épreuve facultative de langue vivante qui n'est pas éliminatoire n'entre en compte que pour le classement définitif des candidats et seuls sont comptés pour cette épreuve les points au-dessus de 10.

Les candidats titulaires du certificat d'arabe dialectal délivré par l'Institut des hautes études marocaines, ou d'un diplôme équivalent, seront exemptés, sur leur demande, de l'interrogation d'arabe et bénéficieront d'une majoration de 84 points qui s'ajoutera au total des épreuves d'admission.

Aucun candidat ne peut être déclaré définitivement admis s'il n'a obtenu, en y comprenant les majorations susvisées pour langue arabe, les deux tiers maximum des points calculés compte tenu des coefficients pour l'ensemble des épreuves d'admission ou s'il lui a été attribué une note inférieure à 6 dans l'une quelconque des compositions ou interrogations (à l'exclusion de l'interrogation d'arabe dialectal).

ART. 5. — Aucun candidat ne sera admis à se présenter au concours plus de trois fois.

Rabat, le 9 septembre 1955.

L. EYSSAUTIER.

(1) La première interrogation portera sur l'arithmétique, l'algèbre, les éléments de calcul différentiel et intégral, la géométrie et les éléments de géométrie analytique.

La seconde interrogation portera sur la trigonométrie, la géométrie descriptive et la mécanique.

Concours direct pour le grade d'ingénieur adjoint de la production industrielle.

ANNEXE.

PROGRAMME DES ÉPREUVES.

A. — *Épreuves d'admissibilité.*

	Temps accordé	Coefficient
Composition française	3 h	
Composition		6
Orthographe		2
Première composition de mathématiques (1)	3 h	6
Seconde composition de mathématiques (1)	3 h	6
Calcul trigonométrique	1 h	2
Physique et chimie	3 h	6
Dessin graphique avec lavis	6 h	6
Croquis à main levée	2 h	4
TOTAL des coefficients		38

B. — *Épreuves d'admission.*

a) Composition écrite et opérations sur le terrain :

Électricité industrielle	3 h	3
Rapport sur une question administrative ou technique	3 h	7
Projet d'installation d'une usine	6 h	8
Mécanique appliquée, résistance des matériaux	4 h	6
Langue vivante (thème), épreuve facultative	2 h	3
TOTAL des coefficients		27

b) Examens oraux :

Première interrogation de mathématiques (2)	10
Seconde interrogation de mathématiques (2)	10
Mécanique appliquée, résistance des matériaux	4
Physique et chimie	6
Matériaux de construction	4
Éléments de droit administratif et notions élémentaires de droit civil	4
	38
Pratique du service et comptabilité	4
Arabe dialectal	6
	10
Report	38
TOTAL	48
	38
	27
	48

TOTAUX des coefficients

(1) Les deux compositions de mathématiques seront combinées de manière à embrasser l'ensemble du programme, à l'exception toutefois des questions relatives à l'arithmétique, aux éléments de calcul différentiel et intégral, aux éléments de géométrie analytique et, pour la mécanique, au frottement de glissement au moment d'inertie et à l'équilibre de géométrie descriptive et une question de mécanique.

(2) La première interrogation portera sur l'arithmétique, l'algèbre, les éléments de calcul différentiel et intégral, la géométrie et les éléments de géométrie analytique. La seconde interrogation portera sur la trigonométrie, la géométrie descriptive et la mécanique.

PROGRAMME DES MATIÈRES.

1° Arithmétique, algèbre et éléments de calcul différentiel et intégral. Propriété des nombres premiers, plus grand commun diviseur, plus petit commun multiple. Fractions ordinaires et décimales.

Racines carrées.

Monômes et polynômes. Opérations. Divisions par $(x+a)$.

Équations du second degré à une inconnue.

Puissances. Radicaux arithmétiques, exposants fractionnaires et négatifs.

Progressions, logarithmes vulgaires. Usage des tables de logarithmes et de la règle à calcul. Définition du nombre e ; logarithmes népériens.

Intérêts simples et composés, annuités, amortissements.

Fonctions d'une variable. Variation des fonctions usuelles telles que :

$$y = xa; y = ax; y = \log x; y = ax; y = \log ax.$$

Dérivées.

Dérivée d'une somme, d'un produit, d'un quotient, d'une puissance, d'une fonction, de fonction d'une fonction inverse.

Calcul des dérivées des fonctions algébriques ou trigonométriques usuelles.

Dérivées logarithmiques.

Application des dérivées à l'étude de la variation des fonctions, représentation graphique en coordonnées rectangulaires.

Définitions de la différentielle d'une variable indépendante, de la différentielle de la fonction d'une véritable, de l'intégrale définie, de l'intégrale indéfinie.

Fonctions primitives. Intégrales des fonctions courantes.

Application de la détermination, dans des cas d'application courante, des aires, des volumes, des centres de gravité des moments d'inertie.

NOTA. — Les deux premiers et les trois derniers alinéas ne font pas partie du programme des épreuves d'admissibilité.

2° Géométrie et éléments de géométrie analytique.

Triangles, égalité, relations métriques, triangles semblables.

Quadrilatère.

Polygone.

Homothétie.

Droites et plans dans l'espace, trièdres, polyèdres.

Cônes, cylindres, sphère.

Aires, volumes.

Ellipse, hyperbole, parabole.

Sections planes d'un cône et d'un cylindre de révolution.

Équation d'une droite en coordonnées rectangulaires. Coefficients angulaires.

Points d'une droite. Angle de deux droites. Distance d'un point à une droite.

Équation d'une conique rapportée à ses axes.

Définition de la courbure, expression du rayon de courbure en coordonnées rectangulaires.

Coordonnées polaires, transformation de coordonnées polaires en coordonnées rectangulaires.

Problème inverse.

NOTA. — Les trois derniers alinéas ne font pas partie du programme des épreuves d'admissibilité.

3° Géométrie descriptive.

Méthode des projections.

Changement de plan, rabattement, rotation.

Point, droite, plan distances et angles.

Sections planes du prisme, du cylindre, de la pyramide, du cône, de la sphère et application à la détermination d'un point courant de l'intersection de ces surfaces.

Méthode des plans cotés : point, droite, plan échelle, intervalles.

4° Trigonométrie.

Lignes trigonométriques. Relations entre les lignes trigonométriques d'un arc.

Principales formules trigonométriques, équations trigonométriques simples, usage des tables.

Résolution des triangles, évaluations de leur surface.

5° Mécanique.

A. — Vecteurs.

Composition des vecteurs, moments.

Éléments de réduction d'un système de vecteurs.

B. — Cinématique.

Mouvement rectiligne, vitesses, accélérateurs.

Mouvement uniforme varié.

Mouvement vibratoire simple.

Mouvement curviligne, vitesse, accélération, composantes tangentielles et normales (mouvement circulaire uniforme).

Translation d'un corps solide, rotation autour d'un axe.

Mouvement relatif.

C. — Statique.

Forces. Représentation par vecteurs. Moment d'une force par rapport à un point, par rapport à un axe.

Forces concourantes. Théorème de Varignon, forces parallèles.

Centre de gravité, théorème de Ouldin.

Système équivalent, éléments de réduction d'un système de forces.

Équilibre d'un corps solide livré ou soumis à des liaisons simples (point fixe, axe fixe, plan fixe).

Levier.

Poulie fixe et poulie mobile.

Treuil.

Plan incliné.

Mécanismes simples envisagés au point de vue pratique.

Frottement de glissement, équilibre d'un corps pesant sur un plan incliné.

Équilibre des fils sans raideur, figure d'équilibre d'un fil pesant.

D. — Dynamique.

Masse.

Relation entre la force et l'accélération.

Travail d'une force. Théorème des forces vives, application au mouvement d'un point pesant dans le vide ou sur un plan incliné sans frottement.

Frottement de glissement.

Moments d'inertie.

Rayon de giration.

Quantité de mouvement, choc.

6° Physique.

Système légal d'unités de mesure.

Pesanteur. Mesure des poids et des masses.

Densités et poids spécifiques.

Pression atmosphérique, baromètres.

Pression des gaz, manomètres, compressibilité des gaz, machines pneumatiques, pompes hydrauliques, siphon.

Notion sur la capillarité et la viscosité, émulsions.

Chaleur, thermomètres, dilatation, calorimétrie, changements d'états.

Optique. réflexion. Lentilles et miroirs. Instruments d'optique : loupe, microscope, lunettes.

Magnétisme. Lois générales, aimants, magnétisme terrestre.

Électricité statique. Notions générales. Condensateurs.

Courant électrique. Courant continu, loi d'Ohm, courant dérivé, loi de Joule, électrolyse, piles, accumulateurs.

Courant alternatif.

Electrodynamique, aimantation par les courants, action des courants sur les courants.

Induction. Phénomènes généraux, self-induction. Courants de Foucault. Bobine de Ruhmkorff.

E. — Chimie.

Lois générales et fonctions chimiques.

Métalloïdes. Oxygène. Combustion.

Azote, acide azotique, ammoniaque. Air.

Hydrogène, eau, eau potable, analyse.

Chlore, acide sulfureux, acide sulfurique.

Charbons, essais des charbons. Composés oxygénés. Carbures d'hydrogène.

Pétroles.

Silicium. Verres. Silicates de chaux.

Métaux et principaux oxydes et sels métalliques. Potassium, sodium, calcium.

Aluminium. Argiles. Poteries.

Fer. Métallurgie du fer, de la fonte et de l'acier.

Zinc. Étain. Plomb.

Cuivre. Platine.

Fermentation alcoolique et acétique.

Notions sur les explosifs. Corps gras ; origine et extraction. Saponification.

Notions de chimie organique (carbures d'hydrogène, produits de polymérisation, résines, synthétiques, dérivés sulfonés des acides gras).

Les principaux produits de flottation.

Les minerais non métalliques ; terres activées, bentonites, zéolithe, etc.

7° Electricité industrielle.

A. — Mesures électriques. Unités. Mesures des intensités des différences de potentiel, des résistances, de la capacité de la puissance et de l'énergie.

Différents appareils de mesure.

Production industrielle des courants, machines génératrices à courant continu, à courant alternatif, monophasé, polyphasé.

B. — Distribution de l'électricité, conducteurs, lignes aériennes et souterraines, isolement, distribution du courant alternatif, transport de force.

Transformateur. Disjoncteurs. Notions sur les relais, commutateurs, redresseurs, moteurs.

Traction électrique. Lignes d'alimentation. Trolley, rail caniveau.

Électrochimie.

Éclairage. Divers modes d'éclairage.

Les concessions de production ou de distribution d'électricité au Maroc.

8° Mécanique appliquée.

Statique graphique, application à la détermination des centres de gravité, du moment statique.

Résistance à l'extension, à la compression, au cisaillement. Essais des matériaux.

Coefficient d'élasticité. Limite de sécurité.

Définition d'un appui, d'un encastrement. Flexion simple.

Moment fléchissant, effort tranchant. Cisaillement.

Dilatation, action du vent.

Poutres droites, posées sur appuis simples, encadrées à une extrémité et libres à l'autre. Lignes d'influence, application au calcul du moment fléchissant et de l'effort tranchant.

Calcul de la flèche d'une poutre droite posée sur deux appuis simples, d'une poutre encadrée à une extrémité et libre à l'autre.

Application de la statique graphique à la détermination des moments fléchissants et des efforts tranchants dans les poutres statiquement déterminées.

Systèmes articulés. Poutres triangulées. Treillis. Calcul des efforts dans les barres.

Pièces chargées de bout.

Formes diverses des fers, des poutres et des formes métalliques, assemblages, articulations, encastrement.

Hydrostatique. Pression des fluides, transmission des pressions.

Pressions sur une paroi plane, principe d'Archimède.

Hydraulique. Théorèmes de Bernoulli et de Torricelli.

Machines hydrauliques. Roues, turbines, béliers, pompes.

9° Matériaux et procédés généraux de construction.

Chaux et ciments, mortiers, bétons, béton armé, plâtre, argile, produits céramiques.

Fontes, fers, aciers à haute résistance, assemblages. Soudures à l'arc.

Goudron, bitumes, émulsions. Peintures.

10° Notions élémentaires de droit public et de droit civil.

A. — Droit public marocain.

a) Notions sur l'organisation administrative et judiciaire du Maroc. Juridictions diverses : séparation du pouvoir administratif et du pouvoir judiciaire.

b) Contentieux administratif.

c) Le budget marocain. Les ordonnateurs : ordonnateurs secondaires. Le contrôle des engagements de dépenses.

d) Le domaine public de l'État chérifien et des villes érigées en municipalités. Occupation.

e) Le dahir de l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire. Comparaison avec la législation métropolitaine.

f) Dahirs et arrêtés viziriels sur les établissements incommodes, insalubres ou dangereux.

g) Servitudes militaires et servitudes dans l'intérêt de la navigation aérienne.

h) Application des dahirs et arrêtés viziriels sur la main-d'œuvre et sa protection.

B. — 1° Droit civil français. Notions générales sur les biens, les personnes, le droit de propriété, les servitudes réelles ou personnelles et les moyens d'acquiescer la propriété.

2° Droit civil marocain. Le dahir formant code des contrats et obligations au Maroc.

Propriété foncière selon le mode indigène du Maroc. Les biens habous.

L'immatriculation foncière. Hypothèques et mainlevées d'hypothèques.

11° Pratique du service et comptabilité au Maroc.

Organisation générale de l'administration de la direction de la production industrielle et des mines du Maroc. Attributions. Personnel. Organisations des services et des bureaux. Tenue des bureaux aux divers échelons, instruction et présentation des affaires.

Comptabilité intérieure du service ; crédits, délégation de crédits et ordonnancement, engagements des dépenses.

Arrêté du directeur de la production industrielle et des mines du 9 septembre 1955 fixant les conditions particulières et le programme des épreuves du concours direct pour le recrutement de dessinateurs-cartographes de la direction de la production industrielle et des mines.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES MINES,

Vu l'arrêté viziriel du 22 novembre 1951 (21 safar 1371) relatif au statut du personnel de la direction de la production industrielle et des mines et particulièrement son article 19, 1^{er} alinéa ;

Vu l'arrêté directorial du 9 septembre 1955 portant réglementation sur l'organisation et la police des concours et examens organisés par la direction de la production industrielle et des mines,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les épreuves du concours de dessinateurs-cartographes, qui ont lieu en langue française, sont fixées ainsi qu'il suit :

	Temps accordé	Coefficient
A. — Épreuves écrites et pratiques.		
1° Une rédaction sur un sujet professionnel	2 h	4
2° Une composition d'arithmétique et d'algèbre ..	2 h	3
3° Une composition de géométrie	2 h	3
4° Une composition de géographie physique et topologie	1 h	1
5° Une copie de fragment de carte géologique en figurée	4 h	8
6° Une copie de fragment de carte géologique au 1/50.000	4 h	8
7° Un dessin de coupe géologique avec indication de réduction et d'impression	2 h	4
8° Exécution d'une planche d'écriture	3 h	4
B. — Épreuves orales.		
La projection système Lambert nord et sud Maroc, les coordonnées, les carroyages Lambert et géographiques. Méthode du rectangle parfait, ses applications. Les mesures d'angles, grades, degrés, transformations. Les nord, déclinaisons, boussoles		2
Les cartes topographiques, signes conventionnels, méthodes de représentation du terrain, différentes échelles et leur conversion métrique. Planimétrie, hydrographie, nivellement, toponymie, tectonique, et leur représentation		3
Les cartes géologiques, indices exceptionnels et légendes internationales, échelles stratigraphiques, principaux figurés, contrats, pendages-failles (1)		2
Les méthodes de restitution, réduction, impression et reproduction en noir et en couleurs, la chambre claire, son emploi, ses possibilités. Les formats d'impression en usage et leurs différentes justifications. Méthodes d'établissement des cartes ou maquettes en plusieurs couleurs, précautions à prendre		3
Arabe dialectal		2

(1) Bibliographie donnée à titre indicatif : ouvrages de Boyre (introduction à la lecture des cartes géologiques), DUBREUX (guide du géologue de terrain) et tous notes ou ouvrages pouvant être consultés sur place à la bibliothèque de la direction de la production industrielle et des mines.

ART. 2. — Le programme des matières des épreuves écrites est développé en annexe au présent arrêté.

ART. 3. — Le jury est présidé par le chef du service géologique ou par un géologue en chef. Les membres sont choisis parmi les fonctionnaires de la direction de la production industrielle et des mines ayant au moins le grade d'ingénieur adjoint.

ART. 4. — Nul ne pourra être déclaré admis à subir les examens oraux s'il n'a obtenu pour l'ensemble des épreuves écrites et pratiques les deux tiers du maximum des points calculés compte tenu des coefficients et au moins la note 6 pour chacune des épreuves.

Les candidats titulaires du certificat d'arabe dialectal délivré par l'Institut des hautes études marocaines ou d'un diplôme équivalent seront exemptés de l'interrogation d'arabe et bénéficieront d'une majoration de 28 points qui s'ajoutera au total des notes obtenues aux autres épreuves.

Aucun candidat ne peut être déclaré définitivement admis s'il n'a obtenu, en y comprenant les majorations susvisées pour langue arabe, les deux tiers du maximum des points calculés compte tenu

des coefficients pour l'ensemble des épreuves ou s'il lui a été attribué une note inférieure à 6 dans l'une quelconque des compositions ou interrogations (à l'exclusion de l'interrogation d'arabe dialectal).

ART. 5. — Aucun candidat ne sera admis à se présenter au concours plus de trois fois.

Rabat, le 9 septembre 1955.

L. EYSSAUTIER.

* * *

Programme des connaissances exigées pour les épreuves écrites.

Algèbre.

Calcul algébrique.

Équation du 1^{er} degré à une ou plusieurs inconnues.

Inéquation du 1^{er} degré.

Équation du 2^e degré à une inconnue, résolution.

Notions sommaires sur les fonctions du 1^{er} degré.

Représentation de la droite. Études de la fonction $Y = ax + b$.

Arithmétique.

Nombres entiers, nombres premiers, fractions, opérations sur les fractions.

Caractère de divisibilité.

Approximations. Rapports et proportions.

Géométrie.

Généralités sur les droites et les angles, droites parallèles, perpendiculaires, obliques.

Triangles, polygones, parallélogrammes.

Cas d'égalité des triangles.

Cercles, arcs et cercles, tangentes, positions relatives de deux cercles.

Mesure des angles.

Relations métriques dans le triangle, dans le cercle.

Polygones réguliers.

Constructions géométriques.

Géographie physique et topologie.

Origine et classification des roches.

Origine en relief. Hypothèses diverses. Action des divers mouvements au cours des époques successives.

L'évolution du relief. Érosion des eaux.

Influence de la nature des roches sur le modelé.

Les reliefs désertiques et les actions éolines.

Les reliefs volcaniques, les éruptions, les divers types de volcans, le relief littoral et l'érosion marine.

Arrêté du directeur de la production industrielle et des mines du 9 septembre 1955 fixant les conditions particulières et le programme des épreuves de l'examen professionnel pour le recrutement de dessinateurs-cartographes à la direction de la production industrielle et des mines.

LE DIRECTEUR DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES MINES,

Vu l'arrêté viziriel du 23 novembre 1951 relatif au statut du personnel de la direction de la production industrielle et des mines et particulièrement son article 19, 2^e alinéa ;

Vu l'arrêté directorial du 9 septembre 1955 portant réglementation sur l'organisation et la police des concours et examens organisés par la direction de la production industrielle et des mines,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les épreuves de l'examen professionnel de dessinateur-cartographe, qui ont lieu en langue française, sont fixées par le présent arrêté.

ART. 2. — Peuvent être admis à prendre part à l'examen les agents quel que soit leur mode de rémunération ayant au moins trois ans d'ancienneté dans un service de la direction de la production industrielle et des mines et s'étant signalés par leurs aptitudes et leur manière de servir.

Nonobstant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté directeur du 9 septembre 1955 susvisé, seuls seront exigés avec la demande d'inscription à l'examen professionnel :

L'engagement d'accepter toute résidence désignée ;

L'état signalétique et des services militaires ou à défaut une pièce officielle établissant la position du candidat au regard de l'autorité militaire (sauf si ces documents sont déjà dans le dossier de l'intéressé).

Ces différentes pièces sont remises par les candidats à leurs chefs directs.

Le dossier ainsi constitué est transmis un mois au moins avant l'examen au directeur de la production industrielle et des mines, accompagné d'un rapport du chef de service dont dépend le candidat. Ce rapport contient une appréciation détaillée des aptitudes spéciales et des services rendus par chaque candidat avec note numérique de 0 à 20.

Après vérification de la régularité des candidatures le directeur de la production industrielle et des mines fait connaître aux candidats par lettre individuelle, s'ils sont ou non admis à prendre part aux épreuves.

ART. 3. — Les épreuves de l'examen sont fixées ainsi qu'il suit :

PREMIÈRE PARTIE.		Temps accordé	Coefficient
Épreuves écrites et pratiques			
1°	Une rédaction sur un sujet professionnel	2 h	4
2°	Une composition de géométrie	2 h	3
3°	Une copie de fragment de carte géologique au 1/50.000 en couleurs	4 h	8
4°	Un dessin de coupe géologique avec indication de réduction et d'impression	2 h	4
5°	Exécution d'une planche d'écriture	3 h	4
DEUXIÈME PARTIE.			
Épreuves orales.			
1°	La projection système Lambert nord et sud Maroc. Les coordonnées, les carroyages Lambert et géographique. Méthode du rectangle parfait, ses applications. Les mesures d'angles, grades, degrés, transformations. Les nord, déclinaison, boussoles ..		2
2°	Les cartes topographiques, signes conventionnels de représentation du terrain, différentes échelles et leur conversion métrique. Planimétrie, hydrographie, nivellement, toponymie et leur représentation		3
3°	Les cartes géologiques, indices conventionnels et légende internationale, échelle stratigraphique, principaux figurés. Contacts, pendages, failles (1)		2
4°	Les méthodes de restitution, réduction, impression et reproduction en noir et en couleurs, la chambre claire, son emploi, ses possibilités. Les formats d'impression en usage et leurs différentes justifications. Méthodes d'établissement des cartes et maquettes en plusieurs couleurs, précautions à prendre ..		3
5°	Interrogation d'arabe dialectal		2

(1) Bibliographie donnée à titre indicatif : ouvrages de BOYER (introduction à la lecture des cartes géologiques), DREVUS (guide du géologue de terrain) et tous notes ou ouvrages pouvant être consultés sur place à la bibliothèque de la direction de la production industrielle et des mines à Rabat.

Le programme des connaissances exigées pour les épreuves écrites est le suivant :

Géométrie.

Généralités sur les droites et les angles. Droites parallèles, perpendiculaires, obliques.

Triangles, polygones, parallélogrammes.

Cas d'égalité des triangles.

Cercles, arcs et cercles, tangentes, positions relatives de deux cercles.

Mesures des angles.

Relations métriques dans le triangle, dans le cercle.

Polygones réguliers.

Constructions géométriques.

ART. 4. — Le jury est présidé par le chef du service géologique ou par un géologue en chef. Les membres sont choisis parmi les fonctionnaires de la direction de la production industrielle et des mines ayant au moins le grade d'ingénieur adjoint.

ART. 5. — Nul ne pourra être déclaré admis à subir les épreuves orales s'il n'a obtenu pour l'ensemble des épreuves écrites et pratiques les trois cinquièmes du maximum des points calculés compte tenu des coefficients et au moins la note 6 pour chacune des épreuves.

Les candidats titulaires du certificat d'arabe dialectal délivré par l'Institut des hautes études marocaines ou d'un diplôme équivalent seront dispensés de l'interrogation d'arabe et bénéficieront d'une majoration de 28 points qui s'ajoutera au total des points obtenus aux autres épreuves.

Aucun candidat ne peut être déclaré définitivement admis s'il n'a obtenu, en y comprenant les majorations de points susvisées pour la langue arabe, les deux tiers du maximum des points calculés compte tenu des coefficients pour l'ensemble des épreuves, ou s'il lui a été attribué une note inférieure à 6 dans l'une quelconque des compositions ou interrogations (à l'exclusion de l'interrogation d'arabe dialectal).

En outre, deux bonifications, l'une de 2 points pour chaque année de services effectifs à la direction de la production industrielle et des mines, l'autre représentée par la cote numérique professionnelle donnée par le chef de service sont ajoutées au total des points pour le classement définitif des candidats, sans que le total de ces deux bonifications puisse excéder 40 points.

ART. 6. — Aucun candidat ne sera admis à se présenter plus de trois fois.

Rabat, le 9 septembre 1955.

L. EYSSAUTIER.

DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 16 septembre 1955 relatif à l'élection des représentants du personnel de la direction de l'agriculture et des forêts dans les commissions d'avancement et les organismes disciplinaires pour les années 1956-1957.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS,

Vu l'arrêté viziriel du 30 décembre 1947 modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 13 septembre 1945 relatif à la représentation du personnel dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement ;

Vu l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1947 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel des collectivités publiques dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'élection des représentants du personnel de la direction de l'agriculture et des forêts dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement appelés à siéger en 1956 et 1957, aura lieu le samedi 3 décembre 1955.

ART. 2. — Pour l'éligibilité et pour le vote les fonctionnaires de la direction de l'agriculture et des forêts sont classés dans les cadres et grades suivants qui comportent le nombre total de représentants ci-après :

CADRES ET GRADES	NOMBRE de représentants
<i>Agriculture.</i>	
Corps des ingénieurs des services agricoles comprenant les trois grades suivants :	
ingénieurs en chef	4
ingénieurs principaux	4
ingénieurs	4
Cadre des ingénieurs des travaux agricoles (ingénieurs principaux et ingénieurs) constituant un seul grade	4
Cadre des inspecteurs de l'agriculture (inspecteurs régionaux, principaux, ordinaires et adjoints) constituant un seul grade	2
Cadre des chefs de pratique agricole et contrôleurs de la défense des végétaux constituant un seul grade	4
Cadre des moniteurs agricoles constituant un seul grade	4
Cadre des professeurs de l'école marocaine d'agriculture constituant un seul grade	2
<i>Elevage.</i>	
Corps des vétérinaires-inspecteurs comprenant les deux grades suivants :	
vétérinaires-inspecteurs en chef	2
vétérinaires-inspecteurs principaux et vétérinaires-inspecteurs de 1 ^{re} et 2 ^e classes	4
Cadre des agents d'élevage constituant un seul grade	4
<i>Laboratoires.</i>	
Cadre des chimistes comprenant les trois grades suivants :	
chimistes en chef	2
chimistes principaux	2
chimistes	2
Cadre des préparateurs constituant un seul grade ..	2
<i>Répression des fraudes.</i>	
Cadre des inspecteurs de la répression des fraudes (inspecteurs divisionnaires et inspecteurs) constituant un seul grade	---
Cadre des inspecteurs adjoints de la répression des fraudes constituant un seul grade	2
<i>Génie rural.</i>	
Corps des ingénieurs du génie rural comprenant les deux grades suivants :	
ingénieurs en chef	2
ingénieurs principaux et ingénieurs de 1 ^{re} et 2 ^e classes	2
Cadre des ingénieurs des travaux ruraux (ingénieurs et ingénieurs adjoints) constituant un seul grade	4
Cadre des conducteurs des améliorations agricoles (conducteurs principaux et conducteurs) constituant un seul grade	2
Cadre des adjoints techniques du génie rural (adjoints techniques principaux et adjoints techniques) constituant un seul grade	4

CADRES ET GRADES	NOMBRE de représentants
<i>Eaux et forêts.</i>	
Corps des ingénieurs des eaux et forêts comprenant les quatre grades suivants :	
conservateurs	2
ingénieurs principaux	2
ingénieurs de 1 ^{re} classe	2
ingénieurs de 2 ^e classe	2
Cadre des ingénieurs des travaux des eaux et forêts (ingénieurs principaux et ingénieurs de 1 ^{re} et 2 ^e classes) constituant un seul grade	2
Cadre des préposés des eaux et forêts comprenant les quatre grades suivants :	
chefs de district principaux	4
chefs de district	4
sous-chefs de district	4
agents techniques	4
Cadre des adjoints forestiers constituant un seul grade	4
<i>Conservation foncière.</i>	
Cadre des conservateurs et contrôleurs de la conservation foncière comprenant les trois grades suivants :	
conservateurs	2
conservateurs adjoints	2
contrôleurs principaux, contrôleurs et contrôleurs adjoints	4
Cadre des secrétaires de la conservation foncière constituant un seul grade	4
Cadre des interprètes comprenant les deux grades suivants:	
chefs de bureau	2
interprètes principaux et interprètes	4
Cadre des secrétaires et des commis d'interpréariat (secrétaires, interprètes, commis chefs de groupe, commis principaux et commis) constituant un seul grade	4
<i>Service topographique.</i>	
Cadre des ingénieurs topographes (ingénieurs topographes principaux et ingénieurs topographes) constituant un seul grade	2
Cadre des ingénieurs géomètres comprenant les deux grades suivants :	
ingénieurs géomètres, principaux et ingénieurs géomètres	4
ingénieurs géomètres adjoints	4
Cadre des adjoints du cadastre (adjoints principaux et adjoints) constituant un seul grade	4
Cadre des dessinateurs-calculateurs comprenant les deux grades suivants :	
chefs dessinateurs	2
dessinateurs principaux et dessinateurs	4
<i>O.C.I.C.</i>	
Cadre des inspecteurs de l'O.C.I.C. (inspecteurs principaux, inspecteurs et inspecteurs adjoints) constituant un seul grade	2
Cadre des contrôleurs de l'O.C.I.C. (contrôleurs principaux et contrôleurs) constituant un seul grade ..	2

CADRES ET GRADES	NOMBRE de représentants
<i>Cadres communs.</i>	
Cadre des commis (commis chefs de groupe, commis principaux et commis) constituant un seul grade	4
Cadre des dames secrétaires sténodactylographes, sténodactylographes, dactylographes et employées constituant un seul grade	4
Cadre des agents publics constituant un seul grade.	4

ART. 3. — Il sera établi des listes distinctes pour chacun des cadres indiqués ci-dessus.

Les listes comporteront obligatoirement, pour chacun des grades où elles entendent être représentées, autant de candidats que le grade compte de représentants.

Elles devront mentionner le nom du candidat habilité à les représenter dans les opérations électorales et être appuyées des demandes établies et signées par les candidats.

Elles devront être déposées à la direction de l'agriculture et des forêts (service administratif) le vendredi 4 novembre 1955, au plus tard, et seront publiées au *Bulletin officiel* du vendredi 18 novembre 1955.

ART. 4. — Le dépouillement des votes aura lieu le lundi 12 décembre 1955 dans les conditions fixées par l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1947.

La commission de dépouillement des votes sera composée ainsi qu'il suit :

MM. Leguiel Marcel, sous-directeur, président ;
Mallet André, secrétaire d'administration de 1^{re} classe ;
Jarry Paul, secrétaire d'administration de 1^{re} classe.

Rabat, le 16 septembre 1955.

Le directeur de l'agriculture et des forêts p.i.,
GRIMALDI.

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Arrêté résidentiel du 13 septembre 1955 instituant une indemnité de charges administratives en faveur de certain personnel d'inspection du service de la jeunesse et des sports.

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE PIERRE BOYER DE LATOUR,
COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC,
Commandant interarmées,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 6 décembre 1944 portant réorganisation du service de la jeunesse et des sports, tel qu'il a été modifié ou complété, notamment par l'arrêté résidentiel du 17 décembre 1951 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 11 juin 1946 relatif aux indemnités allouées au personnel du service de la jeunesse et des sports, tel qu'il a été modifié ou complété, notamment par l'arrêté résidentiel du 2 juillet 1949 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et après avis du directeur des finances ;

Après s'être assuré de l'adhésion de la commission interministérielle des traitements et indemnités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est alloué aux inspecteurs principaux du service de la jeunesse et des sports une indemnité forfaitaire annuelle de charges administratives, destinée à compenser des fonctions d'inspection particulièrement astreignantes.

ART. 2. — Le taux de cette indemnité est fixé ainsi qu'il suit :

Inspecteur principal de 1 ^{re} classe	100.000 fr.
Inspecteur principal de 2 ^e classe	75.000
Inspecteur principal de 3 ^e classe	55.000
Inspecteur principal de 4 ^e classe	37.000

Cette indemnité payable semestriellement et à terme échu, ne peut se cumuler avec la prime de rendement.

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté résidentiel auront effet du 1^{er} janvier 1954.

Rabat, le 13 septembre 1955.

BOYER DE LATOUR.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions.

CABINET DU RÉSIDENT GÉNÉRAL.

Par arrêté résidentiel du 13 septembre 1955, le chef d'escadron Frois Michel est nommé *directeur du service général de l'information* à compter du 1^{er} septembre 1955, en remplacement de M. Chazelle Jacques.

* * *

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT.

Est nommée *secrétaire d'administration de 1^{re} classe (2^e échelon)* du 1^{er} octobre 1955 : M^{lle} Baritaud Renée, secrétaire d'administration de 1^{re} classe (1^{er} échelon). (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 16 août 1955.)

Est reclassé *commis principal de 3^e classe* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 18 juillet 1950, nommé *commis principal de 2^e classe* du 18 janvier 1953 et *commis principal de 1^{re} classe* du 18 juillet 1955 : M. Césari Antoine. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 17 août 1955 modifiant l'arrêté du 23 décembre 1952.)

* * *

JUSTICE FRANÇAISE.

Est reclassé *chaouch de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1954, avec ancienneté du 29 juin 1953 (bonification pour services militaires : 3 ans 4 mois) : M. Bouchti Abderrahman, chaouch de 7^e classe. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 17 août 1955.)

* * *

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Est promu *sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon* du 1^{er} juillet 1955 : M. Lahssèn ben Haddou, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon aux services municipaux de Meknès. (Décision du délégué aux affaires urbaines du 1^{er} juin 1955.)

Sont titularisés et nommés du 1^{er} janvier 1954 :

Agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} août 1952, et reclassé au 4^e échelon du 1^{er} avril 1955 : M. Moreno Emmanuel, surveillant de voirie ;

Agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon, avec ancienneté du 11 janvier 1953 : M. Rippol Mathias, surveillant de chantier ;

Agent public de 4^e catégorie, 2^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} mars 1951, et reclassé au 3^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Demnati Brahim, teneur de carnet.

(Arrêtés directoriaux des 2 et 7 septembre 1955.)

Est nommé *interprète stagiaire* du 1^{er} juillet 1955 : M. Benayada Ramdane, titulaire du certificat d'aptitude à l'interprétariat. (Arrêté directorial du 19 août 1955.)

Sont nommés, après concours :

Du 1^{er} juillet 1955 :

Commis stagiaires : MM. Keller Robert, Naji Ali. Mounir el Mostafa et Sola Jean-Lucien ;

Commis d'interprétariat stagiaires : MM. Benabbad Ali, Berady Mohamed, Gherib Mostafa, Chkaïl Ahmed, Choukry Mohamed et Mohamed ould Amar ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Benyahia Abdelmalek.

(Arrêtés directoriaux des 19, 22 août, 9 et 13 septembre 1955.)

Sont nommés :

Chef de section technique de 1^{re} classe (1^{er} échelon) du 1^{er} janvier 1955 : M. Béraud Denis, chef de section technique de 2^e classe (4^e échelon) ;

Architectes de 1^{re} classe (1^{er} échelon) :

Du 1^{er} février 1955 : M. Aujard Robert ;

Du 1^{er} mars 1955 : M. Brodovitch Georges, architectes de 2^e classe (4^e échelon).

(Arrêtés directoriaux du 29 août 1955.)

Sont promus :

Dessinateur de 3^e classe du 1^{er} septembre 1953 : M. Papini Dominique, dessinateur de 4^e classe ;

Architectes de 2^e classe (2^e échelon) :

Du 1^{er} décembre 1953 : M. Marchisio Étienne ;

Du 1^{er} mai 1954 : M. Valentin Yves, architectes de 2^e classe (1^{er} échelon) ;

Dessinateur de 6^e classe du 1^{er} octobre 1954 : M. El Ouali Mohammed, dessinateur de 7^e classe ;

Du 1^{er} janvier 1955 :

Architecte de 1^{re} classe (2^e échelon) : M. Marozeau Jacques, architecte de 1^{re} classe (1^{er} échelon) ;

Dessinateur d'études de 3^e classe : M. Guerriot Roger, dessinateur d'études de 4^e classe ;

Du 1^{er} février 1955 :

Architecte de 2^e classe (2^e échelon) : M. Thévenot Robert, architecte de 2^e classe (1^{er} échelon) ;

Dessinateur d'études de 2^e classe : M. Muhl Marcel, dessinateur d'études de 3^e classe ;

Du 1^{er} mai 1955 :

Architecte de 2^e classe (3^e échelon) : M. Chénier Marcel, architecte de 2^e classe (2^e échelon) ;

Dessinateur d'études de 2^e classe : M. Milich François, dessinateur d'études de 3^e classe ;

Du 1^{er} juin 1955 :

Dessinateur d'études de 2^e classe : M. Tissot Gaston, dessinateur d'études de 3^e classe ;

Dessinateur de 5^e classe : M. Plas Guy, dessinateur de 6^e classe ;

Architecte de 1^{re} classe (2^e échelon) du 1^{er} août 1955 : M. Duru Raymond, architecte de 1^{re} classe (1^{er} échelon) ;

Dessinateurs de 5^e classe du 1^{er} septembre 1955 : MM. Rocchi Antoine et Mohamed ben Abdelkadèr, dit « Doukkali », dessinateurs de 6^e classe ;

Dessinateur de 3^e classe du 9 septembre 1955 : M. Nespola Honoré, dessinateur de 4^e classe ;

Du 1^{er} octobre 1955 :

Architecte de 3^e classe (2^e échelon) : M. Brocard Edmond, architecte de 3^e classe (1^{er} échelon) ;

Dessinateur de 2^e classe : M. Papini Dominique, dessinateur de 3^e classe ;

Dessinateur de 5^e classe : M. Dormoy François, dessinateur de 6^e classe ;

Du 1^{er} novembre 1955 :

Architecte de 2^e classe (3^e échelon) : M. Gandrille Jacques, architecte de 2^e classe (2^e échelon) ;

Commis d'interprétariat de 1^{re} classe : M. Bouayad Abdelhaq, commis d'interprétariat de 2^e classe ;

Dactylographe, 6^e échelon : M^{me} Golmard Suzanne, dactylographe, 5^e échelon.

(Arrêtés directoriaux des 12 et 29 août 1955.)

Application du *dahir* du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisés et nommés :

Du 1^{er} janvier 1953 :

Commis d'interprétariat de 1^{re} classe, avec ancienneté du 26 juillet 1951, et reclassé *commis principal d'interprétariat de 3^e classe* du 26 février 1954 : M. Azekane Ahmed ;

Commis d'interprétariat de 3^e classe, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1951, et reclassé à la 2^e classe de son grade du 1^{er} mai 1954 : M. Ahmed Hilal ;

Commis de 1^{re} classe :

Avec ancienneté du 10 janvier 1952, et reclassé *commis principal de 3^e classe* du 10 septembre 1954 : M. Morales Antoine ;

Avec ancienneté du 22 juillet 1952, et reclassé *commis principal de 3^e classe* du 22 avril 1955 : M. Decker Maurice ;

Secrétaire de langue arabe hors classe : M. Yammouri Abdeslam ;

Agent technique de 2^e classe, avec ancienneté du 27 août 1950, et reclassé à la 1^{re} classe de son grade du 27 mai 1953 : M. Dumont Raphaël ;

Dactylographe, 4^e échelon, avec ancienneté du 12 janvier 1952, et reclassée au 5^e échelon de son grade du 12 octobre 1954 : M^{me} Laurension Adrienne ;

Du 1^{er} janvier 1954 :

Commis d'interprétariat de 1^{re} classe, avec ancienneté du 5 mai 1951, et reclassé *commis principal d'interprétariat de 3^e classe* à la même date, avec ancienneté du 5 décembre 1953 : M. Djerrari Ahmed ;

Commis d'interprétariat de 2^e classe, avec ancienneté du 24 octobre 1951, et reclassé à la 1^{re} classe de son grade du 24 août 1954 : M. Maaroufi Mohamed ;

Commis d'interprétariat de 3^e classe du 1^{er} janvier 1955, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1951, et reclassé à la 2^e classe de son grade du 1^{er} janvier 1955 : M. Scally Mamoun.

(Arrêtés directoriaux des 5 et 7 septembre 1955.)

* * *

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.

Sont recrutés en qualité de *surveillants de prison stagiaires* :

Du 1^{er} mars 1955 : M. Vincent Henri ;

Du 3 mai 1955 : M. Escande Jacques ;

Du 9 mai 1955 : M. Gamba Fernand ;

Du 1^{er} juin 1955 : MM. Cabcou Marcel et Martinez Vincent ;

Du 16 juin 1955 : MM. Taris Marcel et Legodec Marcel ;

Du 27 juin 1955 : M. Nicolaï Horace.

(Arrêtés directoriaux des 20 mai, 15, 17 juillet, 4, 5, 12 et 13 août 1955.)

Est réintégré dans son emploi du 1^{er} juin 1955 : M. Alfonsi Jean, surveillant de prison de 2^e classe, en position de disponibilité. (Arrêté directorial du 25 mai 1955.)

Sont nommés du 1^{er} octobre 1955 :

Commis pénitentiaire de 1^{re} classe : M. Klein Maurice, commis de 2^e classe ;

Surveillants de prison de 2^e classe : MM. Delatouche Jacques et Jover Albert, surveillants de 3^e classe ;

Surveillant de prison de 3^e classe : M. Santoni Daniel, surveillant de 4^e classe ;

Gardien de prison hors classe : M. Houssaïne ben Boujema, n° 182, gardien de 1^{re} classe.

(Arrêtés directoriaux du 5 août 1955.)

Sont titularisés et nommés *surveillants de prison de 6^e classe* :

Du 24 mai 1954 : M. Mathieu Paul ;

Du 8 juin 1955 : M. Baillat Fernand, surveillants stagiaires.

(Arrêtés directoriaux du 5 juillet 1955.)

Sont titularisés et reclassés *gardiens de prison de 3^e classe* :

Du 1^{er} avril 1954, avec ancienneté du 7 décembre 1952 (bonification pour services militaires : 4 ans 3 mois 24 jours), et promu *gardien de 2^e classe* du 7 décembre 1954 : M. Salah ben Maati, n° 383 ;

Du 8 avril 1954, avec ancienneté du 14 décembre 1953 (bonification pour services militaires : 3 ans 3 mois 24 jours) : M. Ameziane Mohamed, n° 386,

gardiens stagiaires.

(Arrêtés directoriaux du 11 juillet 1955.)

* * *

DIRECTION DES FINANCES.

Est remis, sur sa demande, à la disposition de son administration d'origine et rayé des cadres de la direction des finances (service de la taxe sur les transactions), du 1^{er} août 1955 : M. Le Bescond Edouard, inspecteur-rédacteur de 2^e classe. (Arrêté directorial du 2 septembre 1955.)

Sont promus dans l'administration des douanes et impôts indirects :

Sous-directeur régional de 1^{re} classe du 1^{er} septembre 1955 : M. Giry Jean, sous-directeur régional de 2^e classe ;

Inspecteur principal de 2^e classe du 1^{er} août 1955 : M. Pillant André, inspecteur principal de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 18 juillet 1955.)

Sont nommés, après concours, *inspecteurs adjoints stagiaires des douanes et impôts indirects* du 1^{er} juillet 1955 : M. Ristori René, contrôleur, 3^e échelon, et M. Drillet Edouard, agent temporaire à contrat (catégorie B). (Arrêtés directoriaux du 27 juillet 1955.)

Sont reclassés dans l'administration des douanes et impôts indirects :

Agent principal de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon, du 10 janvier 1955, avec ancienneté du 1^{er} février 1953 (bonification pour services civils : 14 ans 10 mois 9 jours) : M. Essakali Mohamed ;

Agent de constatation et d'assiette, 3^e échelon du 19 mars 1954, avec ancienneté du 10 février 1954 (bonifications pour services militaires : 9 mois 21 jours, et pour services civils : 4 ans 3 mois 9 jours) : M. Montoya Antoine ;

Agent de constatation et d'assiette, 3^e échelon du 10 janvier 1955, avec ancienneté du 1^{er} février 1954 (bonification pour services civils : 5 ans 7 mois 9 jours) : M. Mohamed ben Mustapha Saoud « Bouazza » ;

Agent de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon du 10 janvier 1955, avec ancienneté du 15 septembre 1952 (bonification pour services d'auxiliaire : 1 an 5 mois 25 jours), et promu *agent de constatation et d'assiette, 2^e échelon*, du 1^{er} avril 1955 : M. Runarvot René,

agents de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon ;

Commis principal de 3^e classe du 30 décembre 1953, avec ancienneté du 20 octobre 1952 (bonifications pour services militaires : 6 ans 11 jours, et pour services civils : 4 ans 4 mois 29 jours), et promu *commis principal de 2^e classe* du 1^{er} octobre 1955 : M. Scandari Mohammed ;

Commis de 1^{re} classe du 30 décembre 1953, avec ancienneté du 14 mai 1952 (bonifications pour services militaires : 6 ans 11 mois 2 jours, et pour services civils : 8 mois 14 jours), et promu *commis principal de 3^e classe* du 1^{er} juillet 1955 : M. Gouget de Landres Henri ;

Commis de 3^e classe du 30 décembre 1954, avec ancienneté du 8 janvier 1952 (bonification pour services civils : 2 ans 11 mois 22 jours), et promu *commis de 2^e classe* du 1^{er} mars 1955 : M. Fadhi Abdellah ;

Commis de 3^e classe du 8 décembre 1954, avec ancienneté du 9 juillet 1952 (bonifications pour services militaires : 22 jours, et pour services de temporaire : 2 ans 4 mois 29 jours) : M. Foatelli Charles ;

Commis de 3^e classe du 30 décembre 1954, avec ancienneté du 5 juillet 1954 (bonification pour services de temporaire : 5 mois 25 jours) : M^{me} Bensoussan Jacqueline,

commis de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 12 mai et 12 août 1955.)

Sont reclassées *dactylographes, 1^{er} échelon* du 1^{er} mars 1955 :

Avec ancienneté du 11 août 1952 (bonification pour services d'auxiliaire : 2 ans 6 mois 20 jours), et promue *dactylographe, 2^e échelon* du 1^{er} août 1955 : M^{lle} Filippi Andréa ;

Avec ancienneté du 11 juillet 1953 (bonification pour services d'auxiliaire : 1 an 7 mois 20 jours) : M^{me} Januario Thérèse, dactylographes, 1^{er} échelon des douanes.

(Arrêtés directoriaux du 19 juillet 1955.)

Est remis à la disposition de son administration d'origine et rayé des cadres de la direction des finances (administration des douanes et impôts indirects) du 1^{er} septembre 1955 : M. Noël André, inspecteur central de 2^e catégorie (2^e échelon). (Arrêté directorial du 10 août 1955.)

Est nommé, après concours, *commis d'interprétariat stagiaire* du service de l'enregistrement et du timbre du 1^{er} juillet 1955 : M. Chekkouri Abdallah, commis d'interprétariat temporaire. (Arrêté directorial du 18 août 1955.)

* * *

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS.

Sont promus du 1^{er} septembre 1955 :

Chef de bureau de circonscription de 1^{re} classe : M. Lovichi François, chef de bureau de circonscription de 2^e classe ;

Ingénieur subdivisionnaire de 4^e classe : M. Pietri Jean, ingénieur adjoint de 1^{re} classe ;

Ingénieur adjoint de 2^e classe : M. Orsini Robert, ingénieur adjoint de 3^e classe ;

Adjoint technique principal de 4^e classe : M. Avanzini Marcel, adjoint technique de 1^{re} classe ;

Commis principal hors classe : M. Rouan Victor, commis principal de 1^{re} classe ;

Secrétaire sténodactylographe, 5^e échelon : M^{lle} Brosset Jeanne, secrétaire sténodactylographe, 4^e échelon ;

Dactylographe, 6^e échelon : M^{me} Kraouse Germaine, dactylographe, 5^e échelon.

(Arrêtés directoriaux du 16 août 1955.)

Sont reclassés :

Conducteur de chantier de 5^e classe du 1^{er} août 1954, avec ancienneté du 20 juin 1951, et promu à la 4^e classe de son grade du 1^{er} août 1954 : M. Ogier Gabriel, conducteur de chantier de 5^e classe ;

Dactylographe, 2^e échelon du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1953 : M^{me} Ratte Paule ;

Dactylographe, 1^{er} échelon du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1953 : M^{me} Neumann Geneviève, dactylographes, 1^{er} échelon.

(Arrêtés directoriaux des 29 juillet, 2 et 4 août 1955.)

Est titularisé et reclassé *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} juin 1954, avec ancienneté du 5 décembre 1952, et promu *commis principal de 3^e classe* du 1^{er} septembre 1955 : M. Faure Albert, commis stagiaire. (Arrêté directorial du 28 juillet 1955.)

Sont titularisés et reclassés :

Commis de 2^e classe :

Du 1^{er} juin 1954, avec ancienneté du 11 décembre 1951, et promu *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} novembre 1954 : M. Bachir Maurice ;

Du 1^{er} août 1954, avec ancienneté du 27 mars 1952, et promu *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} octobre 1954 : M. Maquenhon Maurice ;

Commis de 3^e classe :

Du 16 avril 1954, avec ancienneté du 2 novembre 1952, et promu *commis de 2^e classe* du 1^{er} octobre 1955 : M. Courtois Gilbert ;

Du 1^{er} juin 1954, avec ancienneté du 4 février 1953 : M. Roux-Thomas Max ;

Du 20 avril 1955, avec ancienneté du 20 novembre 1953 : M. Brotons Emile, commis stagiaires.

(Arrêtés directoriaux du 29 juillet 1955.)

Sont promus du 1^{er} septembre 1955 :

Adjoint technique de 2^e classe : M. Schnell Roger, adjoint technique de 3^e classe ;

Agent technique principal de 1^{re} classe : M. Véron Guy, agent technique principal de 2^e classe ;

Agents techniques principaux de 2^e classe : MM. Tarrieu Jean et Voirin Maurice, agents techniques principaux de 3^e classe ;

Agent technique de 1^{re} classe : M. Cuisinier René, agent technique de 2^e classe ;

Conducteur de chantier principal de 3^e classe : M. Fillard Marcel, conducteur de chantier de 1^{re} classe ;

Conducteur de chantier de 2^e classe : M. Camilleri Armand, conducteur de chantier de 3^e classe ;

Contrôleur principal de 2^e classe des transports et de la circulation routière : M. Courty Arthur, contrôleur principal de 3^e classe des transports et de la circulation routière.

(Arrêtés directoriaux du 23 août 1955.)

Est nommé, après concours, *commis stagiaire* du 1^{er} août 1955 : M. Suzzarini Jean, agent temporaire. (Arrêté directorial du 18 août 1955.)

Est titularisé et reclassé *commis principal de 3^e classe* du 1^{er} juin 1954, avec ancienneté du 14 février 1952, et promu à la 2^e classe de son grade du 1^{er} septembre 1954 : M. Viciana Étienne, commis stagiaire. (Arrêté directorial du 5 août 1955.)

Est reclassée *dactylographe, 1^{er} échelon* du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 16 janvier 1954 : M^{me} Legendre Louise, dactylographe, 1^{er} échelon. (Arrêté directorial du 2 août 1955.)

*
* *

DIRECTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES MINES

Est promu *ingénieur subdivisionnaire de la production industrielle de classe exceptionnelle* du 1^{er} septembre 1955 : M. Bertrand André, ingénieur subdivisionnaire de la production industrielle de 1^{re} classe. (Arrêté directorial du 9 février 1955.)

*
* *

DIRECTION DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES.

Est reclassé *inspecteur du travail de 4^e classe* du 16 décembre 1947, avec ancienneté du 30 décembre 1945 (bonification pour services militaires : 1 an 11 mois 17 jours), nommé *inspecteur du travail de 3^e classe* du 1^{er} février 1948, *inspecteur de 2^e classe* du 1^{er} mars 1950, *inspecteur de 1^{re} classe* du 1^{er} mars 1952 et *inspecteur hors classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} mars 1954 : M. Vincentelli Vincent. (Arrêté directorial du 13 juillet 1955 rapportant les arrêtés des 3 décembre 1948, 25 février 1949, 1^{er} juin 1950, 3 avril 1952 et 8 avril 1954.)

Est nommé *sous-agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon (aide-moniteur)* du 1^{er} janvier 1955 et reclassé au 4^e échelon de son grade à la même date, avec ancienneté du 14 juin 1954 : M. Rogui Mohammed Tijani, sous-agent public journalier. (Arrêté directorial du 17 juin 1955.)

Sont nommés *contrôleurs adjoints du travail stagiaires* du 1^{er} juillet 1955 : MM. Benchemsi Ahmed et Bouhmouch Abdallah, brevetés de l'école marocaine d'administration. (Arrêtés directoriaux des 24 juin et 29 août 1955.)

*
* *

DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS.

Est placé dans la position de disponibilité pour satisfaire à ses obligations militaires du 18 août 1955 : M. Fournier Jean ingénieur géomètre de 3^e classe. (Arrêté directorial du 29 août 1955.)

Sont nommés, après concours, au service topographique chérifien :

Adjoints du cadastre stagiaires (section terrain) du 1^{er} septembre 1955 : MM. Milhau Francis, Vidal Roger, agents publics temporaires de 3^e catégorie (opérateurs), Teboul Georges, adjoint de cadastre temporaire, et Campos Charles, agent public occasionnel de 3^e catégorie (opérateur) ;

Élève dessinateur-calqueur du 1^{er} août 1955 : M^{me} Ubéros Fernande, agent public occasionnel de 3^e catégorie (calculateur-calqueur).

(Arrêtés directoriaux des 20 et 21 juillet 1955.)

Est titularisé et nommé *moniteur agricole de 7^e classe* du 16 juillet 1949, placé dans la position de disponibilité pour satisfaire à ses obligations militaires du 24 octobre 1949, réintégré dans son emploi du 15 janvier 1951, reclassé *moniteur agricole de 8^e classe* à la même date, avec ancienneté du 13 octobre 1949, et promu *moniteur de 7^e classe* du 13 août 1952 : M. Bezian Jacques. (Arrêté directorial du 11 juillet 1955 modifiant les arrêtés des 8 novembre 1949, 5 février, 15 août 1951 et 13 mai 1954.)

Est nommé *moniteur agricole stagiaire* du 1^{er} juillet 1949, placé dans la position de disponibilité pour satisfaire à ses obligations militaires du 20 mai 1950, réintégré dans son emploi du 15 novembre 1951, titularisé et reclassé *moniteur agricole de 9^e classe* à la même date, avec ancienneté du 10 août 1950, promu *moniteur de 8^e classe* du 10 mars 1953 : M. Houivet René. (Arrêté directorial du 11 juillet 1955 modifiant les arrêtés des 11 août 1949, 22 septembre 1950, 3 décembre 1951, 10 juin, 5 août 1953 et 14 mai 1954.)

Est reclassé *commis de 3^e classe* du 26 mars 1955, avec ancienneté du 21 novembre 1951, et promu *commis de 2^e classe* du 26 mars 1955, avec ancienneté du 21 mai 1954 : M. Boichard Léopold, commis de 3^e classe. (Arrêté directorial du 22 juin 1955.)

Est titularisée et nommée *dactylographe, 6^e échelon* du 1^{er} janvier 1954, avec ancienneté du 1^{er} mars 1953 : M^{me} Bérard Marcelle, dactylographe journalière. (Arrêté directorial du 9 mai 1955.)

Est nommé, après examen professionnel, *moniteur agricole stagiaire* du 1^{er} juillet 1955 : M. Guedira Abdelaziz, élève moniteur. (Arrêté directorial du 30 juin 1955.)

Est nommé, après concours, au service topographique chérifien, *adjoint du cadastre stagiaire (section terrain)* du 1^{er} septembre 1955 : M. Jacquet Roger, agent public occasionnel, 3^e catégorie (opérateur). (Arrêté directorial du 21 juillet 1955.)

Sont promus :

Moniteur agricole de 3^e classe du 1^{er} octobre 1955 : M. Boisot Joseph, moniteur de 4^e classe ;

Commis principal de classe exceptionnelle (après 3 ans) du 1^{er} septembre 1955 : M. Desbarat Jean, commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans) ;

Commis de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1955 : M. Lemnouny Moulay Tahar, commis de 2^e classe ;

Dactylographe, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Ezerzer Elise, dactylographe, 3^e échelon ;

Chaouch de 3^e classe du 1^{er} octobre 1955 : M. Bouhali Mohamed, chaouch de 4^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 22, 26, 29 août et 3 septembre 1955.)

Sont nommés, après concours :

Dame employée de 7^e classe du 1^{er} février 1955 : M^{lle} Elbaz Mireille, dame employée journalière ;

Du 1^{er} juin 1955 :

Commis stagiaire : M. Zeltner Jacques, dessinateur qualifié journalier ;

Dactylographes, 1^{er} échelon : M^{me} Le Marcc Yvonne et M^{lle} Buigues Suzanne, dactylographes journalières.

(Arrêtés directoriaux des 5, 11 et 20 août 1955.)

Est nommé, après examen professionnel, *moniteur agricole stagiaire* du 1^{er} juillet 1955 : M. Rondeau Pierre, élève moniteur. (Arrêté directorial du 30 juin 1955.)

Est nommée *agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon (assistant principal de laboratoire)* du 1^{er} janvier 1955 : M^{lle} Baton Simone, agent public journalier. (Arrêté directorial du 31 août 1955.)

Est reclassée, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *dame employée de 7^e classe* du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 7 janvier 1953 : M^{lle} Bartoli Etoile, dame employée de 7^e classe. (Arrêté directorial du 29 août 1955.)

Est réintégré dans son emploi du 1^{er} août 1955, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1952 : M. Tournillac Jean, commis principal de 1^{re} classe. (Arrêté directorial du 26 mai 1955.)

Est nommé *agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon (conciergerie d'un groupe de bâtiments)* du 1^{er} octobre 1954 : M. Ringler Albert, surveillant de chantier temporaire. (Arrêté directorial du 24 août 1955.)

Est remis à la disposition de son administration d'origine et rayé des cadres de la direction de l'agriculture et des forêts du 1^{er} septembre 1955 : M. Carbonnières Robert, ingénieur en chef du génie rural, 4^e échelon, en service détaché. (Arrêté directorial du 26 août 1955.)

Est titularisé et nommé *moniteur agricole de 7^e classe* du 1^{er} juillet 1950, reclassé au même grade à la même date, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1948, reclassé *moniteur de 8^e classe* du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1948, *moniteur de 7^e classe* du 1^{er} avril 1951 et *moniteur de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1954 : M. Sauvat Pierre. (Arrêté directorial du 11 juillet 1955 modifiant les arrêtés des 17 juillet 1946, 13 novembre 1950, 17 août 1951 et 1^{er} juin 1953.)

Est nommé *moniteur agricole stagiaire* du 1^{er} juillet 1949, titularisé et nommé *moniteur agricole de 7^e classe* du 1^{er} juillet 1950 : M. Renaud Jean.

L'intéressé est placé dans la position de disponibilité pour satisfaire à ses obligations militaires du 27 octobre 1950, réintégré dans son emploi du 1^{er} mai 1952, reclassé *moniteur de 8^e classe* à la même date, avec ancienneté du 1^{er} août 1950, et *moniteur de 7^e classe* du 1^{er} février 1953.

(Arrêté directorial du 11 juillet 1955 modifiant les arrêtés des 11 août 1949, 4 novembre 1950, 14 avril 1952, 10 juin, 16 juillet 1953 et 14 avril 1954.)

Sont promus du 1^{er} octobre 1955 :

Préparateur de laboratoire de 4^e classe : M. Mauloubier Pierre, préparateur de 5^e classe ;

Adjoint technique du génie rural de 1^{re} classe : M. Poinsignon Georges, adjoint technique de 2^e classe ;

Moniteurs agricoles de 8^e classe : MM. Nourry Marc, Stef Michel, David Aimable, Salinesi Pierre, Auschitzky Christian et Foujols Daniel, moniteurs agricoles de 9^e classe ;

Commis principal de classe exceptionnelle (indice 240) : M^{me} Quérec Catherine, commis principal de classe exceptionnelle (après 3 ans) ;

Commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans) : M. Moreau Henri, commis principal hors classe ;

Commis principal de 1^{re} classe : M. Favreau Jacques, commis principal de 2^e classe ;

Commis principal de 3^e classe : M. Issèle Jean, commis de 1^{re} classe ;

Agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon : M. Brilewsky Waldemar, agent public, 5^e échelon ;

Dactylographes, 4^e échelon : M^{lle} Poggi Charlotte et M^{me} Vagnon Henriette, dactylographes, 3^e échelon ;

Dactylographe, 3^e échelon : M^{me} Boyeldieu d'Auvigny Régine, dactylographe, 2^e échelon ;

Dame employée de 6^e classe : M^{lle} Désideri Jacqueline, dame employée de 7^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 26 août 1955.)

Sont nommées, après concours, *dactylographes, 1^{er} échelon* du 1^{er} juin 1955 : M^{lles} Santoni Félicie, Elbaz Esther, Poggi Micheline et Rohr Solange, dactylographes journalières. (Arrêtés directoriaux des 30 juillet, 17, 19 et 22 août 1955.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2235, du 26 août 1955, page 1321.

Sont reclassés adjoints techniques du génie rural de 4^e classe du 1^{er} novembre 1954 :

Au lieu de :

« Avec ancienneté du 2 octobre 1942 : M. Fourty Gérard » ;

Lire :

« Avec ancienneté du 2 octobre 1952 : M. Fourty Gérard »

*
* *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Sont nommés :

Professeur bi-admissible à l'agrégation (cadre unique, 9^e échelon) du 1^{er} octobre 1955, avec 3 mois d'ancienneté : M. Dubrez Xavier ;

Inspecteur principal non agrégé de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1955, avec 1 an 2 mois d'ancienneté : M. Lesne Marcel ;

Inspecteur principal non agrégé de 2^e classe du 1^{er} octobre 1955, avec 2 ans d'ancienneté : M. Tranchart Henri ;

Inspecteur régional de 2^e classe du 1^{er} janvier 1955, avec 7 mois d'ancienneté : M. Foulonnau Gilbert ;

Chargés d'enseignement de cours d'arabe (cadre unique, 1^{er} échelon) du 1^{er} octobre 1955 :

Avec 2 ans d'ancienneté : M. Ben Abou Elie ;

Sans ancienneté : M. Tahri-Joutei Abdelouahed ;

Chargée d'enseignement de l'arabe (cadre unique, 3^e échelon) du 1^{er} octobre 1955, avec 1 an 5 mois 16 jours d'ancienneté : M^{me} Lesne Arlette ;

Répétitrice et répétiteurs surveillant de 6^e classe (cadre unique, 2^e ordre) du 1^{er} octobre 1955 :

Avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M^{me} Franchet Alice ;

Avec 1 an d'ancienneté : MM. Hamoud Ahmed et Salasca Nonce ;

Institutrice de 6^e classe du 1^{er} janvier 1955 : M^{me} Dasse Jacqueline ;

Institutrice de 6^e classe du cadre particulier du 10 juin 1955 : M^{me} Dupuis Solange ;

Institutrices stagiaires :

Du 1^{er} octobre 1954 : M^{me} El Andaloussi Viviane ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Moura Suzanne, M^{lles} Orliac Jeanne, Fabry Madeleine et Lédard Eliette ;

Institutrices et instituteur stagiaires du cadre particulier du 1^{er} octobre 1955 : M^{mes} Medina Jacqueline, Minguet Jeannine, M^{lle} Fournier Yvonne, M. Sutra del Galy Jacques ;

Mouderrès stagiaire des classes primaires du 1^{er} octobre 1954 : M. Hamdoune Ahmed ;

Commis stagiaires du 1^{er} juin 1955 : M^{lle} Sainte-Marthe Paulette, M. Rachidi Omar ;

Dactylographe, 1^{er} échelon du 1^{er} juin 1955 : M^{lle} Santoni Félicie.

(Arrêtés directoriaux des 2, 5 juin, 13, 20, 29 juillet, 3, 6, 8, 9, 10, 16 et 23 août 1955.)

Est promu professeur licencié, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1953 et 5^e échelon du 1^{er} novembre 1953 : M. Bourjac André. (Arrêté directorial du 23 juillet 1955.)

Sont reclassés :

Institutrice de 4^e classe du 1^{er} novembre 1951, avec 3 ans 10 mois d'ancienneté, promue à la 3^e classe de son grade à la même date, avec 10 mois d'ancienneté, et à la 2^e classe du 1^{er} janvier 1954 : M^{me} Colombani Jeanne ;

Instituteur de 6^e classe du 1^{er} janvier 1951, avec 1 an 6 mois 9 jours d'ancienneté, et promu à la 5^e classe de son grade du 1^{er} juillet 1951 : M. Carlioz André ;

Institutrice de 6^e classe du 1^{er} janvier 1954, avec 4 ans 19 jours d'ancienneté, promue à la 5^e classe de son grade à la même date, avec 2 ans 19 jours d'ancienneté : M^{me} Allène Madeleine ;

Institutrice de 6^e classe du 1^{er} janvier 1954, avec 3 mois d'ancienneté : M^{me} Giot Odette ;

Instituteur de 6^e classe du 16 avril 1954, avec 1 an 5 mois 9 jours d'ancienneté, promu à la 5^e classe du 1^{er} mars 1955 : M. Thomas Paul ;

Instituteur de 6^e classe du 31 décembre 1954, avec 2 ans d'ancienneté : M. de Grève Jean ;

Instituteur de 6^e classe du cadre particulier du 1^{er} janvier 1950, avec 10 mois 18 jours d'ancienneté, promu à la 5^e classe du 1^{er} mars 1951 et à la 4^e classe du 1^{er} mars 1954 : M. Megnin Pierre ;

Instituteur de 6^e classe du cadre particulier du 1^{er} janvier 1953, avec 11 mois 16 jours d'ancienneté, et promu à la 5^e classe du 1^{er} février 1954 : M. Pahaut François ;

Instituteur de 6^e classe du cadre particulier du 15 avril 1953, avec 1 an 3 mois 14 jours d'ancienneté, et promu à la 5^e classe du 1^{er} janvier 1954 : M. Frappas Serge ;

Instituteurs de 6^e classe du cadre particulier :

Du 1^{er} janvier 1954 :

Avec 1 an d'ancienneté : M. Campello Norbert ;

Avec 10 mois 19 jours d'ancienneté : M. Diaz Antoine ;

Du 1^{er} octobre 1954, avec 1 an 8 mois 27 jours d'ancienneté : M. Lignon Roger ;

Maitre d'éducation physique et sportive (cadre normal, 1^{er} échelon) du 16 mars 1955, avec 3 ans 5 mois 15 jours d'ancienneté : M. Peltraut Paul ;

Maitre de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1948, avec 1 an 9 mois 28 jours d'ancienneté, et promu à la 5^e classe du 1^{er} juillet 1950 : M. Mougeolle Roger.

(Arrêtés directoriaux des 13, 15, 19, 22, 24 juillet, 1^{er}, 10, 11 et 22 août 1955.)

Sont délégués dans les fonctions de :

Professeurs licenciés (cadre unique, 5^e échelon) du 1^{er} octobre 1955 :

Avec 2 ans 11 mois 11 jours d'ancienneté : M^{me} Van Troyen Marie-Louise ;

Avec 1 an 5 mois 5 jours d'ancienneté : M. Hermelin Maurice ;

Professeur technique (cadre unique, 5^e échelon) du 1^{er} octobre 1955, avec 9 mois d'ancienneté : M. Jolly Pierre ;

Professeur technique adjoint (cadre unique, 4^e échelon) du 1^{er} octobre 1955, avec 2 ans 8 mois d'ancienneté : M. Fassier Lucien.

(Arrêtés directoriaux des 29 juillet, 3, 6 et 16 août 1955.)

Est réintégré dans ses fonctions et rangé commis de 3^e classe du 1^{er} octobre 1955, avec 5 mois d'ancienneté : M. Marbeuf René. (Arrêté directorial du 20 juillet 1955.)

Est remis à la disposition de son administration d'origine et rayé des cadres de la direction de l'instruction publique du 16 avril 1955 : M. Etievant Gilbert, ingénieur de 4^e classe des travaux publics, en service détaché au Maroc. (Arrêté directorial du 6 août 1955.)

Sont remis, sur leur demande, à la disposition de leur administration d'origine et rayés des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1955 :

MM. Massiet André, Stouff William, Queyssanne Michel et Roget Robert, professeurs agrégés (cadre unique, 9^e échelon) ;

M. Laffay Maurice, professeur agrégé (cadre unique, 8^e échelon) ;

M^{me} Bosch Suzanne, professeur agrégé (cadre unique, 1^{er} échelon) ;

MM. Gros Georges, Vallet Maurice, professeurs licenciés (cadre unique, 9^e échelon) ;

M^{lle} Vannoni Marie-Thérèse, professeur licencié (cadre unique, 8^e échelon) ;

M. Luquet Roger, professeur licencié (cadre unique, 6^e échelon) ;
 M. Muller Eugène, professeur licencié, 4^e échelon ;
 M^{me} Meynadier Marie-Thérèse et M. Meynadier Jean, professeurs licenciés (cadre unique, 3^e échelon) ;
 M. Orioux Jean, professeur certifié (cadre unique, 9^e échelon) ;
 M^{me} Lozon Andrée, chargée d'enseignement, 6^e échelon ;
 M. Jacquet Albert, instituteur de classe exceptionnelle ;
 M^{me} Copin Yvonne et M. Portron Roger, institutrice et instituteur hors classe ;
 M^{me} Paskoff Paulette et M. Bach Pierre, institutrice et instituteur de 1^{re} classe ;
 M^{mes} Mabire Solange, Meudre de Sugny Magdeleine institutrices de 2^e classe ;
 M^{me} Faucillon Magdeleine et M. Reinbuchler Michel, institutrice et instituteur de 3^e classe ;
 M^{mes} Michel Huguette, Belasco Arlette, institutrices de 4^e classe ;
 M^{me} Reitz Madeleine, M^{lle} Chavanon Huberte, institutrices de 5^e classe ;
 M^{me} Giot Odette, institutrice de 6^e classe.
 (Arrêtés directoriaux des 26, 28 juillet, 2, 5, 6, 22 et 23 août 1955.)

Est rapporté l'arrêté directorial du 29 avril 1955 portant promotion de M^{me} Fraisse Aline en qualité de maîtresse de travaux manuels de 3^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) à compter du 1^{er} mai 1955. (Arrêté directorial du 9 août 1955.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisée et nommée *agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} avril 1955 : M^{me} Scarella Berthe. (Arrêté directorial du 13 juillet 1955.)

* *

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Est nommé *adjoint de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'Etat)* du 1^{er} janvier 1955 : M. Thomann André, adjoint de santé temporaire, non diplômé d'Etat. (Arrêté directorial du 5 août 1955.)

Est recrutée en qualité de *adjointe de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'Etat)* du 21 février 1955 : M^{lle} Antoniotti Nonciade. (Arrêté directorial du 2 août 1955.)

Est reclassé *sous-économe de 3^e classe* du 1^{er} juillet 1954, avec ancienneté du 5 avril 1951 (bonification pour services de guerre : 1 an 2 mois 26 jours), et promu *sous-économe de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1954 : M. Perroni Augustin, sous-économe de 2^e classe. (Arrêté directorial du 16 août 1955.)

Est promu *commis principal de classe exceptionnelle (après 3 ans)* du 1^{er} septembre 1955 : M^{me} Dominguez Ascencion, commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans). (Arrêté directorial du 23 juillet 1955.)

Est placée dans la position de disponibilité pour convenances personnelles du 16 octobre 1955 : M^{lle} Ghomri Christiane adjointe de santé de 4^e classe (cadre des diplômés d'Etat). (Arrêté directorial du 23 août 1955.)

Est nommé *adjoint de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'Etat)* du 1^{er} janvier 1955 : M. Al Aadany M'Barek, adjoint technique de 4^e classe. (Arrêté directorial du 20 juillet 1955.)

Est promu *infirmier de 1^{re} classe* du 1^{er} octobre 1955 : M. Mohamed ben Belkacem ben Salah, infirmier de 2^e classe. (Arrêté directorial du 19 août 1955.)

Sont titularisés et nommés *infirmiers de 3^e classe* du 1^{er} octobre 1955 : MM. Madrane Mohamed, Boufida Abdellah, Fadili Ahmed et Elkouni Mohamed, infirmiers stagiaires. (Arrêtés directoriaux du 18 août 1955.)

Sont nommés *infirmiers stagiaires* du 1^{er} juin 1955 : MM. Jouir M'Bareck, Naouch Ahmed et Nouaouya Abdellali, infirmiers temporaires. (Arrêtés directoriaux des 14 et 24 juin 1955.)

Est recruté en qualité d'*infirmier stagiaire* du 1^{er} décembre 1954 : M. Izzi Ahmed. (Arrêté directorial du 7 juillet 1955.)

Sont promus :

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 7^e échelon du 1^{er} septembre 1955 : M. Sajid Hammouad, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 6^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 8^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Khal Hattab, sous-agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon du 1^{er} août 1955 : M. Lahlou Ali, sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon ;

Sous-agents publics de 3^e catégorie, 5^e échelon :

Du 1^{er} août 1955 : M. Ait Oulahia Lahcèn ;

Du 1^{er} octobre 1955 : MM. Ahmed ben Mohamed ben Ali et Hous-saini Omar,

sous-agents publics de 3^e catégorie, 4^e échelon ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Doukkali Mahjouba, sous-agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon.

(Arrêtés directoriaux du 19 août 1955.)

* *

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2236, du 2 septembre 1955, page 1345.

Sont nommés :

Chefs de bureau de 1^{re} classe :

Au lieu de :

« Du 11 novembre 1954 : M. Morin Fernand, ... » ;

Lire :

« Du 11 décembre 1954 : M. Morin Fernand, ... »

Admission à la retraite.

M^{me} Garaud Marie-Louise, M. François Charles, professeurs licenciés (cadre unique, 9^e échelon), sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite au titre de l'article 10 du dahir du 26 janvier 1955 et rayés des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1955. (Arrêtés directoriaux du 24 juillet 1955.)

M^{mes} Chalaud Louise, chargée d'enseignement (cadre unique, 8^e échelon), et Guichard Alice, institutrice hors classe, sont admises, sur leur demande, à faire valoir leurs droits à la retraite et rayées des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1955. (Arrêté directoriaux du 24 juillet 1955.)

M. Komiha Ali, instituteur de 1^{re} classe du cadre particulier, est admis, au titre de la limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1955. (Arrêté directorial du 17 août 1955.)

M. Kebaïli Chadli, chef de bureau d'interprétariat de 2^e classe au service de la conservation foncière, est admis, au titre des dispositions transitoires du dahir du 26 janvier 1955, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres de la direction de l'agriculture et des forêts du 1^{er} octobre 1955. (Arrêté directorial du 26 juillet 1955.)

M. Binder Édouard, surveillant-chef de prison hors classe, est admis à faire valoir ses droits à la retraite au titre des dispositions transitoires prévues à l'article 10 du dahir du 26 janvier 1955 et rayé des cadres de la direction des services de sécurité publique (administration pénitentiaire) du 1^{er} octobre 1955. (Arrêté directorial du 30 juillet 1955.)

M. Delpierre Georges, assimilé à un agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres de la direction de l'intérieur du 1^{er} septembre 1954. (Arrêté directorial du 29 août 1955.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2236, du 2 septembre 1955, page 1348.

Sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite et rayés des cadres de l'Office des P.T.T. :

Au lieu de :

« Du 1^{er} septembre 1955 : M. Tous Alain, ... » ;

Lire :

« Du 1^{er} octobre 1955 : M. Tous Alain, ... »

Résultats de concours et d'examens.

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2230, du 22 juillet 1955, page 1132.

Concours pour l'emploi de commis de la direction de l'intérieur (session du 26 mai 1955).

Candidats admis (ordre de mérite) :

Au lieu de : « Begue Jean, ... » ;

Lire : « Begue Iran, ... »

AVIS ET COMMUNICATIONS

DIRECTION DES FINANCES.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés :

Impôts sur les bénéfices professionnels et supplément à l'impôt des patentes.

LE 20 SEPTEMBRE 1955. — Oujda-Nord, rôles 16, 17, 18 et 19 de 1955 (2) ; Casablanca-Sud, 54 et 55 de 1955 (4 bis) ; Casablanca-Centre, 127 de 1955 (6) et 14 de 1955 (5 bis) ; Casablanca-Marchés, 110 de 1955 (13) ; Meknès-Ville nouvelle, 26 de 1955 (2) ; Safi, 16 de 1955 ; Oujda-Sud, 13 et 14 de 1955 (1) ; Casablanca-Centre, 15 de 1955 (5 bis) ; Port-Lyautey, 8 de 1955 (rôles spéciaux de 1955).

LE 25 SEPTEMBRE 1955. — Agadir, 16 et 17 de 1955 ; centre d'Inezgane, 3 de 1955 ; Casablanca-Nord, 56 de 1955 (2 bis) ; Mogador, 4 de 1955 ; Oujda-Nord, 20 et 21 de 1955 (1 et 2) ; Oujda-Sud, 10 de 1955 ; Port-Lyautey, 7 et 9 de 1955 (rôles spéciaux de 1955).

LE 30 SEPTEMBRE 1955. — Meknès-Ville nouvelle, rôle 1 de 1955 (1) ; Salé, rôle 1 de 1955 ; Ifrane, rôle 1 de 1955.

Patentes.

LE 30 SEPTEMBRE 1955. — Cercle de Tiznit, émission primitive de 1955 (1001 à 1436) ; centre de Goulimime, émission primitive de 1955 (1001 à 1350) ; Casablanca-Centre, 2^e émission de 1954 ; Casablanca-Mâarif, 3^e émission de 1954 (7) ; Casablanca-Nord, 14^e émission de 1952 et 14^e émission de 1952 (3) ; Casablanca-Sud, 56^e émission de 1952 et 5^e émission de 1953 (10 bis A) ; Casablanca-Ouest, 4^e émission de 1954 (9) ; Casablanca—Roches-Noires, 2^e émission de 1954 (3) ; centre d'Ouat-Oulad-el-Hadj, émission primitive de 1955 (1^{er} à 123) ; centre d'Amizmiz, émission primitive de 1955 (9101 à 9267) ; centre du Had-des-Oulad-Frej, 2^e émission de 1954 ; centre de Oualidia, 2^e émission de 1954 ; centre de Souk-el-Arba-des-Aounat, 2^e émission de 1954.

LE 12 OCTOBRE 1955. — Casablanca-Sud (72.001 à 72.522) (7) ; Rabat-Nord (62.001 à 62.824) (4) et (57.001 à 57.591) (4 Akkari) ; Casablanca—Roches-Noires (345.001 à 345.826) (12) ; Casablanca-Nord (355.001 à 355.026) et (28.001 à 28.812) (2 bis) (émissions primitives de 1955).

LE 15 OCTOBRE 1955. — Marrakech-Guéliz, émission primitive de 1955 (3501 à 4660) (1).

Taxe d'habitation.

LE 12 OCTOBRE 1955. — Casablanca-Sud (77.001 à 79.487) (7) ; Rabat-Nord (63.001 à 64.621) (4) et (54.001 à 56.829) (4 Akkari) ; Casablanca—Roches-Noires (340.001 à 342.484) (12) ; Casablanca-Nord (350.001 à 350.421) (12) et (25.001 à 25.960) (2 bis) (émissions primitives de 1955).

LE 15 OCTOBRE 1955. — Marrakech-Guéliz, émission primitive (1001 à 3544) (1).

Taxe urbaine.

LE 30 SEPTEMBRE 1955. — Centre de Goulimime (1^{er} à 870), émission primitive de 1955.

LE 5 OCTOBRE 1955. — Centre d'Ouat-Oulad-el-Hadj, émission primitive de 1955 (1^{er} à 244).

LE 12 OCTOBRE 1955. — Casablanca-Sud (77.001 à 78.724) (7) ; Rabat-Nord (60.001 à 61.164) (4) et (54.001 à 55.592) (4 Akkari) ; Casablanca—Roches-Noires (1^{er} à 997) (12) et (71 à 527) (12) ; Casablanca-Nord (51 à 69) et (331 à 482) (12) et (25.001 à 25.311) (2 bis) (émissions primitives de 1955).

LE 15 OCTOBRE 1955. — Marrakech-Guéliz, émission primitive de 1955 (1001 à 3438) (1).

Taxe de compensation familiale.

LE 20 SEPTEMBRE 1955. — Bureau des affaires indigènes d'Ouez-zane, émission primitive de 1955 (1^{er} à 16).

LE 30 SEPTEMBRE 1955. — Annexe de contrôle civil de Had-Kourt, émission primitive (1^{er} à 25) ; annexe d'Arbaoua, émission primitive de 1955 (1^{er} à 9).

Prélèvement sur les traitements et salaires.

LE 30 SEPTEMBRE 1955. — Centre de Midelt, rôle 2 de 1954 (4).

Tertib et prestations des Marocains de 1955.

LE 1^{er} OCTOBRE 1955. — Circonscription des Aït-Baba, caïdat des Mezdagoum ; circonscription d'Azemmour-Banlieue, caïdat des Chtouka ; circonscription d'El-Hammam, caïdat des Aït Sidi Abd-laziz ; circonscription de Benahmed, caïdat des El-Mâarif ; circonscription de Khemissèt, caïdat des Aït Jbel Doum ; circonscription de Tiflet, caïdat des Beni Amor-Est ; circonscription des Aït-Issebak, caïdat des Aït Bouzaouite ; circonscription de Chichaoua caïdat des Oulad Arab ; circonscription d'Amizmiz, caïdats des Guedmioua de la plaine et de la montagne ; circonscription du Had-des-Oulad-Frej, caïdat des Beni Ameer des Oulad Bouzcrara-Nord ; circonscription de Meknès-Banlieue, caïdat des Mejjat ; circonscription de Mogador-Banlieue, caïdat des Chiadma-Sud II ; circonscription d'Oued-Zem, caïdat des Gnadiz ; circonscription des Beni-Amir—Beni-Moussa, caïdats des

Beni Amir-Ouest et des Oulad Arif ; circonscription des Beni-Moussa, caïdat des Oulad Boumoussa ; pachalik d'Ouezzane ; circonscription de Berguent, caïdats des Oulad Sidi Ali Bouchenafa et du centre de Berguent ; circonscription de Jerada, caïdats des Beni Yala, Oulad Bakhti et des centres de Jerada et Guenfouda ; circonscription de Touissit-Boukkèr, caïdats des Angad II et Mehaya-Sud ; circonscription de Marchand, caïdats des Mezraâ II et Guefiâne II ; pachaliks de Mogador et de Salé ; circonscription d'Irherm, caïdats des Tagmoute et des Assa ; circonscription de Berkane, centre de Berkane ; circonscription de Sidi-Rabhal, caïdat des Ahl Tamelett ; centres de Beni-Mellal et de Kasba-Tadla ; circonscription de Kasba-Tadla, caïdat des Semguett Guettaya ; circonscription d'Oujda-Banlieue, caïdat des Beni-Oukil ; circonscription de Chemaïa, caïdat des Zerrarate ; circonscription d'El-Hammam, caïdat des Aït Sidi el Arbi ; circonscription d'El-Hajeb, caïdat des Beni M'Tir-Nord ; circonscription de Fès-Banlieue, caïdat des Lemta ; circonscription de Boujad, caïdat des Oulad Youssef-Ouest ; circonscription d'Imi-n-Tanoute, caïdat des N'Fifa Hossein ; circonscription de Chichaoua, caïdat des Frouga ; circonscription d'Amizmiz, caïdat des Oulad M'Taâ ; pachaliks de Marrakech, de Meknès et de Safi ; circonscription des Beni-Moussa, caïdat des Beni Oujjine ; circonscription de Tedders, caïdat des Beni Hakem ;

Circonscription de Khemissèt, caïdats des Aït Zekri, Aït Yaddine et des Messarha ; circonscription d'El-Kbab, caïdat des Aït Yacoub ou Aïssa ; circonscription de Khouribga, caïdat des Oulad Behar Kbar ; circonscription d'El-Kbab, caïdat des Aït Ahmed ou Aïssa ; circonscription d'Oued-Zem, caïdat des Maâdma ; circonscription de Tendirara, caïdats des Oulad Farrès, Oulad Belhssèn, Oulad Ali Belhassèn, Oulad Youb, Oulad Slama, Oulad Ahmed Bou Amar ; circonscription d'El-Aïoun, caïdats des Haddiyne et Beni Mahiou ; circonscription d'Oujda-Banlieue, caïdats des El Mehaya-Nord et Angad I ; circonscription de Salé-Banlieue, caïdat des Hossein ; circonscription de Settlat-Banlieue, caïdat des Oulad Sidi Bendaoud ; circonscription de Sidi-Bennour, caïdat des Aounate ; circonscription des Aït-Baha, caïdat des Idouska Nsila ; circonscription de Khemissèt, caïdat des Aït Ouribel ; circonscription de Khouribga, caïdat des Oulad Behar Schar ; circonscription d'Imi-n-Tanoute, caïdats des Demsira-Nord et Sud et Douirane ; circonscription de Chichaoua, caïdats des Oulad Bousbaâ et des Mejjate ; circonscription des Aït-Ourir, caïdat des Touggana ; circonscription des Skhour-des-Rehamna, caïdat des Rehamna-Nord ; circonscription des Beni-Amir—Beni-Moussa, caïdat des Beni Amir-Est ; circonscription de Berguent, caïdat des Beni Mathar ; circonscription de Marchand, caïdat des Guefiâne I ; bureau de l'annexe des affaires indigènes de Ksar-es-Souk, caïdats des Medarhra, Aït Izdeg

de Ksar-es-Souk et Aït Khalifa (nomades) ; bureau de l'annexe des affaires indigènes des Aït-Mehammed, caïdats des Aït Mehammed, Aït Ourir de Bernate, Aït Bougmez (caïd Thami), (caïd Hansali), (caïd Houchettou), Aït Abbès, Aït Bou Iknifèn de Talmeste, Aït Abdi du Koussèr et des Ihansalèn ; bureau de l'annexe des affaires indigènes d'Outat-Oulad-el-Haj, caïdats des Oulad el Haj-Nord et Sud et nomades, et des Oulad Jerrar ; circonscription d'Azemmour-Banlieue, caïdat des Chiadma ; circonscription de Benahmed, caïdat des Meïlal Hamdaoua ; circonscription de Martimprey-du-Kiss, caïdat des Beni Drar ; circonscription d'El-Hajeb, caïdat des Guerrouane-Sud ; circonscription de Boujad, caïdats des Oulad Youssef-Est et des Rouached ; circonscription d'Oulmès, caïdats des Aït Saïd et Aït Affane ; pachaliks de Mazagan et de Settlat ; circonscription de Midelt, caïdat des Aït Ouafella ; circonscription de Moulay-Bouâzza, caïdat des Hamara ; circonscription de Berguent, caïdat des Oulad Sidi Abdelhakim ; bureau de l'annexe des affaires indigènes d'Alnif, caïdats des Aït Yâzza, Aït Ouahlim, Aït Isfoul, Aït Ounebgui.

*Le sous-directeur,
chef du service des perceptions,
PEY.*

Avis de l'Office marocain des changes n° 798 relatif aux relations financières entre le condominium des Nouvelles-Hébrides et les autres territoires de la zone franc.

Selon la réglementation en vigueur, les mouvements de fonds entre le condominium des Nouvelles-Hébrides et les autres territoires de la zone franc doivent s'effectuer par crédit ou débit des « comptes néo-hébridais » ouverts chez les banques ayant la qualité d'intermédiaire agréé.

Désormais ces mouvements de fonds peuvent également être effectués par la voie postale.

Lorsqu'ils sont subordonnés à une autorisation préalable de l'Office marocain des changes, la demande correspondante doit être présentée à celui-ci par l'entremise de l'administration des postes, des télégraphes et des téléphones.

*Le directeur
de l'Office marocain des changes
BROSSARD.*